

**LES DROITS**  
**DES**  
**TROIS PUISSANCES ALLIÉES**  
**SUR PLUSIEURS PROVINCES**  
**DE LA RÉPUBLIQUE**  
**DE POLOGNE;**

*Les Réflexions d'un Gentilhomme Polonois  
sur les Lettres-Patentes & Prétentions de ces  
trois Puissances;*

Avec une Préface de l'Éditeur pour servir  
d'Introduction.

---

**TOME PREMIER.**

---

Poland

K

« — La Politique est la Morale des Nations. L'objet  
» de la Politique intérieure est de faire observer les  
» Loix , tant naturelles que positives ou civiles , né-  
» cessaires au maintien de l'ordre dans la Société  
» particulière. L'objet de la Politique extérieure est  
» de maintenir entre les Nations les Loix de la Na-  
» ture , à l'aide d'un équilibre de Puissance , qui  
» les empêche d'enfreindre les règles de l'équité ,  
» d'empiéter sur leurs Droits réciproques , de violer  
» les devoirs de la Morale , destinés également , &  
» pour les Peuples , & pour les Citoyens d'un mê-  
» me État ».

*Système Social , T. II , Chap. I.*

281/28

**LES DROITS**  
DES  
**TROIS PUISSANCES ALLIÉES**  
SUR PLUSIEURS PROVINCES  
**DE LA RÉPUBLIQUE**  
**DE POLOGNE;**

*Les Réflexions d'un Gentilhomme Polonois  
sur les Lettres-Patentes & Prétentions de ces  
trois Puissances ;*

Avec une Préface de l'Éditeur pour servir  
d'Introduction.

---

**TOME PREMIER.**

---

*Quem admodum hoc accepturas Nationes exteras , quem-  
admodum hujus tui facti famam in regna aliorum ,  
atque in ultimas terras perveniuram putasti ?  
Quum audierint — violatum Regem , spoliatum  
hospitem , ejectum — socium atque amicum ? No-  
men tuum odio atque acerbitati scito Nationibus ex-  
teris — fucurum.*

Cicero in Verrem Orat. VI.



**L O N D R E S.**

---

**M. DCC. LXXIV.**

---

# TABLE

## DES MATIÈRES

Contenues dans la première Partie.

- I. *LA Préface de l'Éditeur ou l'Introduction* , Page j
- II. *Les Droits de la Couronne de Hongrie & de Bohême* , Pag. 1
- III. *Les Pièces justificatives* , 65
- IV. *Les Droits de la Cour Impériale du Russie* , 127
- V. *Les Droits de Sa Majesté le Roi de Prusse* , 159
- VI. *Les Pièces justificatives* , 211
- VII. *Les Réflexions d'un Gentilhomme Polonois sur les exposés précédens* , 227





**P R É F A C E**  
**D E L' É D I T E U R**  
**P O U R S E R V I R**  
**D' I N T R O D U C T I O N.**

« **L**A cause de la Pologne est celle  
» de toutes les Nations », dit l'Au-  
teur des Observations sur les Décla-  
rations des Cours de Vienne, de Pé-  
tersbourg & de Berlin (1).

C'est aussi pour mettre les Nations  
en état de juger cette cause fameuse,  
que l'on a résolu de présenter au Pu-  
blic les pièces principales qui doivent  
servir à l'instruction d'un Procès, dont  
les fastes de l'Univers n'offrirent & n'of-  
friront sans doute jamais d'exemple.

---

(1) Pag. 44, in-8°.

L'Ouvrage que l'on publie aujourd'hui, & que l'on divise en deux Parties, ne contient que les pièces les plus essentielles pour l'instruction de ce grand Procès. Dans la première Partie, nous donnerons les Recherches des Droits des trois Puissances Alliées sur quelques Provinces de la Pologne; nous y ajouterons les Réflexions d'un Gentilhomme Polonois sur les Lettres-Patentes & prétentions formées par la Cour de Vienne, de Pétersbourg & de Berlin.

Nous exposerons dans la seconde Partie la nullité & l'insuffisance de ces Droits, authentiquement prouvées & démontrées par l'Histoire & les Trairés de ces Puissances mêmes, & garanties par plusieurs autres Cours de l'Europe; & nous finirons cette seconde Partie par le Manifeste de la Confédération de Bar contre tout ce qui s'est fait dans ce grand Procès depuis le mois de Septembre 1772: Epoque où ces trois Puissances Copartageantes, qui se disoient dans

*PRÉFACE.* iij

tous leurs écrits anciens de la Pologne, ont fait connoître leurs vues ambitieuses par des Lettres-Patentes. Au moyen de ces Pièces authentiques, on aura toutes les lumières nécessaires pour pouvoir prononcer avec impartialité sur une affaire qui fixe & qui doit fixer l'attention de toute l'Europe.

Nous avions dessein d'ajouter quelques Notes au Texte de ces Pièces que nous publions; mais une lecture plus réfléchie nous ayant convaincus qu'elles n'en étoient guères susceptibles, nous nous sommes bornés à jeter sur le papier quelques réflexions analogues au sujet : elles serviront d'Introduction.

Les Polonois sont-ils fondés à se plaindre de la manière dont les trois Cours en agissent avec eux ? Ces trois Cours ont-elles sur la Pologne les droits qu'elles prétendent ? Voilà l'état de la question ; nous ne la déciderons point : mais nous oserons pren-

dre la défense de l'opprimé contre les oppresseurs, dussent ceux-ci avoir la force de leur côté.

Si les Puissances, qui ont donné lieu aux plaintes des Polonois, s'imaginent n'être comptables de leurs actions qu'au Tribunal de Dieu & de leur propre conscience, elles s'abusent (1). Elles doivent à leurs Sujets, elles doivent aux Princes leurs contemporains, elles doivent à leurs successeurs l'exemple des vertus qui caractérisent les grands Rois; & parmi ces vertus, la justice & la bonne-foi ne tiennent pas le moindre rang. Mais est-il donc décidé que les trois Puissances, qui font valoir leurs pré-

---

« (1) Il n'est point de maxime plus propre  
» à corrompre les Princes, & plus destructive  
» pour les Peuples, que celle qui persuade  
» aux uns & aux autres, que les Rois ne font  
» comptables de leur conduite qu'à Dieu  
» seul ».

## P R É F A C E. ▼

rentions sur plusieurs Provinces de la Pologne , ne sont pas fondées à le faire ? Sans entrer dans cette discussion que l'on laisse à la pénétration & à l'équité du Lecteur , on ose dire que , supposé même le bon droit des Cours-Unies , la manière dont elles ont entamé , poursuivi & achevé le démembrement de la Pologne , est aussi révoltante , aussi injuste , que la validité de leurs prétentions paroît équivoque.

« Les Nations , dit l'Auteur déjà  
» cité des Observations , &c. ( 1 )  
» n'ayant point de juge entre elles ,  
» peuvent sans doute se faire justice  
» à elles - mêmes ; mais il est inoui  
» qu'on se la fasse avant qu'elle ait  
» été refusée , & c'est une maxime  
» constamment observée par tous les  
» Peuples de l'Europe , qu'avant d'être  
» autorisé à en venir aux voies

---

(1) Pag. 12.

» de fait , il faut avoir demandé , &  
» n'avoir pas obtenu satisfaction ». Les  
Rois , est - il dit dans une Note à la  
même page , quelques puissans qu'ils  
soient , ne cessent pas d'être hommes ,  
& à cet égard les mêmes devoirs de  
justice & d'équité les obligent les uns  
envers les autres , de la même manière  
que les derniers de leurs sujets.

D'après ces maximes , que personne  
n'osera désavouer , le Public , Juge ,  
quelquefois impartial , a déjà porté  
son jugement , & sur la solidité des  
Droits des Cours co - partageantes ,  
& sur la méthode de les faire valoir. Il  
a admiré la constance d'un grand Roi  
dans ses principes d'aggrandissement ;  
mais il a prononcé , en plaignant pour-  
tant le sort des opprimés :

» La raison du plus fort

» Est toujours la meilleure (1).

Ce jugement ne fera sans doute  
contredit de personne : il est juste , il

---

(1) La Fontaine , Fable X , Liv. I.

*P R É F A C E.* vij

est vrai , mais il n'est pas tout-à-fait péremptoire. Il est un autre Tribunal devant lequel les Polonois ont porté leur cause ; c'est celui de la Justice universelle , à la juridiction de laquelle les Rois mêmes ne peuvent se soustraire. C'est-là que les prétentions des trois Cours sont pesées à la balance de l'Équité ; c'est-là que le système politique du Cabinet de Postdam est remis à l'examen de la Raison & de la Probité ; c'est de-là , si les prétentions des trois Cours ne sont qu'illusoires , que se prononcera la Sentence terrible qui retentit toujours dans l'ame de l'usurpateur ; & qui le menaçant à chaque instant d'une chute qu'il ne peut éviter , semble le préparer à s'entendre dire un jour ce qu'autrefois un homme hardi osa dire à un Tyran : TON RÉGNE EST FINI ; TES SUJETS RÉVOLTÉS NE TE VEULENT PLUS POUR MAÎTRE &c. (1). En effet,

---

(1) C'étoit à Achmet, Empereur des Turcs.

viii *PRÉFACE.*

comment les trois Puissances , qui viennent de se partager la Pologne , ( en leur accordant même que leurs Droits sont fondés ) peuvent - elles prétendre à l'amour , à la fidélité de leurs nouveaux Sujets ? Comment Frédéric , lui qui est le moteur de cette révolution inouïe ; peut - il se flatter de la soumission d'un Peuple qui ne se courbe , qu'en frémissant , sous le joug qu'on lui impose ? L'injustice & la violence ne firent jamais que des rebelles audacieux , ou des esclaves , d'autant plus à redouter , qu'ils n'étoient point faits pour l'être , & qu'ils n'attendent que le signal que leur promet la fortune , pour rompre leurs fers , devenus entre leurs mains l'instrument de leur vengeance & de leur liberté.

« Un Prince , dit Machiavel lui-même ( 1 ) , qui n'a point d'autre

---

(1) Le Prince de Machiavel , ch. 29.

*P R É F A C E.* ix

» appui que la fortune , ne manque  
» pas de changer comme elle ». Cette  
maxime est si constamment vraie , que  
l'on s'étonne de voir certains Princes  
oser se reposer sur la solidité d'un  
Trône , qui , élevé par cette Déesse  
volage , peut , du jour au lendemain ,  
être renversé par les mêmes mains qui  
le posèrent.

Qu'un Roi , autrefois aimé de ses  
Sujets , & digne de l'être , abuse , pour  
les opprimer , de l'autorité qui lui a  
été transmise par une longue suite de  
Souverains ses ancêtres , la Nation  
étonnée osera peut-être se plaindre :  
les Ministres des Loix , défenseurs du  
Peuple contre l'autorité arbitraire ,  
feront le généreux sacrifice de leurs  
fortunes , de leur sang , s'il le faut ,  
pour tâcher d'élever une utile barrière  
entre le pouvoir légitime , qui a été  
accordé au Souverain , & le despo-  
tisme qu'il voudroit y substituer. Et si  
les plaintes du Peuple sont vaines ,  
si les remontrances du Magistrat sont

punies comme féditieuses, on verra le Sénat & le Peuple baisser humblement la tête au joug. qu'on leur présente. On murmurerà peut-être, mais ce sera en obéissant ; la Nation, accoutumée à croire que son Roi ne tient son autorité que de Dieu & de son épée, n'osera même penser que le Monarque qui l'écrâse à présent, ne fut dans son origine que la créature du Peuple (1). Le Trône d'un pareil Souverain est, pour ainsi-dire, inébranlable, parce qu'il est principalement fondé sur l'opinion ; & que de tous les liens qui servent d'entraves aux

---

(1) Cum Reges a populo constituentur, omnino sequi videtur, populum universum Rege potius esse. Neque enim propter centum plus minus homunciones, cæteris plerumque longe peiores & inferiores universos creatos potius quam illos horum causa, dixeris. Ratio vero postulat, ut is cujus ratione alius extitit, eodem potior censeatur. Vid. Lib. cui titulus vindiciæ contra Tyrannos. Quæstio 3, pag. 62.

*P R É F A C E.* xj

hommes, il n'en est point de plus forts que ceux de cette Souveraine du monde.

Mais, qu'un Prince qui ne voit que d'hier sa Couronne affermie sur sa tête, dont le Trône, né avec ce siècle, fut posé par les mains du despotisme ; qui ne doit son titre qu'au caprice du hasard, & sa grandeur qu'au prestige d'un héroïsme peut-être équivoque, & sans doute exagérée ; qu'un tel Prince se flatte d'enchaîner la fortune & de transmettre intacte à ses derniers neveux la gloire qui l'environne & l'éblouit, c'est-là ce que l'on pourroit appeller un beau songe que l'expérience de tous les tems nous assure ne devoir jamais se réaliser. Ce n'est pas, que le Prince dont il s'agit ne soit digne du Diadème qu'il porte. Il est peu de Rois connus dans l'Histoire, dont il n'eût pu effacer l'éclat, si, bornant son ambition à être ce que nous avons cru le voir, un

grand Roi, il ne se fut pas laissé entraîner, à l'exemple dangereux d'étendre sa puissance, en voulant dominer sur des Nations qui pouvoient le regarder & le respecter comme leur protecteur, mais jamais l'aimer comme leur maître.

Mais laissons-là des réflexions assez inutiles, & un parallèle qui pourroit paroître odieux. Voyons la marche qu'a tenue le Roi de Prusse; car on ne doit considérer les deux autres Puissances dans toute cette affaire, que comme les instrumens de l'ambition de Sa Majesté Prussienne.

Personne n'ignore les prétentions que forme ce Monarque sur plusieurs domaines des pays limitrophes de ses États. La Silésie a été enlevée; la Prusse-Polonoise vient de l'être; la Gueldre-Hollandoise, la Poméranie-Suédoise & bien d'autres, le seront à leur tour. Habile à saisir les circonstances, & prompt à en tirer tout l'avantage

P R E F A C E. xiiij

avantage qu'elles laissent entrevoir, Frédéric, s'est fait, sur les facilités de reculer les bornes de ses États, une politique qui lui est propre. « Je me fixai à la Silésie, ( fait-on dire à ce Monarque dans les entretiens sur l'art de régner ) parce que cet objet méritoit plus que tous les autres mon attention, & que les circonstances m'étoient plus favorables! --- Voici comme elles se présentèrent. La France vouloit ôter l'Empire à la Maison d'Autriche, je ne demandois pas mieux. La France vouloit faire en Italie un État à l'Infant ; j'en étois charmé, parce qu'on ne pouvoit le faire qu'aux dépens de la Reine ( de Hongrie. ) La France enfin conçut le noble projet d'aller aux portes de Vienne; c'est où je l'attendois pour m'emparer de la Silésie. Ayez donc, mon cher Neveu, de l'argent, poursuit le Monarque ; donnez un air de supériorité à vos

» troupes : attendez les circonstances,  
» & vous serez assuré , non pas de  
» conserver vos États , mais de les  
» aggrandir » ( 1 ). Frédéric raisonna  
ainsi , & s'empara de la Silésie ; tout  
le monde fait de quelle manière. Les  
mêmes raisonnemens ont dirigé les  
opérations de son Cabinet , pour le  
conduire sans risque à l'envahissement  
des Provinces démembrées de la Po-  
logne , qu'il vient d'incorporer à ses  
autres Domaines.

Il falloit pourtant mettre en œuvre  
une politique plus raffinée , quoique  
toujours formée sur le même plan , &  
par conséquent dirigée vers le même  
but. Quoique allié de la Cour de Pé-  
tersbourg , on ne sauroit le soupçonner  
d'avoir voulu prêter son secours & ses  
armes à cette Puissance pour envahir  
la Pologne.

---

(1) Entretiens sur l'Art de régner ; cinquième Soirée , pag. 20.

Frédéric est trop bon politique pour ne pas voir que la Puissance la plus formidable du Nord ajoutant à son Empire le Royaume de Pologne , se frayeroit la route à l'envahissement de la Prusse Brandebourgeoise , & répandroit l'allarme dans tous les États voisins de la République de Pologne.

Qu'a donc prétendu faire le Roi de Prusse en s'unissant étroitement avec la Russie ? Lui inspirer une certaine confiance , pour ménager plus sûrement sa ruine , ou du moins son affoiblissement ; persuadé qu'une entreprise au-dessus de ses forces l'épuiseroit & ne pourroit manquer d'exciter des troubles dont il attendoit les plus grands avantages.

Toujours attentif à tendre à son but , il ne cessoit d'insinuer à son Alliée que rien ne seroit plus glorieux pour elle que de relever en Pologne l'État des Grecs désunis & des Dissidens. Prévoyant bien que rien n'étoit plus

propre à révolter la Nation qui , réclamant l'appui de la Porte , sa fidèle alliée feroit naître une guerre entre elle & la Russie.

A l'aide de tant de circonstances si adroitement ménagées , il préparoit de loin les moyens de s'établir dans les meilleures Provinces de la Pologne , ce qu'il n'a que trop bien exécuté.

C'est dans cette vue qu'il faisoit animer sous-main , par ses Agens , les Confédérés contre les Russes & le Roi de Pologne , afin de perpétuer & d'accroître les troubles & les divisions. Très satisfait d'ailleurs de voir que la Porte , la Russie & la Pologne avoient à supporter tout le poids d'une guerre ruineuse qui les épuisoit.

C'est ainsi que ces trois Puissances , séduites par la politique insidieuse du Roi de Prusse , remplissoient exactement ses vues , & lui ménageoient le dénouement , après lequel il soupiroit pour l'exécution de ses projets.

*P R É F A C E.*      xvij

Il faut cependant convenir que tout auroit changé de face, si les Puissances amies de la Pologne avoient été plus zélées pour ses intérêts.

Frédéric eût été contraint de se contenter des contributions exorbitantes qu'il avoit exigées des malheureuses Provinces où il avoit fait vivre ses troupes aux dépens des Polonois.

Au lieu qu'aucune Puissance n'ayant pris les armes pour sa défense, il a vu croître ses espérances & ses desirs insatiables de s'aggrandir. Tout semble avoir concouru à favoriser son usurpation des meilleures Provinces de la Pologne.

Ce malheureux Royaume étoit divisé par l'élection forcée d'un Roi, que toute la Nation auroit vu avec plaisir sur le Trône, s'il y étoit monté par la liberté des suffrages. Une Puissance étrangère, la Russie, changeoit arbitrairement toute la forme du Gouvernement Polonois, pour s'assujettir le Roi qu'elle avoit fait, & avec lui

la Nation , à laquelle elle préparoit des fers. La haine de Religion élevoit entre les Dissidens & les Catholiques un mur de séparation , qui , en divisant les intérêts de la Nation , menaçoit l'État d'une ruine prochaine. Le prétexte de maintenir ou de rétablir la tranquillité remplissoit le Royaume de troupes Russes , qui , dans un pays qu'elles venoient , disoit-on , défendre & protéger , se conduisoient avec toute la licence d'une soldatesque indisciplinée. Des Ministres hautains (1),

---

(1) Parmi une foule de preuves que l'on pourroit donner de la hauteur des Envoyés de Russie , on ne s'arrêtera qu'à celle-ci. « Je me  
» suis résolu ( écrit le Baron de Saldern , à  
» M. le Comte Oginski , Grand-Général de  
» Lithuanie ) de ne plus parler raison à celui  
» qui n'en a pas.--- L'Ambassadeur vous ré-  
» pète les ordres de sa Souveraine , de vous  
» rendre à Varsovie , si vous voulez jamais  
» être digne de sa protection : si vous les mé-  
» prisez vous en sentirez les effets , sans que

*P R É F A C E.*      xix

endoctrinés par une Cour accoutumée à ne commander qu'à des esclaves, gouvernoient la Nation, à laquelle ils n'étoient envoyés que comme les Ministres d'une Puissance amie & protectrice, avec un sceptre de fer; & faisoient sentir avec hauteur, quelquefois même avec insolence à Stanislas Auguste, la dépendance où il étoit de la main qui l'avoit porté sur le Trône. La Confédération de Radom avoit enfanté la Confédération de Bar; la discorde aussi-tôt secoua son funeste flambeau sur la malheureuse Pologne; les Citoyens se livrèrent dès-lors à toutes les atrocités des guerres civiles. Ce Royaume devenu le théâtre de toutes les horreurs, fut inondé du sang de ses propres habitans; --- il fut teint de celui de son Roi. La Nation Polonoise

---

» j'aie besoin de vous menacer. » On peut voir la lettre entière, qui est du 21 Juin 1771, dans les Réflexions politiques sur la Pologne, pag. 144.

n'étoit plus , du moins elle s'étoit si fort épuisée que l'on pouvoit tout oser contre elle. C'étoit où Frédéric l'attendoit. Les circonstances ne pouvoient être plus favorables ; il les faisoit.

Il ne pouvoit avoir de scrupule sur la validité des prétentions qu'il alloit faire éclater ; il avoit eu la précaution de les faire établir dans le secret du Cabinet , par ces hommes éloquents ( & bons Logiciens sans doute ) qu'il nourrit à sa Cour , & auxquels il laisse le soin de le justifier (1). Mais une difficulté se présentait ; la Maison d'Autriche verroit-elle avec indifférence un voisin , déjà si puissant , prendre un accroissement si considérable , qui pourroit suffire un jour à l'écraser elle-même ? La Russie souffriroit-elle qu'à ses yeux & au mépris de ses armes on dépouillât de la meilleure partie de leurs biens un Roi , une Nation qu'elle

---

(1) Art de Régner , cinquième Soirée , p. 24.

*P R É F A C E.* xxi

difoit protéger actuellement, & à qui elle venoit de garantir tout récemment « les Provinces que la République de Pologne possède en Europe-- » la constitution actuelle du Gouvernement Polonois, le maintien de ses Loix & de sa Liberté (1) » ?

Mais ces difficultés s'applanirent. Quelle considération pourroit arrêter un Prince qui a pour maxime, « qu'il est important à un Roi de s'écarter souvent des routes ordinaires ; que ce n'est que par le merveilleux qu'on en impose & qu'on se fait un nom-- » Que toutes ses vertus ne sont appuyées que sur ses intérêts & son ambition-- Que qui veut passer pour Héros, doit s'approcher hardiment du crime, que qui veut passer pour sage doit se contrefaire avec art (2) » ?

---

(1) Traité de 1768 entre la Russie & la Pologne, art. premier, § 2 & 5.

(2) Art de Régner, cinquième Soirée, p. 21, quatrième Soirée, pag. 19.

Aussi par un de ces miracles de la Politique, qu'il n'est donné qu'aux grands génies d'opérer, les Cours de Vienne & de Pétersbourg eurent bientôt des prétentions légitimes sur plusieurs Districts de la Pologne, & ce qui doit peut-être étonner davantage, c'est qu'elles aient oublié leur dignité jusqu'au point de faire valoir ces prétendus droits, & de se mettre dans la possession actuelle des Pays à elles assignés par le Conseil du Cabinet de Postdam. Tout le monde sait comment le Triumvirat (1) couronné s'est emporté dans cette prise de possession; tout le monde prévoit comment il se

---

(1) De quelque sexe que soit un Souverain, comme Chef de sa Nation, il représente l'État. Ce n'est que par l'abus que l'on a fait de la bonne volonté des Peuples, que les femmes ont droit à certains Trônes. Au reste les deux Princesses, dont il est ici question, méritent bien l'éloge que l'on a fait d'une autre grande Reine, en l'appellant *Rex Elisabeth.*

*P R É F A C E.*      xxiiij

comportera lors de la tenue de la Diète générale ( si elle a lieu ) qui doit donner sa sanction aux droits des Puissances respectives.

C'est contre ces opérations des trois Cours, c'est sur-tout contre celles de la Cour de Berlin que les Polonois portent leurs plaintes au Tribunal des Nations. C'est ce qui a donné lieu à tous ces écrits, dans lesquels on recherche quels peuvent être les droits des trois Puissances; quel peut être le fondement de ceux de la Maison de Brandebourg. Dans l'un de ces écrits (1), on semble prévoir que le Monarque Prussien ne s'arrêtera pas si-tôt; & qu'il n'attend que de nouvelles circonstances pour faire voir à une des deux autres Cours qu'il a des prétentions très-fondées sur certains territoires qui ont appartenus autrefois à

---

(1) Les Réflexions d'un Gentilhomme Polonois.

un Ordre célèbre. On verra, dit l'Auteur, s'élever le Royaume Baltique. La prédiction pourroit se vérifier; mais le moment en paroît encore éloigné, & l'on est tenté de croire, qu'avant d'en venir là, le Grand Frédéric aura su se procurer d'un autre côté un nouvel arrondissement à ses vastes Domaines. *Nil pudet assuetos sceptris*, dit Lucain quelque part; que de Rois ont vérifié cette maxime, & que l'Europe a bien à craindre, si elle s'endort plus long-tems sur ses intérêts, que le Salomon du Nord ne s'en serve un jour pour essayer de la mettre toute entière dans ses fers!

On a reproché à Louis XIV la brillante chimère de la Monarchie universelle; on s'est trompé. Ce Monarque, à qui les flatteurs & d'éclatantes victoires avoient fait tourner la tête, n'aimoit que le faste, & la gloire puérile de porter le nom de Grand, qu'il eut, & ne mérita ja-

mais. Il mit toute l'Europe en feu ; ses armes eurent long-tems les plus brillants succès , par des Provinces qui étoient à sa bienséance il arrondit son Royaume ; il se crut Grand , il se crut heureux. Mais cet homme immortel (1) , qui n'avoit d'autre appui que la fortune , vit s'éclipser toute sa gloire , lorsqu'elle fut lassée de le soutenir. Et l'on diroit que ce Monarque si puissant , si fier , si craint , si révéré , ne vit prolonger un règne qui n'avoit déjà que trop duré , que

---

(1) La plus basse , la plus criminelle adulation érigea des monumens à Louis XIV , qui ne pouvoient être que l'ouvrage de vils esclaves. Les Romains , dans les fers , défièrent leurs Tyrans ; les François , par leur *viro immortalis* , dont ils honorèrent leur Despote durant sa vie , en croyant n'éterniser que le prétendu héroïsme de Louis , perpétuèrent leur bassesse & les marques de leur servitude.

pour laisser aux Rois un exemple terrible de l'instabilité des faveurs de la fortune. Le remords, la honte, l'ignominie ne l'abandonnèrent plus ; le mépris des Nations, l'exécration de ses Sujets le suivirent au tombeau ; & son Successeur, en prenant les rênes d'un Empire épuisé par des guerres aussi injustes, aussi inutiles qu'elles furent fréquentes, monta sur un Trône, teint du sang de vingt Nations, & inondé des pleurs de son Peuple. Cet homme n'étoit pas fait pour tenir le sceptre de la Monarchie universelle.

Frédéric, que nous qui vivons encore, avons décoré aussi du titre de Grand, qu'il parut mériter quelques instans, a la même ambition que l'on a reprochée au fastueux Monarque des François ; mais plus politique & moins vain, s'il entreprend des guerres, il n'en fait que d'utiles ; chaque campagne lui vaut une Pro-

*P R É F A C E.*      xvij

vince. Dans le silence de la paix, il s'occupe constamment des moyens d'augmenter ses conquêtes ; & celles qu'il ne veut pas devoir à la terreur de ses armes, il fait se les assurer par les ruses de sa politique. Si jamais Monarque fut sur la route qui conduit à la Monarchie universelle, c'est sans doute Frédéric le Grand ; & si cette chimère pouvoit jamais se réaliser, quel autre mieux que Frédéric pourroit prétendre à cette gloire ?

Ce n'est donc pas sans raison que l'Auteur des *Réflexions* dit que :  
« l'Europe doit trembler & se pré-  
» parer à recevoir les fers que l'on  
» forge pour elle ». Un Prince, qui s'est imbu des principes de Machiavel en le réfutant, ne voit dans tous ses projets que l'utilité présente. Comme, selon ses principes, « tout dé-  
» pend de la constance & du cou-  
» rage de celui qui prend ; --- qu'il

xxviii *P R É F A C E.*

» doit toujours tenter, & être bien  
» persuadé que tout lui convient,  
» mais qu'il doit seulement prendre  
» garde de ne pas afficher avec trop  
» de vanité ses Prétentions; » ( 1 )  
on le verra tour à tour emprunter  
toutes les formes qui conviendront  
le mieux à son ambition & à ses in-  
térêts. Il fera tour à tour ou Philippe,  
ou Alexandre.

O ! Frédéric , toi que l'on crut  
long-tems le modèle des grands Rois !  
Toi qui pouvois , qui devois l'être ,  
par quelle fatalité as-tu sacrifié l'a-  
mour , la vénération des Peuples à  
la gloire fatale & dangereuse d'en  
être le fléau & la terreur ? Nous qui  
t'avons admiré , nous qui t'aurions  
cru digne de tous les Trônes , si ,  
comme tu semblois le promettre , tu

---

( 1 ) Art de Régner , cinquième Soirée ,  
pag. 21,

n'avois ambitionné que la solide gloire d'affermir le tien par la justice, & par ton amour pour ton Peuple, devions-nous te voir descendre au niveau des Rois ordinaires ! Pouvons-nous reconnoître dans Frédéric, dépouillant un Roi qu'il avoit promis de protéger, ce Prince sage & philosophe, qui disoit à un jeune Prince son Eleve :

- » Je ne vous offre point Attila pour modèle,
- » Je veux un Héros juste, un Tite, un Marc-Aurele,
- » Un Trajan, des Humains, & l'exemple & l'honneur,
- » Que la vertu couronne ainsi que la valeur.
- » Tombent tous les lauriers du front de la Victoire,
- » Plutôt que l'injustice en ternisse la gloire ( 1 ).

Dis, n'étoit-ce là qu'un enthousiasme poétique, ou étoient-ce les vrais sentimens de ton cœur ? Si ces hom-

---

( 1 ) Art de la Guerre, Chant premier, dans les Œuvres du Poëte de Sans-Souci.

mes divins que tu proposes à ton Éleve pour modèles , furent les tiens , imite-les ; sois juste comme eux , & tu fera plus qu'eux encore ; ils eurent des défauts que tu n'as pas. Ton front est ceint de lauriers que tu méritas par de vrais exploits ; mais tu viens d'en ternir la gloire ; sois juste , c'est le seul moyen d'éviter que le désespoir d'une Nation que tu opprimes , ne te les arrache avec ignominie. Sois juste ; rends à la Pologne sa Liberté , la Paix , les Citoyens , les Provinces que ta politique cruelle & insidieuse lui enlève , tu redeviendras ce Grand Frédéric digne des hommages de tous les Peuples. Ramènes par ton exemple & par la force de tes raisons les deux Puissances tes co-alliées aux sentimens d'équité qui les distinguèrent toujours. Fais le bonheur de tes Peuples , & contribue à celui de tes voisins. Tu le peux , tu le dois. O ! Frédéric , « cette gloire

*PRÉFACE.*      xxxj

» n'est-elle pas plus touchante que  
» celle de ravager la terre , de ré-  
» pandre par-tout , & presqu'autant  
» chez soi , au milieu même des vic-  
» toires , que chez les étrangers vain-  
» cus , le carnage , le trouble , l'hor-  
» reur , la langueur , la consterna-  
» tion , la cruelle faim , & le déses-  
» poir ? O ! heureux le Roi assez ai-  
» mé des Dieux , & d'un cœur assez  
» grand , pour entreprendre d'être  
» ainsi les délices des Peuples , &  
» de montrer à tous les siècles dans  
» son règne un si charmant specta-  
» cle ! La terre entière , loin de se  
» défendre de sa puissance par des  
» combats , viendrait à ses pieds le  
» prier de régner sur elle » (1). Voilà  
tes devoirs ; si tu les remplis , tu re-  
deviens un Héros : si tu les négli-  
ges , si une porte d'airain ferme à

---

(1) *Avantures de Télémaque* , Liv. XII.

la justice & à l'équité l'entrée de ton cœur , tu ne mérites pas même de ramper dans la foule des Rois ordinaires ; la Postérité , qui ne te craindra pas , te mettra au rang où tu dois être.

Et toi , Nation malheureuse , toi dont les divisions ont causé la ruine , quel espoir te reste-t-il pour reprendre dans l'Europe le rang que l'on vient de t'enlever ? Quelle heureuse révolution te rendra tes Provinces envahies ; tes Citoyens exilés ou proscrits ; & le plus précieux de tous les biens , ta Liberté écrasée , anéantie sous le triple pouvoir de l'injustice , du despotisme & de l'anarchie ? Tu fus libre , tu peux l'être encore. Montre à l'Univers ce que peut la valeur , quand elle est armée par la justice , pour se soustraire à l'oppression.

Polonois , pensez vous comme le digne Compatriote qui a si bien dé-

*P R É F A C E.*      xxxiiij

fendu les droits de sa Patrie (1). Il vaut mieux périr libre & honoré de ses contemporains & de la postérité, que de vivre accablé de leur mépris, plus odieux peut-être que les fers de la servitude même. Les Saguntins préférèrent la mort à l'esclavage, aux dures conditions que vouloit leur imposer un féroce vainqueur (2). An-

---

(1) *Voyez* la fin des *Réflexions* d'un Gentilhomme Polonois, &c.

(2) L'action des Saguntins a quelque chose de si noble & de si grand dans sa férocité, qu'il n'est point d'éloges qu'elle ne mérite. « *Ad hæc audienda (pacem ab Annibale oblatam) quum circumfusa paulatim multitudine, permittum senatui esset populi concilium; repente primores secessione facta (priusquam responsum daretur) argentum aurumque omne ex publico privatoque in forum collocatum, in ignem ad id raptim factum conjicientes, eodem plerique semet ipsos præcipitaverunt — (& Paulo post) totis viribus aggressus urbem (Annibal)*

nibal ne remporta de sa victoire contre ce Peuple généreux, que l'affreux plaisir d'entrer dans une Ville, dont les ruines fumoient encore de l'embrâsement que le désespoir, guidé par l'amour de la liberté, y avoit allumé. Vous ne serez point réduits à cette cruelle extrémité. Soyez unis; que le Monarque, qu'une force supérieure vous a donné, devienne votre Roi légitime par l'unanimité de vos suffrages & de vos sentimens; il semble le mériter. Guidés par lui & par la justice de votre cause, osez

---

» momento cepit; signo dato, ut omnes pu-  
» beres interficerentur: quod imperium cru-  
» dele, ceterum propre necessarium cogni-  
» tum in ipso eventu est. Cui enim parci po-  
» tuit ex iis, qui aut inclusi cum conjugibus  
» ac liberis domos super se ipsos concremave-  
» runt, aut armati nullum ante finem pugnae  
» quam morientes fecerunt? Tit. Livius hist.  
» L. 21. »

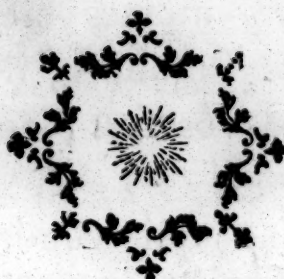
*P R É F A C E.*      *xxxv*

au moins défendre ce qui vous reste ; ce que l'on ne tardera pas à vous enlever encore , si vous restez divisés , si votre antique valeur ne se réveille pas au bruit du dernier péril qui vous menace. Vous ferez secours , vous ferez rétablis. Osez ; vos ennemis eux-mêmes bientôt seront divisés . . . . . Polonois , il faut vaincre , rompre vos fers , ou mourir libres.

Condamne qui voudra cet enthousiasme que l'amour de la liberté nous inspire. Citoyen d'une Nation libre , nous oserions dire au Chef même que nous nous sommes donné ; n'attentes pas à nos droits , laissez-nous libres , ou descends d'un Trône sur lequel on ne te plaça que parce qu'on t'en crut digne. Ce que nous dirions à notre Roi , nous le disons à tous les Souverains ; Monarques de la terre , respectez les

xxxvj *PRÉFACE.*

droits , la liberté des Peuples ! Nations , sacrifiez tout au maintien de vos droits , de votre liberté.



LES



**LES DROITS**  
DE LA  
**COURONNE DE HONGRIE**  
*SUR LA RUSSIE-ROUGE*  
ET SUR LA PODOLIE;  
AINSI QUE DE LA  
**COURONNE DE BOHEME**  
SUR LES DUCHÉS  
*D'OSWIÉTZIM ET DE ZATOR.*

**D'**APRÈS le témoignage des historiens des onzième & douzième siècles, les plus dignes de foi, Hongrois & Polonois, & plusieurs autres documens des plus authentiques, les Rois de Hongrie ont possédé alors, & même dans des tems plus reculés, en vertu des droits les plus légitimes, le royaume de la Petite-Russie ou Russie - Rouge (1); & conséquemment

---

(1) Regnum Russiæ.

## Partage

entr'autres la parrie de ce Royaume qui contient les deux importantes provinces de Galicie & Lodomérie , dont la première s'étend fort avant dans la Podolie , & la seconde sur une grande partie de Volhynie ; ainsi que le district de Premislaw , & autres dépendances considérables.

Voici en premier lieu comment s'exprime à cet égard Alexandre Guagnini dans la *Chorographia Polonia* :

« La province de Galicie ou Halicz est la  
» partie de la Russie qui confine à la Hongrie  
» & à la Transilvanie ; lorsque la Russie fut  
» démembrée , les provinces de Halicz & de  
» Lodomérie ( noms qu'elles reçurent de leurs  
» capitales ) échurent au royaume de Hongrie ( 1 ).

Michow , dans la collection de Pistorius , avance à-peu-près la même chose ; il dit : « que la  
» province de Halicz ou Galicie obéissoit anciennement à des Ducs Russes ; & que ces  
» derniers s'étant engagés dans des parris

---

( 1 ) Halicia seu Galicia est pars Russiæ contigua Hungariæ & Transilvaniæ , quæ in plures partes divisâ , Hungaris duæ potissimum cesserunt , Halicienssis nimirum & Vladomiriensis , utraque ab oppido nomen accepit.

» différens, se mirent, les uns sous la protec-  
» tion des Hongrois, les autres sous celle des  
» Polonois (1) ».

L'Auteur des Annales de Hildesheim rapporte  
à l'an 1031, « que Henri, Duc de Russie, fils  
» du Roi Etienne de Hongrie, fut tué à la  
» chasse par un sanglier (2) ».

L'expédition en Russie de Saint Ladislas de  
l'an 1084 est un fait très-connu. Turoccius  
en parle en ces termes : « ensuite le Roi entra  
» à main armée dans la Russie dont les habi-  
» tans avoient porté les Huns à faire une in-  
» vasion en Hongrie. Les Russes se voyant fer-  
» rés de près, implorèrent la clémence du  
» Roi qui leur fit grace, après qu'ils eurent  
» promis de rester fideles à l'avenir (3) ».

---

(1) Parebat Halicia seu Galicia Ducibus Russiæ,  
qui in partes plures divisi, alii Hungarorum Polo-  
norum alii auxilia sequebantur.

(2) Henricus (Ungaris Emericus) Stephani Re-  
gis filius, Dux Russorum (Russorum) in venatione  
ab apro discissus periit flebiliter mortuus.

(3) Post hæc Rex gloriosissimus invasit Russiam,  
eo quod cuncti per consilium eorum Hungariam in-  
traverant, cumque vidissent se Rutheni male coar-  
tari, rogaverunt Regis clementiam & promiserunt  
Regi fidelitatem in omnibus quos Rex piissimus gra-  
tanter accepit.

L'Historien Michow fait encore mention d'un Duc de Halicz, fils naturel du Roi Coloman, successeur de Saint Ladislas (1).

Les annales publiées par l'Académie de Pétersbourg, confirment en plus d'un endroit ces anciens droits de la Couronne de Hongrie.

Il y est rapporté à l'an 1209 : « que les Hongrois ôterent le duché de Halicz à Valadomir Igorevitz, & le donnerent à Romain Igorevitz, frere de Valadomir (2) ».

A l'an 1212, « que les Haliciens, mécontents du gouvernement de Romain Igorevitz, s'en plaignirent secretement aux Hongrois, & firent périr, de concert avec eux, le Duc son frere & toute sa famille, par le supplice (3) ».

A l'an 1213 : « que le Roi de Hongrie contera le royaume de Halicz à son fils (4) ».

(1) Lib. III. cap. 15.

(2) Hoc eodem anno Ungari ejecto ex Haliciâ Duce Valadimero Igorevicio Romanum Igorevicium fratrem ejus Ducem constituerunt.

(3) Halicienses dominatione Romani Igorevicii, non contenti informatis clam de tyrannide ejus Hungaris & secum adductis tam Ducem quam fratrem ejus unâ cum familiâ suspendio sustulerunt.

(4) Rex Hungariæ filium suum in Haliciâ Regem constituit.

*de la Pologne.*

3

A l'an 1118 : « que les Hongrois chassèrent  
» Miécislas , petit fils de Romain , & remi-  
» rent le gouvernement entre les mains du  
» fils de leur Roi ( 1 ) ».

Aux années 1221 & 1228 : « qu'à la vérité  
» Miécislas fut rétabli ; mais sous la condition  
» expresse qu'il reconnoîtroit la souveraineté  
» des Rois de Hongrie ( 2 ) ».

Ce que l'historien Keza rapporte au sujet du  
couronnement de Bela IV , Roi de Hongrie ,  
offre un exemple & une preuve évidente de  
cette souveraineté. « Les Duc de Halicz , dit-il ,  
» conduisit le cheval du Roi en signe de vasse-  
» lage ».

De plus , on lit dans Bonfinius : « qu'à la  
» mort des Rois de Hongrie , les Russes se fai-  
» soient raser la barbe en démonstration de  
» deuil ( 3 ) ».

---

(1) Eodem anno Hungari ex Haliciâ ejiciunt  
Mstislaum Mstislavicium Nepotem Romani & filium  
Regis iterum constituunt.

(2) Mstislaus Micislavicius restitutus quidem  
fuit in provinciam , sed Regibus Hungariæ cliente-  
lari jure obnoxius mansit.

(3) Russi defunctos Reges Hungariæ rasâ barbâ  
lugebant.

Une lettre d'André II, Roi de Hongrie, au Pape Innocent III, conservée dans les annales Ecclésiastiques de Raynaldus, de l'an 1214, (Voyez pièces justificatives n°. I.) confirme le témoignage des annales Russes, citées ci-dessus, & contient entr'autres ce qui suit :

« Nous donnons avis à Votre Sainteté, que  
 » les Etats & le Peuple de Galicz, *subjects à*  
 » *notre domination*, nous ont prié de leur ac-  
 » corder notre fils Coloman pour Roi (1) ».

Coloman fut effectivement sacré & couronné Roi de Galiez par l'Archevêque de Gran, comme on peut le voir plus amplement dans la lettre ci-jointe, (n°. II.) du Pape Honorius II à celle du Roi André, qui est aussi rapportée par Raynaldus à l'an 1222.

Ce qui acheve enfin de mettre en évidence la certitude des droits que la Hongrie avoit anciennement sur les provinces en question,

---

(1) Noverit igitur Sanctitas Vestra quod Halicia principes & populus, *nostra ditioni subjeti* : humiliter à nobis postularunt ut filium nostrum Colomanum ipsis in Regem præficeremus in unitate & obedientiâ sacro sanctæ Romanæ Ecclesiæ perseveraturis in posterum, salvo tamen eo quod fas illis sit, alias à ritu proprio non recedere.

c'est que dans plusieurs sceaux & documens des anciens Rois de Hongrie conservés en original dans nos archives , ceux-ci prennent constamment les titres & les armes de Galicz & de Lodomérie. Il en existe nommément des Rois :

Bela III , de 1190 , chez Lucius (1).

André II , de 1211 , 1221 & 1222.

Bela IV , de 1243 , 1257 & 1269.

Ladislav IV , de 1272 , 1277 , 1280.

André III , de 1297 & 1298.

Charles Robert , de 1304.

Enfin Louis I , de 1353 , encore avant son avènement au trône de Pologne.

Au sujet du dernier de ces Rois , la chronique de Turoccius (2) contient deux passages transcrits de la main de Jean , Archidiacre de Kikulew , son Secrétaire & son Chapelain , qui méritent d'être rapportés.

Voici le premier : « Ensuite le Roi , à la tête  
» d'une armée composée en partie de troupes  
» nationales & en partie étrangères , tomba  
» sur les Lithuaniens , qui infestoient les ter-  
» res des Chrétiens , & principalement son  
» royaume de Russie. Il ravagea la Lithuanie ,

---

(1) Lib. III , cap. 12.

(2) Part. III , cap. 29 , 30.

» prit le Duc lui-même, & ne le relâcha que  
 » sous promesse d'obéissance & de fidélité ( 1 ).  
 » Dans la suite, est-il dit au second pas-  
 » sage, il fut obligé de prendre les armes à  
 » deux reprises, pour défendre le royaume de  
 » Russie, dépendant de la couronne de Hon-  
 » grie, contre les irruptions des Lithuaniens.  
 » Après qu'il les eut défaits, il établit Pierre  
 » Banus, Eméric Evêque d'Agram, George  
 » Zudar, avec ses freres, ensuite Eméric Be-  
 » bek, & enfin Jean de Capol ses Lieutenans  
 » & Vaivodes, dans ce royaume de Russie, qui,  
 » au nom de la Couronne & du Roi de Hon-  
 » grie, l'administrèrent sagement & le défen-  
 » dirent avec valeur ( 2 ) ».

---

( 1 ) Cæterum contrà Lithuanos Christianis & maxime regno suo Russiæ insultantes, personaliter cum exercitu copioso & militiâ suâ propriâ necnon aliis nationibus ad eum confluentibus, proficiscens, terris ipsorum seu tenutis, in magnâ parte devastatis, Duce eorum capto, sed in continenti sibi promissionem de fidelitate & obedientiâ faciente liberato feliciter ad Hungariam est reversus.

( 2 ) Postea binâ vice cum validâ gente suâ etiam extraneâ ad regnum Russiæ sacra Coronæ Hungariæ subjectum pro defensione ejusdem regni contrà Lithuanos est profectus, & fugatis hostibus ac fretus victoriâ, potentes viros Petrum Banum primò, nec non venerabilem in Christo Patrem Dominum Epif-

En vertu d'une transaction passée entre Casimir III , Roi de Pologne , & Charles Robert Roi de Hongrie ; Louis , fils du dernier , fut désigné successeur à la Couronne de Pologne , si ledit Casimir , dont il étoit neveu par sa mere , venoit à mourir sans laisser d'hoirs mâles.

Louis , devenu Roi de Hongrie , céda de son côté audit Casimir , en 1352 , le royaume de Russie (1) par un acte particulier , avec cette clause cependant , que s'il naissoit un fils à Casimir , ce Royaume seroit restitué à la couronne de Hongrie pour la somme de 100,000 florins Hongrois ; mais que si Casimir mourroit sans laisser d'hoirs mâles , la Russie seroit de nouveau réunie à la Couronne de Hongrie , en même tems que celle de Pologne écheroit à Louis , conformément au traité fait avec son pere.

On trouve cet acte en extrait dans Sommersberg (2) , qui l'a tiré d'une collection de

---

copum Agriensem ac Georgium Zudar consequenter fratres ejus & post hæc Emericum Bebeck & post cum Joannem de Capol ad regendum ipsum regnum Vaivodas seu Capitaneos præfecit qui Regnum prædictum bene & laudabiliter defensantes sub titulo : Sacræ Coronæ & regimine ejusdem Domini regis conservârunt.

(1) Regnum Russiæ.

(2) Script. Rer. Siles. tom. 2 , in Manissa Diplomati , pag. 81.

Diplomes Polonois en manuscrit. (Voyez-en la copie, n<sup>o</sup>. III.)

Cette convention a été citée plusieurs fois par les Polonois, & même en 1673, comme on le verra plus bas.

Casimir étant mort en 1370, sans laisser d'hoirs mâles, le royaume de Russie retourna à la Couronne de Hongrie, suivant la clause de l'acte ci-dessus, & y fut réincorporé par Louis, lorsqu'il fut monté sur le trône de Pologne.

On sait au reste qu'après la mort de Louis I, arrivée en 1382, Hedwige, la seconde de ses filles, épouse de Ladislas Jagellon, & héritière de la Couronne de Pologne, mit à profit les troubles qui agitèrent la Hongrie dans ces tems, pour s'approprier par la force des armes la Russie & la Volhynie. Tous les historiens Polonois conviennent de ce fait.

L'exposé qu'on vient de faire des droits de la Couronne de Hongrie sur ces provinces, prouve déjà combien cette usurpation fut injuste, les éclaircissemens suivans en fourniront de nouvelles preuves.

Il est bien vrai que Hedwige étoit, ainsi que Marie son aînée, l'héritière légitime & naturelle de Louis. Les engagemens pris par les États de Hongrie envers Charles I, lors de son couronnement, établissent claire-

ment ce droit ; en voici les propres termes :

« En considération du bien être , & pour  
» l'avantage du Royaume , nous donnons la  
» Couronne de Hongrie à Charles & à sa pos-  
» térité , suivant l'ordre de succession établi ,  
» & les voulons reconnoître à perpétuité pour  
» nos maîtres & souverains naturels ( 1 ) ».

On ne sauroit douter un moment que l'expression , & à sa postérité , ne doive s'entendre également des deux sexes , conformément aux anciens droits & usages de la Couronne de Hongrie ; & c'est pour cette raison que Marie succéda à son pere sur le trône de Hongrie en sa qualité d'aînée , & qu'immédiatement après la mort de Louis I , les Dalmatiens prêterent serment de fidélité , non-seulement à la Reine Élisabeth , veuve de Louis , mais aussi à ses deux filles Marie & Hedwige. Voyez-en l'acte dans l'*Historia Dalmatica* de Lucius (2).

Hedwige cependant , malgré l'établissement

---

(1) Nos igitur ejusdem regni bonum statum & commodum ex animo intendentes diligenti collatione præhabita dominum nostrum Karolum ac posteritatem ejus , prout Regalis successio exigit , in Regem Hungariæ ac naturalem dominum perpetuum suscipimus.

(2) *Historia Dalmatica* , p. 251.

de la succession féminine , n'avoit aucun droit d'arracher la Russie & la Volhynie à la Couronne de Hongrie , comme elle le fit en 1390 , du vivant encore de Marie , son aînée , que la volonté de son pere & le droit de primogéniture , de tout tems en vigueur en Hongrie , appelloit de préférence à cette Couronne.

Elle n'y avoit pas plus de droit en 1392 , qu'après la mort de sa sœur Marie , puisque Sigismond , époux de Marie , avoit été nommé par Louis I héritier de la Couronne de Hongrie. Qu'il avoit été reconnu en cette qualité par tous les états du royaume , & par Hedwige elle-même , dans la convention de 1394 , où Sigismond céda à Ladislas Jagellon , époux de Hedwige , les droits qu'il avoit à la Couronne de Pologne dont il avoit été déclaré également l'héritier , du consentement de son beau-pere ainsi que des seigneurs Polonois.

Nonobstant ces dispositions & ces propres engagements , la Reine Hedwige ne cessa point de se regarder comme l'unique héritière des couronnes de son pere ; & c'est sur cette injuste prétention qu'elle appuya l'usurpation de la Russie & de la Volhynie , & plusieurs autres. On trouve les traces de cette prétention , dans l'acte de foi & hommage que Vlad , Vain-

rode de Bessarabie , prête à la Reine Hedwige & à son époux (1), où il dit :

« Comme il nous est revenu , qu'en vertu  
» des dispositions faites par Louis I & par les  
» états , le royaume de Hongrie est dévolu à  
» Hedwige, Reine de Pologne , unique héri-  
» tière de son père , & par elle à Ladislas, Roi  
» de Pologne , son époux, nous nous empres-  
» sons à faire la soumission de notre personne  
» & de nos états à ladite Reine Hedwige , au  
» Roi Ladislas , & aux royaumes de Pologne  
» & de Hongrie (2) ».

Le détail précédent fait assez connoître l'erreur qui déterminâ la conduite du Vaivode de

---

(1) Cod. Diplom. Poloniæ , tom. I , part. 2 , pag. 623.

(2) Et quia pridem regnum Hungariæ ad memoratam Hedvigen reginam Poloniæ & hæredem dicti regni Hungariæ unicam & superstitem & consequenter ad præfatum dominum Vladislaum Regem Poloniæ conthoralem ipsius jure hæreditario esse compereimus devolutum, prout hoc ipsum in litteris dicti Ludovici regis & regnicolarum Hungariæ & Poloniæ regnorum prædictorum super eo confectis intelleximus fuisse & esse conditionatum , sicque etiam nos & dominia nostra dictis dominis Uladislaao Regi Poloniæ & Hedwigi reginæ & regnis eorum Poloniæ & Hungariæ in subditos obligamus.

Bessarabie, & combien on lui en avoit imposé.

Néanmoins, il est constant que Marie, en sa qualité de Reine de Hongrie, a maintenu & exercé les droits de souveraineté dans la Russie-Rouge. Un exemple de 1385 le prouve clairement. Il s'agit de plusieurs terres dont elle fait présent à Jean de Pallugya & à ses freres, situées dans le territoire de Premislaw, qui fait partie, dit-elle, dans l'acte de cette donation (Voyez N<sup>o</sup>. IV.) de son royaume de Russie; & elle ordonne à Emeric Bubek, son lieutenant dans toute l'étendue du royaume de Russie, d'en investir lesdits freres Pallugya; ce qui fut exécuté la même année. (Voy. N<sup>o</sup>. V.)

Elle continua aussi à se servir des titres de Galicie & de Lodomérie, comme le prouve un décret diétal qu'elle fit publier en 1384, & qui se trouve dans le *Corpus juris Hungarici* (1).

Ce sont ces anciens droits de la Couronne de Hongrie sur ces provinces usurpées, que Sigismond fit valoir; ce qui donna lieu ensuite au traité de paix & d'alliance qu'il conclut le 15 mars 1412, avec Ladislas Jagellon. (Voyez ce traité, N<sup>o</sup>. VI.)

---

(1) *Corpus juris Hungarici*, tom. I, pag. 171.

Il est nécessaire de développer avec soin la négociation de ce traité ; ce détail servira à éclaircir plusieurs faits antérieurs qui y ont rapport, & en même tems donnera les moyens faciles de répondre aux objections des Polonois.

Il existe d'abord dans les archives de Hongrie, l'original des pleins pouvoirs, datés du dimanche avant la fête de Saint-Martin 1411, ( Voyez - en la copie , N°. VII. ) par lesquels Ladislas, Roi de Pologne, nomme des commissaires, pour traiter avec des commissaires Hongrois sur tous les différends subsistans entre les deux Couronnes. Le lieu des conférences, Schramovitz pour les Polonois, & Altorf pour les plénipotentiaires Hongrois, ainsi que le tems de l'ouverture pour la fête de Saint-Martin y sont indiqués, d'après ce qui avoir été réglé antérieurement par une convention faite à Iglaw ou Neudorf, & datée du mardi avant le dimanche des Rameaux de l'année 1411.

Suit un traité préliminaire daté de Schramovitz, jour de Ste. Elisabeth 1411, conclu par les susdits douze commissaires Polonois, & autant de la part de la Hongrie. ( Voy. N°. VII. ) Ce traité porte, que du jour de la signature jusqu'à la prochaine fête de l'Assomption, il y

aura trêve entre les deux Rois & Alexandre ; Duc de Lithuanie ; que pour parvenir à rétablir une paix solide entre les deux Rois , ceux-ci conviendront d'une entrevue personnelle , & qu'à cet effet , ils se rendront à un jour marqué , l'un à Lublau ou à Kefmarck , & l'autre à Sandez ; mais que s'il n'en résulteroit pas une union durable , on reprendroit alors à la fête des Apôtres Philippe & Jacques , les conférences de Schramovitz & d'Altendorf , afin de terminer les différends par les voies de conciliation & de justice.

Quant à cette convention antérieure d'Iglaw ou de Neudorf , qui servit de base au traité dont on vient de parler , ainsi qu'au traité définitif du 15 mars 1412 , dont il sera fait mention tout-à-l'heure , il ne s'en trouve aucune notice dans les archives de Hongrie. Mais l'acte par lequel Sigismond ratifia cette convention , que le P. Dogiel a publié (1), & qui doit se trouver entre les mains des Polonois , ne laisse rien à désirer à cet égard. Cet acte , daté d'Iglaw ou Neudorf , le mardi avant le dimanche des Rameaux 1411 , date qui se rapporte à celle alléguée dans les pleins pouvoirs

---

(1) Cod. Dipl. Pol. tom. I , part. 1 tit. Hungaria , pag. 42.

ci-dessus , & ne contient proprement que des arrangemens préliminaires pour la future négociation. Tels que le nombre des commissaires qui doivent être douze pour chaque lieu & de chaque côté , & le tems de l'ouverture des conférences , la formule du serment à prêter , & enfin la clause que tout ce qui aura été réglé sur les différends des deux Couronnes par ces commissaires , soit à l'amiable , soit par voie de justice , soit par un arbitre à choisir par les deux parties , sera confirmé & aura son plein effet. Il est seulement à remarquer , que ni cette convention , ni celle du jour de la fête de Ste. Elisabeth de la même année , ne touchent à l'objet même des contestations.

Outre les deux pièces citées ci-dessus , les archives de Hongrie fournissent encore l'original de la ratification de la convention de Schramovitz , par Ladislas Jagellon. Cette ratification , dans laquelle la convention est insérée tout au long , se trouve , quoiqu'avec plusieurs inexactitudes , dans la collection du P. Dogiel (1).

Vient enfin le traité définitif , conclu le 13 mars 1412 , entre Sigismond , Roi de Hongrie , d'une part ; & Ladislas , Roi de Pologne ,

---

(1) Loco citato , pag. 43.

ainsi que Witold ou Alexandre , Duc de Lithuanie , de l'autre. On y convient de suspendre les différends au sujet de la *Russie* , *Podolie* & *Moldavie* , durant la vie des deux Rois ; qu'en attendant , le Roi de Pologne conserveroit la possession tranquille de la *Russie* & de la *Podolie* ; que cette suspension dureroit encore cinq ans après la mort de l'un des deux Rois ; mais que pendant ce terme de cinq années , on procéderoit à un accommodement définitif des prétentions réciproques , en conformité des précédentes conventions , comme on peut voir plus au long ci-dessous , dans le texte original du traité (1).

---

(1) Verum quia super terris *Russiae* *Podoliae* *Moldaviae* inter ipsum dominum Sigismundum , &c. & nos & occasione earundem inter cætera dissensionis materia vertebatur , in facto itaque terræ *Russiae* inter præfatum dominum Sigismundum , &c. & nos concordatum extitit hoc modo , ut vita sibi in simul & nobis comite usque ad diem obitus unius ex nobis quem prius nato divino exemi contingat ab humanis inter ipsum dominum Sigismundum regem , &c. Nos & dominum Alexandrum prædictum pacis & tregarum foedera habeantur & inconcusse observentur modo infra scripto , quibus tregis durantibus terram *Russiae* prout tenemus pacifice tenebimus sine impedimento prædicti domini Sigismundi regis , &c.

L'accommodement dont on convient pour la Moldavie, n'appartient pas immédiatement à l'objet de cet exposé, & l'on se bornera à remarquer que Vitold, Grand-Duc de Lithuanie, n'ayant pas été présent à la négociation de ce traité, le ratifia quelques semaines après,

---

& regnorum ac subditorum ipsius aliquali in terrâ verò Podoliæ, idem dominus Sigismundus rex tam per se quam per suos subditos promissit nos non impedire neque alicui ad illam impediendam consilium favorem vel auxilium præstare Treugis durantibus infra scriptis. Item in casu quo nos eundem regem Vladislaum, &c. memorato domino Sigismundo rege fratre nostro vocatione divinâ præmori contingat, ex tunc post obitum nostrum prædictæ, Treuge &c. infra quinque annos immediate sequentes debent perdurare, & è converso si præfatum dominum regem Sigismundum, &c. Prius nobis decedere acciderit, foedera hujusmodi Treugarum similiter infra quinquennium inter Hungariæ & Poloniæ regna post ejus decessum debent firmiter observari & infra prædictos quinque annos Treugarum videatur de justitiâ & jure partium secundum seriem & continetias litterarum alias per prælatos & barones utriusque regni Hungariæ videlicet & Poloniæ primum in Iglaviâ alio nomine Novavillâ & alterâ vice in antiquâ villâ confectarum, quarum contenta habentes hic pro sufficienter insertis quo ad hoc in suo robore volumus permanere.

( le 22 avril 1412. ) par un acte, dont une copie faite en 1454, se trouve dans les archives.

D'ailleurs, toute la négociation de ce traité, ainsi que des deux conventions précédentes, fut conduite sous les yeux d'entre les principaux du Clergé, de la Noblesse & des Grands-Officiers du royaume de Pologne ; & le traité même de 1412 fut signé & scellé, outre le Roi, par cinquante d'entr'eux, comme témoins. Il est donc vrai de dire, que l'on y mit du côté de la Pologne toute la solemnité requise, & que l'on n'y procéda qu'avec beaucoup de circonspection & une connoissance de cause parfaite ; & l'on ne peut qu'être surpris de l'assurance de plusieurs écrivains Polonois, qui ont taxé le Roi Ladislas d'imprudence & d'inexpérience, pour avoir reconnu par ce traité les prétentions de Sigismond sur la Russie & la Podolie. Mais il paroît sur-tout inconcevable que le P. Dogiel, mieux instruit par les pièces authentiques qu'il rapporte lui-même, ait tâché, dans une note sur ce traité, de faire passer Ladislas pour un homme simple, crédule, qui ignoroit les droits de sa couronne, & qui s'étoit laissé duper par Sigismond, qu'il représente comme un prince artificieux & rusé.

Pour rendre vraisemblable cette prétendue inexpérience de Ladislas , le même auteur allègue , contre la notoriété historique , que ce prince n'étoit monté sur le trône que depuis peu de tems (1) , tandis qu'il l'occupoit alors ( en 1412. ) depuis 26 ans. ( depuis 1386. )

Au surplus , le P. Dogiel paroît n'avoir pas senti que le blâme dont il charge le Roi à cette occasion , retombe sur les seigneurs Polonois , qui , au nombre de cinquante , signerent le traité ; & qu'on ne peut supposer d'avoir négligé par ignorance ou crédulité , les droits de leur patrie.

Mais on peut prouver , d'ailleurs , que les Polonois pensèrent alors bien différemment sur le compte de ce traité ; & certes ils ne dûrent pas le juger plus favorable aux justes prétentions des Hongrois , qu'utile & avantageux pour eux-mêmes , lorsqu'ils exigèrent de Sigismond , qui , dès le 16 mars 1412 l'avoit confirmé par serment , d'en renouveler la ratification par un second acte muni du sceau royal , & daté de Constance le 20 avril 1415. Ces deux actes se trouvent dans la collection du P. Dogiel (2).

---

(1) Non ita pridem electus.

(2) Pag. 49, & sequentibus.

Onze ans après , ( en 1423. ) trois jours après le dimanche des Rameaux , ce traité fut de nouveau confirmé à Kefmark de la manière la plus solennelle , en présence d'un grand nombre de Magnats Polonois. Plusieurs contestations & difficultés survenues dans cet intervalle de tems , & qui auroient pû troubler la paix établie , donnerent lieu à ce renouvellement. ( Voyez le N<sup>o</sup>. IX. la copie des actes de ratification de Ladislas & du Grand-Duc , qui subsistent en original dans les archives. ) Il est bien bon de remarquer à cette occasion , que dans chacun des actes de ratification allégués ci-dessus , Sigismond prend les titres de Gallicz & de Lodomériè. ( Voyez la collection du P. Dogiel. (1). )

L'événement de la mort de l'un des deux Rois , qui devoit fixer la première époque de la suspension arrêtée par le traité de 1412 , s'accomplit en 1434 dans la personne de Ladislas Jagellion ; elle devoit donc avoir lieu encore pendant cinq ans , savoir jusqu'en 1439.

Sigismond mourut en 1437 , & Alberr , son gendre & son successeur , ne vécut que jus-

---

(1) Pag. 46 , 49.

qu'au terme de l'année 1439. De nouveaux différends , que la succession à la couronne de Bohême fit naître entre Albert & Ladislas III, fils de Jagellon , ne permirent pas , dans cet intervalle , de penser à terminer les anciens.

Mais lorsqu'en 1440 ce même Ladislas III, contre les droits de la Reine Elisabeth , veuve d'Albert , & de l'enfant qu'elle portoit dans son sein , fut élu Roi de Hongrie par quelques mal intentionnés d'entre les états du royaume , ce prince fit remettre aux ambassadeurs députés pour lui offrir la couronne , un acte authentique , daté du 8 mars 1440 , où il promet , entr'autres aux états , de leur faire restituer sans remboursement les districts de Zips , engagés à la Pologne , & sur-tout de donner tous ses soins au recouvrement des provinces & dépendances enlevées ci-devant à la couronne de Hongrie ; à quoi il ajoute bien expressément , que la Pologne garderoit encore la possession des provinces de Russie & de Podolie , mais sans préjudice des droits de la Hongrie , & seulement jusqu'au terme où la propriété de ces provinces pourroit être enfin fixée par les états des deux royaumes , qu'il permet d'assembler à cet effet , se rapportant au reste à ce que portent à cet égard les traités antérieurs qu'en sa qualité de Roi de Pologne , il confirme &

renouvelle par le présent acte. ( Voy. N<sup>o</sup>. X. )

L'original de cet acte ne parvint pas en Hongrie , car Elisabeth qui venoit de mettre au monde Ladislas, posthume, (le 22 février 1440,) fit arrêter en chemin les députés Hongrois , & leur fit enlever tous les papiers qui tombèrent après la mort de cette Reine ( en 1443. ) entre les mains de l'Empereur Frédéric , tuteur de Ladislas.

Quand enfin ce jeune prince fut parvenu au gouvernement en 1453 , les Hongrois firent de nouvelles tentatives au sujet de leurs prétentions , comme il paroît par différentes copies , faites en 1454 , d'actes qui y sont relatifs , & se rapportent au tems du Roi Sigismond. Mais il y a lieu de croire que ces tentatives furent infructueuses , puisque , au témoignage de l'historien Polonois Dlugos (1), ces mêmes prétentions sur la Russie, Podolie & Moldavie , furent remises sur le tapis en 1473 sous le règne de Matthias Corvin. Cet historien rapporte, que le Roi de Pologne Casimir IV. ayant proposé de reprendre les conférences à Schramovitz & Iglaw, ( à la fête de la Nativité de la Ste. Vierge 1473. ) avoit même dé-

---

(1) Histor. Polon. lib. 13.

puté plusieurs de ses conseillers , dont l'historien produit les noms , à Neufandez , pour y attendre l'arrivée des commissaires Hongrois ; mais que Matthias s'excusa , dans des lettres adressées au Roi de Pologne & à ses commissaires , sur ce que la guerre avec les Turcs , où il se trouvoit engagé , ne lui permettoit pas d'entrer , pour le moment , dans les vues du Roi , proposant en même tems de différer les conférences jusqu'à la fête prochaine de Saint Martin , ce qui ne fut point accepté par Casimir. L'intérêt manifeste que ce prince avoit à prolonger une possession tranquille dont il jouissoit , fait assez connoître les motifs de ce refus.

Dans une convention ultérieure entre Matthias & Casimir , en 1479 (1) , de nouvelles conférences furent indiquées pour la fête prochaine de St. Martin , où les prétentions réciproques seroient discutées à fond par des commissaires à nommer de part & d'autre , lesquels , assistés de gens de lettres , prononceroient enfin sur les droits des deux couronnes , & termineroient tous les différends , de manière à ne rien laisser d'indécis qui pût faire

---

(1) Voyez la Collection du P. Dogiel , p. 77.

naître de nouvelles contestations par la suite. Mais il ne conste pas si ces conférences ont effectivement eu lieu, encore moins si elles ont déterminé quelque chose.

L'argument, sans doute le plus fort, que les Polonois puissent opposer aux droits & prétentions de la couronne de Hongrie, se fonde sur le fameux traité de Pitsch de 1589. ( Voyez-en la copie ci-jointe, N°. XI. )

C'est à ce traité qu'ils ont eu recours dès long-tems, pour transformer en propriété absolue (1) la possession hypothécaire des treize villes du district de Zips; & c'est encore dans ce traité qu'ils s'efforcent de trouver une prétendue renonciation de la part de la Couronne de Hongrie aux droits sur la Russie, &c.

Voici la traduction fidele du passage d'où l'on veut tirer cette renonciation.

« Afin de rétablir l'amitié qui régnoit ci-  
» devant entre les deux parties contractantes,  
» moyennant une réconciliation sincere & par-  
» faite..... Nous, les susdits Plénipotentiai-  
» res de Sa Majesté l'Empereur & de la sérénissime  
» Maison d'Autriche, promettons au  
» nom de S. M. Impériale & de tous les fé-

---

( 1 ) Plenum domini um & jus perennale.

» rénissimes Archiducs , & particulièrement  
» du sérénissime Archiduc Maximilien , qu'ils  
» ne conserveront aucun ressentiment des con-  
» testations passées ; que dans aucun tems ils  
» ne les renouvelleront ; qu'ils vivront défor-  
» mais dans une paix sincere & constante avec  
» le Roi & les états de Pologne ; qu'ils n'en-  
» treprendront jamais ni engageront d'autres  
» à entreprendre aucune vexation ni hostili-  
» té , sous tel prétexte que ce puisse être ,  
» soit par la voie des armes ou autrement ,  
» contre le royaume de Pologne , le grand-du-  
» ché de Lithuanie , la Russie , Prusse , Mas-  
» sovie , Samogitie , Livonie , ainsi que les  
» autres états, villes, bourgs, châteaux ou su-  
» jets dudit Roi de Pologne , &c. » (1).

---

(1) Quibus quidem rebus cum pristina amicitia  
atque benevolentia integre conciliata , restituta ac re-  
dintegrata esse debeat, promittimus... spondemusque ;  
nos quidem supra scripti Cæsareæ Majestatis & uni-  
versæ Serenissimæ Domûs Austriacæ commissarii cum  
commemorata Cæsareæ Majestatis cæterorumque Se-  
renissimorum Austriacorum Principum omnium tum  
maximè Serenissimi Maximiliani Archiducis nomine  
nullam superiorum dissensionum offensionem Majes-  
tatem Serenitatesque retenturas eandem nullo un-  
quam tempore renovaturas , constantem autem post  
hac & sinceram cum Regiâ Majestate Poloniæ ordi-

Mais qu'on examine ce passage suivant les règles d'une saine interprétation; qu'on l'analyse avec impartialité, ainsi que tout le traité, & l'on se convaincra que ni la Maison d'Autriche, ni moins encore la Couronne de Hongrie, ne voulurent renoncer par-là aux anciens droits particuliers de ce royaume sur la Russie & la Podolie; qu'il ne tomba pas même dans l'esprit des Polonois d'exiger une semblable renonciation, & que leurs efforts pour annuler, par une renonciation qui n'a jamais existé, des droits reconnus légitimes par le traité de 1412, sont plutôt une reconnoissance tacite de ces mêmes droits & de la validité de ce traité.

Les réflexions suivantes & le développement des circonstances, mettront cette vérité dans tout son jour.

Dans l'élection à la Couronne de Pologne,

---

nibusque regiam amicitiam & benevolentiam conservaturas, neque vi aut armis vel per se vel per submissas personas quocunque tempore vel quacunque ex causâ, colore seu pretextu Regnum Poloniae Magnum Ducatum Lithuaniae, Russiam, Prussiam, Masoviam, Samogitiam, Livoniam, ceterasque, ditiones vel arcas oppida, villas hominesve Serenissimi Poloniae Regis.... Infestaturas, vim aut injuriam ullam illaturas.

qui suivit en 1587 la mort d'Étienne Bathory, les voix furent partagées. Sigismond, Prince de Suède, fut proclamé Roi par un parti le 9 août; l'Archiduc Maximilien le fut par un autre trois jours après. Les deux prétendants à la Couronne soutinrent leurs droits par les armes. Maximilien ne fut pas heureux, il fut pris en 1588 à une bataille qu'il perdit près de Pitsch en Silésie. Pour recouvrer sa liberté, il fut réduit à renoncer aux droits que son élection lui donnoit à la Couronne de Pologne, par un traité qui fut conclu sous la médiation du Pape & de son Légat, le Cardinal d'Aldobrandin, le 19 mars 1589, entre la Maison d'Autriche & le victorieux Sigismond.

C'est donc la double élection de 1587, & la captivité de l'Archiduc, qui donnerent lieu à ce traité; & c'est la renonciation de Maximilien au trône de Pologne, qui en fut le but & le seul objet. On peut en juger par les paroles mêmes de ce traité que je rapporte ici.

» Comme les derniers troubles ont eu leur  
» source dans l'élection de l'Archiduc Maxi-  
» milien d'Autriche, faite par quelques-uns  
» à la première Diète de Varsovie, contre les  
» loix & les constitutions de la Pologne; nous  
» sommes convenus, & avons arrêté, pour  
» anéantir le principe de ces troubles, ainsi

» que de ceux qui pourroient naître dans la  
 » suite , que le Sérénissime Archiduc Maximi-  
 » lien , en considération de ces motifs , & pour  
 » le bien & la tranquillité de toute la Chrétienté,  
 » renoncera pour toujours au titre & aux droits  
 » auxquels il s'est cru autorisé par cette élec-  
 » tion ; qu'il promettra , ainsi que Sa Majesté  
 » l'Empereur , & les autres Sérénissimes Ar-  
 » chiducs , de ne jamais songer à les faire  
 » revivre sous tel prétexte que ce puisse être ,  
 » par eux-mêmes ou par d'autres , soit du vi-  
 » vant du Sérénissime Roi de Pologne, Sigis-  
 » mond III , aujourd'hui régnant , soit que le  
 » trône vint à vaquer par la mort de ce Prince  
 » ( que Dieu veuille conserver ) & de n'accor-  
 » der aucune assistance , conseil , passage , ou  
 » tel autre secours que ce soit , à ceux qui vou-  
 » droient l'entreprendre ( 2 ) ».

---

( 1 ) Cum autem omnis hæc superioris temporis  
 dissensio ex nominatione juribus institutisque Regni  
 Poloniæ minus consentanea Serenissimi Principis &  
 Domini Domini Maximiliani Dei gratiâ Archiducis  
 Austriæ , Ducis Burgundiæ &c. in primis consiliis co-  
 mitiisque Electionis Varsaviæ habitis à quibusdam pro-  
 posita emanarit , cum iis quæ suprà commemoratæ  
 sunt tam aliis causis ad reipublicæ Christianæ universæ  
 salutem & tranquillitatem pertinentibus convenit con-  
 clusumque inter nos est , ut quo & præterita dissen-

L'extrait que Damont a donné de ce traité (1) fait voir aussi que la renonciation de Maximilien à la Couronne de Pologne en fut le seul objet. » Quoique ce ne soit ici qu'un » extrait , ajoute-t-il , il vaut presque autant » qu'un original. L'auteur de qui on le tire » ayant été un des Ministres qui le firent & » le signèrent de la part de l'Empereur & de » l'Archiduc ».

---

fio & futuræ causa materiaque omnis tollatur commemorato titulo & jure quod quocumque modo pervenisse ad se inde arbitratus fuit , idem Serenissimus Archidux Maximilianus cum alias memoratas ob causas , tum ob communis Reipublicæ Christianæ , ut ostensum est quietem & tranquillitatem incolumitatemque , abstineat , & nunquam iterum utatur. Præter eum vero Cæsaræ Majestas etiam cæterique Serenissimi Archiduces nullam unquam controversiam vel hac vel aliâ quacumque causâ colore seu prætextu , vel Serenissimo Principi ac Domino Domino Sigismundo III , præsentî regi Poloniæ , vel etiam si , quod Deus avertat , morte ejus regnum vacare contingeret , eidem regno eundem Serenissimum Archiducem Maximilianum vel quemcunque alium , quocumque tempore per se vel per alios relatuum aut suscitaturum , neque id facienti consilium præbituros præstiturosque promittant ac spondeant.

(1) Corps Diplomatique , tom. V , partie I , pag. 458.

Le P. Dogiel n'a pas autrement envisagé ce traité, comme on peut le voir par l'extrait sommaire qu'il en donne dans son *Corps Diplomatique*, & qui suit :

« Traité de paix entre l'Empereur Rodolphe II, l'Archiduc Maximilien & toute la Maison d'Autriche, d'une part ; & Sigismond III, Roi de Pologne, & les États de ce Royaume, de l'autre ; par lequel Maximilien, qu'un parti trop foible avoit vainement nommé à la Couronne, y renonce ainsi qu'au titre de Roi de Pologne (1) ».

La promesse de l'Empereur & des Princes de la Maison d'Autriche : « qu'ils ne consentiront aucun ressentiment des contestations passées (2), & que de ce chef ils n'entre-

(1) *Tractatus pacis inter Rudolfum II, Imperatorem Hungariæ Boheimiæque Regem & Maximilianum Archiducem universamque Domum Austriæ ab unâ, & Sigismundum III, Regem atque ordines Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuanici parte ab alterâ per commissarios utrinque cum plenâ potestate delegatos conclusus, quo Maximilianus inani paucorum studio in Regem Polonia electus pratenso jure in hoc regnum cedit, ac titulo Regis Poloniæ se abdicat.*

(2) *Nullam superiorum dissensionum offensionum, Majestatem serenitatesque suas retenturas.*

» prendront

» prendront jamais rien contre la Pologne; le  
 » grand Duché de Lithuanie, la Russie, la  
 » Prusse, &c. (1) » n'est en effet qu'une expli-  
 cation & une suite de la promesse générale :  
 » qu'ils ne feront jamais revivre les préten-  
 » tions de Maximilien à la Couronne, soit du  
 » vivant de Sigismond, soit que le trône vînt  
 » à vaquer par la mort du Prince (2) ». D'où  
 il résulte incontestablement que dans ce traité  
 il n'est question que de « *la renonciation aux*  
 » *titres & aux droits que Maximilien avoit ac-*  
 » *quis, comme il le croyoit par son élection* (3) ».

Et comme ces droits devoient s'étendre sur  
 tout le Royaume de Pologne & le Grand Du-  
 ché de Lithuanie, il étoit naturel de faire pro-  
 mettre à l'Archiduc & à tous les Princes de la  
 Maison d'Autriche, qu'ils n'attaqueroient ni

(1) Ex capite harum superiorum dissensionum ne-  
 que vi aut armis Regnum Poloniæ, Magnum Duca-  
 tum Lithuanix, Russiam, Prussiam cæterasque di-  
 tiones Serenissimi Poloniæ Regis infestaturas.

(2) Se nullam unquam controversiam, Sigismun-  
 do vel etiam si morte ejus Regnum vacare continge-  
 ret, eidem regno suscitatuos.

(3) De renuntiatione illius tituli & juris quod  
 quocunque modo pervenisse ad se inde arbitratus  
 fuit Maximilianus Archidux.

la Pologne , ni la Lithuanie , ni aucune des provinces dont la Pologne se trouvoit alors en possession , & dont l'énumération est faite dans le traité.

Si , de la part des Polonois , on eût voulu exiger une renonciation aux droits particulièrement affectés à la Couronne de Hongrie , il eût été indispensable d'exprimer nommément dans le traité , & la renonciation , & les provinces auxquelles cette Couronne renonçoit ; & dans ce cas il devenoit superflu de nommer « la Pologne , la Lithuanie , la Prusse , la Samogitie , la Livonie & les autres États , » Villes , Châteaux , Bourgs & Sujets de la » Couronne de Pologne , » que celle de Hongrie n'avoit jamais désignés dans ses prétentions , ni n'avoit pu désigner ( 1 ).

D'ailleurs c'est proprement l'Archiduc Maximilien & le Roi Sigismond qui furent les parties contractantes principales dans ce traité : l'Empereur Rodolphe II & les autres Archiducs n'y intervinrent que comme garants ; si donc il s'étoit agi *d'une renonciation aux droits*

---

( 1 ) De Poloniâ , Lithuaniâ , Prussiâ , Samogitiâ , Livoniâ cæterisque ditionibus vel arcibus oppidis , villis hominibusque Serenissimi Poloniæ Regis.

*particuliers de la Couronne de Hongrie , les Polonois ne se fussent pas adressés à Maximilien comme partie contractante principale ; parce que ce n'est pas lui , mais l'Empereur Rodolphe qui étoit Roi de Hongrie , & parce que le Royaume de Hongrie n'avoit pris aucune part , ni à la double élection , ni aux troubles qui en furent les suites ; comme il paroît par un endroit du traité même , où il est dit : « Que le » Château de Lublo fut occupé sans que l'Empereur l'eût ordonné , & contre son intention ».*

Que l'on compare au reste la promesse du Roi Sigismond avec la promesse de l'Archiduc & de la Maison d'Autriche , & l'on verra clairement que les deux parties contractantes ne penserent seulement pas à une renonciation des droits de la Couronne de Hongrie , & que l'élection de Maximilien est le seul objet des promesses réciproques que l'on va rapporter ici.



## P R O M E S S E

*DE LA MAISON D'AUTRICHE.*

« N O U S , les susdits Plénipotentiaires de  
» Sa Majesté l'Empereur , & de la Sérénissime  
» Maison d'Autriche , promettons au nom de  
» Sa Majesté Impériale , & des autres Sérénif-  
» simes Princes de ladite Maison , principale-  
» ment du Sérénissime Archiduc Maximilien ,  
» qu'ils ne conserveront aucun ressentiment  
» des contestations passées , & qu'ils vivront  
» désormais dans une paix sincere & constante  
» avec Sa Majesté le Roi & les États de Polo-  
» gne ; qu'ils n'entreprendront jamais , ni en-  
» gageront d'autres à entreprendre aucune ve-  
» xation ni hostilité sous quelque prétexte que  
» ce puisse être , soit par la voie des armes ou  
» autrement , contre le Royaume de Pologne ,  
» le Grand Duché de Lithuanie , la Russie ,  
» Prusse , Mazovie , Samogitie , Livonie , ainsi  
» que les autres États , Villes , Bourgs , Châ-  
» teaux ou Sujets dudit Roi de Pologne , ou  
» des voisins ses alliés ; qu'ils n'y soutiendront  
» n'y fomenteront aucune révolte , ne donne-  
» ront aucun asyle aux exilés ou fugitifs , &

„ n'accorderont enfin aucune assistance , con-  
„ seil , passage , ou tel autre secours que ce  
„ soit à ceux qui pourront l'entreprendre (1) „.

---

(1) Promittimus spondemusque nos quidem suprà scripti Cæsareæ Majestatis & universæ Domûs Austriacæ commissarii cum commemoratæ Cæsareæ Majestatis & universæ Domûs Austriacæ commissarii cum Cæsareæ Majestatis cæterorumque Serenissimorum Austriacorum Principum omnium , tum maxime Serenissimi Maximiliani Archiducis nomine nullam superiorum dissensionum offensionem Majestatem serenitatesque suas retenturas , eandem nullo unquam tempore renovaturas , constantem autem post hac & sinceram cum Regiâ Majestate Poloniæ ordinibusque amicitiam & benevolentiam conservaturas , neque vi aut armis , vel perse vel per submissas personas quocunque tempore vel quacunque ex causâ colore aut prætextu Regnum Poloniæ , magnum Ducatum Lithuanix , Russiam , Prussiam , Poloniam , Masoviam , Samogitiam , Livoniam cæterasque ditiones vel arces , oppida , villas , homines ve Serenissimi Poloniæ regis , aut propinquorum , sociorum vel adherentium ipsius infestaturas , factiones aut partes ullas contra easdem futuras acturasve ab iisdem proscriptos aut exules recepturas habiturasve , neque aliis id facientibus ullum consilium , auxilium , transitum aut quencunque denique favorem accommodaturas.

---

P R O M E S S E  
D E L A P O L O G N E.

**E**N même tems Nous, les susdits Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Pologne, promettons au nom de Sa Majesté, ainsi que des États du Royaume, qu'ils ne conserveront aucun ressentiment des contestations passées, & qu'ils vivront désormais dans une paix sincère & constante avec Sa Majesté Impériale, tous les Princes de la Maison d'Autriche, & notamment l'Archiduc Maximilien; qu'ils n'entreprendront jamais ni engageront d'autres à entreprendre aucune vexation ni hostilité, sous tel prétexte que ce puisse être, soit par la voie des armes ou autrement, contre les Royaumes de Bohême & de Hongrie, l'Autriche, la Moravie, la Silésie, & les autres États, Villes, Bourgs, Châteaux & Sujets de la domination des susdits Sérénissimes Princes ou bien des voisins leurs alliés; qu'ils n'y soutiendront ni ne fomenteront aucune révolte, ne donneront aucun asyle aux exilés ou fugitifs, & n'accorderont enfin aucune assistance, conseil,

passage , ou tel autre secours que ce soit à ceux qui pourront l'entreprendre ( 1 ).

La réciprocité exacte de ces deux promesses , fait voir clairement que la Maison d'Autriche ne pouvoit avoir eu l'intention de renoncer à

---

( 1 ) Similiter vero nos Serenissimi Poloniae Regis supra scripti commissarii ejusdem Majestatis suae ordinumque ejus nomine vicissim recipimus promittimus , spondemusque nullo unquam tempore eorum , quae ante quocunque modo intercesserunt , offensio- nem Serenissimum Poloniae Regem aut ordines retenturos , eandem per quamcunque occasionem renovaturos sed constantem post hac & sinceram cum caesareâ Majestate univesaëque Serenissimâ Domo Austriacâ , in eaque Serenissimo etiam Archiduce Maximiliano , regnisque ditionibus & ordinibus eorundem amicitiam & benevolentiam conservaturos , neque ipsam Majestatem suam ordinesque seu homines ejus quoscunque vi aut armis perse vel per submissas personas quocunque tempore vel quacunque ex causâ colore seu prætextu Regna Hungariae vel Bohemiae , Austriam , Moraviam , Silesiam vel quaecunque alia commemoratorum Serenissimorum principum Dominia , ditiones , arces , oppida , villas vel homines aut propinquorum sociorum vel adherentium ipsorum infestaturos , vim aut injuriam ullam iisdem allaturos , factiones seu partes ullas contra eosdem futuros alturosve , ab iisdem proscriptos aut exules recepturos habiturosve , neque aliis id facientibus ullum consilium auxilium transitum aut quemcunque denique favorem accommodaturos.

quelques droits ou prétentions particulières sur les provinces de la Pologne ; car il s'en suivroit que la promesse réciproque des Polonois auroit eu pour objet une pareille renonciation à des droits ou prétentions particulières sur les États de la Maison d'Autriche ; ce qui ne peut être supposé, la Pologne, ainsi qu'il est notoire, n'ayant jamais eu le moindre droit sur aucune des provinces Autrichiennes.

Il ne peut donc plus rester aucun doute sur l'unique but de ce traité, qui étoit d'empêcher que Maximilien, ni aucun autre Prince de sa maison, ne pût jamais faire valoir les droits de son élection, & de prévenir les hostilités que les contestations passées auroient pû faire naître entre les deux parties.

Les événemens qui suivirent la conclusion de ce traité, servent à confirmer la vérité de ce qu'on vient d'avancer.

Le traité de Pitfch fut signé le 9 mars 1589 ; le 26 mai de la même année, l'Empereur Rodolphe & le Roi Sigismond, signèrent une transaction, qui confirme & renouvelle, dit le P. Dogiel, les traités antérieurs entre la Maison d'Autriche & la Pologne (1).

---

(1) Quo priora pacta & foedera inter Domum

Or, si par le traité du 9 mars on n'eût pas eu simplement pour objet d'appaiser les troubles que la double élection avoit fait naître, il eût été entièrement superflu de renouveler deux mois après les anciens traités : ce qui fut répété encore bien souvent dans la suite, & chaque fois presque dans les mêmes termes.

Dans tous ces traités postérieurs, loin d'y insérer la moindre syllabe qui pût avoir rapport à une renonciation aux droits de la Couronne de Hongrie, on y confirma, au contraire, « les traités qui avoient été conclus ja- » dis entre la Maison d'Autriche & de Ja- » gellon (1), » parmi lesquels celui de 1412, fait entre Sigismond & Ladislas, auteur des Jagellons, est, sans doute, le plus important, & qui, par conséquent, se trouve avoir été confirmé par de nouvelles conventions, & à chaque renouvellement d'icelles.

Mais quand même on pourroit supposer qu'effectivement l'Empereur Rodolphe eût re-

---

*Austriæ ac Reges & Regnum Poloniæ inita renovantur inter eos instaurantur etiamque confirmantur.*

(1) *Pactorum & foederum litteras, quo inter nostras Austriæ & Jagelloniam Domum quæque inter utriusque Domûs Regna, Imperia, Provincias & Nationes intercesserunt.*

noncé , dans le traité de 1589 , aux droits de la Hongrie sur les provinces de Russie & de Podolie , il n'en feroit pas moins vrai que cette renonciation eût été de nulle valeur. Car bien que Rodolfe eût promis par un acte particulier , « qu'il auroit soin , à la prochaine » Diète , de faire prêter par les députés des » Etats de Hongrie le serment d'après la formule prescrite par ledit traité , & d'en faire » parvenir à Sigismond l'acte authentique , » signé & scellé par eux (1) , » il ne put cependant jamais effectuer sa promesse ni vaincre la répugnance que les Etats de Hongrie témoignèrent à cet égard. Aussi ne subsiste-t-il pas le moindre vestige dans les actes de la suivante Diète de 1593 , ni d'aucune Diète postérieure , qui pût faire soupçonner seulement que les Etats ayent enfin cédé là-dessus.

Bien au contraire , le décret de la Diète de

---

( 1 ) *Se curaturum , ut Regni Hungariæ ordinum nomine deputati & sufficienti mandato in eam rem instructi proceres , in proximis illius Regni comitiis... Juramentum juxta formulam in jam commemorata transactione ordinibus præscriptam præstent , utque juramenti litteræ & instrumentum subscriptum , sigillisque procerum munitum suprà commemorato Poloniæ Regi mittatur.*

1596 fait connoître, en termes exprès, le desir des Etats : « que l'on songeât enfin une bonne fois à régler les anciens différends entre la Hongrie & la Pologne » (1), & cette demande fut renouvelée très-souvent dans les Diètes suivantes.

Or le royaume de Hongrie étant censé électif du tems de Rodolphe, cet Empereur-Roi n'eût jamais eu le pouvoir d'abandonner des droits aussi importans, sans le consentement exprès des Etats. D'ailleurs, le serment que les Rois font à leur sacre, ne leur permet pas de faire *aucune aliénation des droits de la Couronne* (2). Quand donc il seroit vrai que Rodolphe y eût renoncé, ce Prince se seroit trouvé dans le cas énoncé & décidé dans les décrétales (3). « Si quelqu'un y est, dit-il, revêtu de » quelque dignité, aliène des biens affectés à » cette dignité, l'aliénation est nulle, & il est

---

(1) Vi juxtà continentias publicarum constitutionum differentia inter Hungariam & Poloniam ac tredecim oppida ratione metarum violentiarumque & damnorum re videantur & rectificientur. Quâdere sua Majestas dignetur Serenissimo Regi Poloniae scribere, quia Poloni indies magis magisque insolentunt.

(2) Ne quid à Regno abalienetur.

(3) Decret. titul. de jure jur. cap. 33.

» obligé de la révoquer , quand même il au-  
 » roit fait serment de ne jamais la révoquer ;  
 » sur-tout s'il a juré préalablement de ne  
 » rien aliéner. Honorius III à l'Arche-  
 » vêque de Collocza & à ses suffragans en  
 » 1220. Ayant appris il y a quelque tems que  
 » notre très-cher fils en Jesus-Christ , le Roi  
 » de Hongrie , a fait quelques aliénations au  
 » détriment de son royaume & de sa dignité,  
 » nous exhortons ledit Roi de ne pas hésiter à  
 » les révoquer , nonobstant tout serment à ce  
 » contraire ; car étant tenu par son devoir ,  
 » ainsi qu'il l'a juré à son sacre , de conserver  
 » les droits & la dignité de sa Couronne dans  
 » toute son intégrité , il ne pourroit lui être  
 » permis de s'engager par un second serment  
 » à ne pas révoquer ces aliénations , & ce ser-  
 » ment ne sauroit l'obliger (1) ».

---

(1) Si positus in dignitate alienat bona dignitatis,  
 non valet alienatio & ipsemet revocare debet nonob-  
 stante juramento de non revocando ; maxime si prius  
 jurat non alienare. Honorius III , Colloczenfi Ar-  
 chiepiscopo & ejus suffraganeis anno 1220. Intel-  
 lecto jam dudum quod Charissimus in Christo filius  
 noster Hungariæ Rex illustris alienationes quasdam  
 fecerit in prejudicium Regni sui & contrâ Regis ho-  
 norem , nos eidem Regi dirigimus scripta nostra , ut

Que l'on juge , au reste , combien les Etats de Hongrie étoient éloignés de donner les mains à une pareille renonciation , par ce qui se trouve rapporté dans l'histoire de Hongrie d'Istuanfius, Vice-Palatin, qui avoit lui-même assisté , comme plénipotentiaire , à la négociation du traité de Pitsch ; il est question de la restitution du château de Lublo , & il dit :  
« Que les plénipotentiaires Hongrois proteste-  
» rent aussi-tôt que cette restitution ne devoit  
» déroger en rien aux droits du royaume de  
» Hongrie (1) ». Cette protestation fut certainement superflue , puisque le traité ne pouvoit d'ailleurs porter aucune atteinte aux droits de propriété de ce royaume , sur les treize villes du district engagé de Zips , auquel le château de Lublo appartenoit , ainsi qu'il a déjà

---

*alienationes prædictas non obstante juramento , si quod fecit de non revocandis iisdem , studeat revocare , quia cum teneatur & in sua Coronatione juraverit , jura regni sui & honorem Coronæ illibata servare , illicitum profecto fuit , si præstitit de non revocandis alienationibus hujusmodi juramentum & propterea penitus non servandum.*

(1) Quod ne cui præjudicio juribus Regni Hungariæ foret , Legati Hungari apud Collegas cantum esse voluerunt.

été complètement prouvé dans une autre occasion.

On voit donc que non-seulement la Couronne de Hongrie n'a jamais renoncé aux anciens droits dont il s'agit ici, mais qu'elle a cherché en tout tems à les conserver dans leur entier. Une suite non interrompue de troubles au-dedans & de guerres au-dehors, a pendant fort long-tems porté obstacle aux moyens de les faire valoir avec effet. Mais on ne trouve pas moins dans les traités conclus entre les deux Couronnes depuis plus de deux siècles & demi, la stipulation expresse, & toujours rappelée dans les mêmes termes: « Qu'on procé-  
» deroit à un arrangement définitif sur les dif-  
» férends tant anciens que nouveaux ». Ce qu'on peut vérifier dans les traités faits sous les régnés des Rois Ferdinand I, de 1549; Rodolphe II, de 1589; Mathias, de 1613; Ferdinand II, de 1621 & 1633; & de Leopold, de 1677.

On trouve aussi dans les archives une grande quantité de sceaux, d'actes & de documens des Rois de Hongrie; & dans la collection des loix & constitutions Hongroises, une quantité non moindre de décrets des Rois, & notamment de Mathias Corvin, de 1464 & 1486;

Ladislas II, de 1489, 1492, 1495, 1498, 1500, 1503, 1504, 1506 & 1514; Louis II, de 1522; Ferdinand I, de 1560; & enfin de Sa Majesté l'Impératrice Reine d'aujourd'hui, de 1741 & de 1751, où l'on peut voir, qu'à l'exemple de leurs prédécesseurs les Rois de Hongrie, ont constamment usé des titres de Galicz & de Lodométrie, dont les armes font partie des sceaux de la Couronne nouvellement gravés en 1769; & qu'ils ont cru devoir annoncer & conserver de cette manière encore les anciennes prétentions de leur Couronne.

On ne fauroit omettre ici une circonstance du règne de Leopold, qui présente de la part des Polonois même l'aveu de la justice des anciens droits de la Couronne de Hongrie sur la Russie & la Podolie. Dans la collection des lettres publiées par André Zaluski (1), on en lit une du Vice-Chancelier Oslzouski, du 4 août 1673, (N<sup>o</sup>. XII.) où il mande que le Ministre de l'Empereur à Varsovie, le Baron de Stom, avoit présenté un mémoire au Roi, sur la réluction des villes du district de Zips,

---

(1) Epist. histor. familiar. tom. I, sub anno 167<sup>e</sup>, pag. 469.

& il avoue qu'il est fort embarrassé d'y faire une réponse ; il fait connoître cependant qu'il regarde cette affaire comme terminée depuis long-tems , par une prétendue cession absolue de toutes ces villes. Mais, ce qui mérite d'être observé , il ajoute que si l'on se prêtoit à cette rélution pour Zips , l'Empereur pourroit bien aussi prétendre à la Russie & à la Podolie , moyennant le remboursement de cent mille florins , ainsi qu'il avoit été stipulé par les traités avec Louis I.

Le rapport ( du 9 août même année , ) que fit le Baron de Stom au sujet de ce mémoire , existe encore en original , & s'accorde , quand à l'essentiel , parfaitement avec la lettre qu'on vient de citer. Il est dit que le Vice-Chancelier de Pologne avoit répondu entr'autres choses à la demande de la rélution du district de Zips : *Qu'il étoit dangereux de toucher cette corde ; qu'en accordant à l'Empereur la rélution des villes du district de Zips , il pourroit bien aussi prétendre à celles de la province de Russie avec ses dépendances , qui avoit également appartenu à la Hongrie il y a quelques siècles , & qui avoit été engagée à la république pour la somme de cent mille florins.*

Cet aveu du Vice-Chancelier de Pologne  
fert

sert de confirmation à ce qui a été rapporté ci-dessus, d'après l'extrait de Sommersberg, de la convention stipulée en 1352 entre Louis I & Casimir III. L'extrait de Sommersberg ne fait, à la vérité, mention que du royaume de Russie; mais le Vice-Chancelier paroît y comprendre aussi la Podolie, & probablement c'est de cette province qu'il est question dans la lettre du Baron de Stom, sous le terme de Dépendances de la Russie. La somme de cent mille florins répond exactement à celle qui est énoncée dans le traité; cette somme cependant ne peut pas être regardée comme le prix de la rélution, ainsi que le Vice-Chancelier paroît l'envisager; puisque en suivant la disposition du traité, le paiement ne devoit avoir lieu que pour le cas où Casimir laisseroit un héritier mâle; & Casimir étant mort sans laisser d'héritier mâle, le royaume de Russie devoit retomber, sans aucun remboursement, à la Couronne de Hongrie.

Le raisonnement, d'ailleurs, du Vice-Chancelier, qu'il ne falloit point reconnoître les Droits de la Couronne de Hongrie sur le district de Zips, parce que cette Couronne pourroit tout aussi-bien faire valoir ses droits sur la Russie & la Podolie; ce raisonnement, en

même tems qu'il offre l'exemple de la plus singulière logique , fournit une preuve incontestable de la justice de ses droits , dont il fait lui-même , en sa qualité de Ministre , un formel aveu à l'Envoyé de l'Empereur.

Des titres non moins incontestables & légitimes , fondent les droits de la Couronne de Bohême sur les duchés d'Oswiétzim & de Zator.

Le duché d'Oswiétzim , dont celui de Zator dépendoit alors , fut cédé en toute propriété , en 1179 , par Casimir III , Roi de Pologne , à Micislas , Duc de la Haute-Silésie & de Teschen , à titre de dédommagement. Il seroit trop long de déduire toutes les circonstances & les motifs de cette cession , dont on trouve , d'ailleurs , les détails dans les historiens Allemands & Polonois , tant anciens que modernes. ( Voyez là-dessus Sommersberg (1).

Les événemens qui suivirent en Pologne & en Silésie , amenèrent enfin au treizième & quatorzième siècle , l'union des duchés & principautés de Silésie avec le royaume de Bohême , après la dissolution entière des liens qui les attachoient à celui de Pologne.

---

(1) Tom. I , script. Rer. Sil. access. ad tab. general. I , pag. 301 & 305 , & ad tab. VI , pag. 673.

Tous les historiens s'accordent sur les causes qui préparèrent cette révolution. D'un côté les Princes de la Silésie , dont le nombre étoit fort augmenté , se trouvoient , par la situation de leurs états , exposés à souffrir , plus que d'autres , des guerres fréquentes de la Pologne avec ses voisins. D'un autre côté , ils éprouvèrent de la part des Polonois , qui les soupçonnoient d'une trop étroite intelligence avec les Allemands , tous les effets du mépris & d'une haine injuste. Ils furent exclus des diètes d'élection & autres , & même privés de leurs possessions en Pologne ; de sorte que pour leur propre conservation , ils furent réduits successivement à rompre le nœud qui les unissoit à la Pologne , & à se mettre entièrement sous la protection de la Couronne de Bohême.

Casimir , Duc de la Haute-Silésie , tige de la branche ducale de Teschen , donna l'exemple aux autres en 1289. Il offrit en fief au Roi Venceslas de Bohême , les états qu'il possédoit à titre de pleine propriété , & dont les duchés d'Oswiétzim & de Zator faisoient partie.

Dans l'acte expédié à ce sujet , ce Duc rappelle une obligation antérieure contractée par son pere envers Ottocare , Roi de Bohême , & y allègue les vexations des Polonois , dont il espé-

roit se mettre à l'abri par la protection de la Couronne de Bohême.

Casimir III, Duc de Teschen, & Jean d'Oswiétzim, renouvelèrent l'hommage envers la Bohême en 1327. Casimir III étoit fils de Casimir II dont on vient de parler, & dont Jean, neveu de Casimir III, étoit petit-fils, à qui le duché d'Oswiétzim, dépendant de celui de Saxe-Teschen, fut donné en partage (1).

Ces deux actes, publiés par Sommersberg, se trouvent en original dans les archives. Le dernier, qui mérite préférablement d'être rapporté, est ci-joint N<sup>o</sup>. XIII. Entr'autres dépendances, il y est nommément fait mention du duché de Zator, qui ne fut séparé d'Oswiétzim que long-tems après, & qui, avec quelques terres adjacentes, reçut par la qualité de ses possesseurs, le titre de duché.

En même tems, le Roi Jean de Bohême, comme seigneur fuzerain, assura audit Casimir II & à ses héritiers, la succession éventuelle du duché d'Oswiétzim, au cas que la postérité du Duc Jean, son neveu, viendroit à manquer.

---

(1) Voyez la table généalogique de Sommersberg.

En 1335 & 1339, après la mort de Ladislas Lokteck, Roi de Pologne, la paix fut rétablie entre Jean, Roi de Bohême, & Casimir III, fils & successeur de Ladislas, par la médiation de Charles, Roi de Hongrie, leur parent commun. Le traité porte, qu'en vertu d'une convention préliminaire de 1335, qu'on peut lire dans Sommersberg (1) & Dumont (2), Jean & son fils Charles, alors Margrave de Moravie, renonceroient à jamais à leur prétention sur le royaume de Pologne, & au titre qu'ils en avoient pris, à condition que, de son côté, le roi de Pologne abandonneroit à perpétuité les droits prétendus de sa Couronne sur les duchés de Silésie, & n'inquiéteroit plus les Rois de Bohême à cet égard. La ratification de Casimir III, qui confirme ce traité dans tous ses articles, est de 1339, & l'acte en est ci-joint N°. XIV.

Dans les deux actes, les ducs & duchés de Silésie, auxquels on renonça de la part de la Pologne en faveur de la Couronne de Bohême, sont désignés par leurs noms, & particulièrement les Ducs Ladislas de Teschen & Jean

---

(1) Tom. I, pag. 774.

(2) Tom. I, part. 2, pag. 150.

d'Ofwiétzim , avec leurs duchés. De plus ; Casimir , dans son acte de ratification de 1339 , s'engage , sous serment pour lui & ses héritiers , de renoncer à perpétuité à toute prétention sur lesdits Ducs & Duchés de Silésie avec leurs dépendances ; de n'inquiéter en aucun tems les Rois de Bohême de ce chef , & de ne s'arroger , ni d'accepter aucune souveraineté sur ces Ducs & Duchés. Il déclare qu'il n'y a jamais eu aucun droit , & que cette renonciation ne pourra jamais être infirmée sous aucun prétexte , ni même par laps de tems.

L'Empereur Charles IV usa donc , en sa qualité de Roi de Bohême , d'un droit légitimement acquis , lorsqu'il réunit à perpétuité à la Couronne de Bohême les duchés de la Silésie , & particulièrement celui d'Ofwiétzim. Ce qui fut confirmé par tous les Electeurs en 1355 ; témoins les actes de confirmation de chaque Electeur en particulier , conservés dans les archives , ainsi que la copie de l'acte de l'Electeur de Mayence , publiée par Balbinus & Dumont.

En 1372 la renonciation fut encore renouvelée par Louis I , Roi de Hongrie & de Pologne , ( Voyez l'acte , N°. XV. ) où les duchés

de la Silésie , & sur-tout celui d'Oswiétzim , font nommés , & où Louis promet sous serment , tant pour lui que pour son épouse Elisabeth , & ses héritiers & successeurs , qu'ils ne tenteront jamais de s'emparer d'aucune des provinces de la Bohême , ni des susdits duchés de Silésie ; qu'ils n'y formeront jamais aucune prétention , & que si même quelques Ducs ou possesseurs desdits états , vouloient reconnoître la souveraineté de Louis ou de ses héritiers , ceux-ci n'accepteroient , ni ne pourroient accepter , une telle soumission.

Les droits de la Couronne de Bohême sur les fiefs d'Oswiétzim & de Zator , complètement affermis par des renonciations ainsi réitérées , ne peuvent depuis avoir souffert la moindre atteinte des entreprises des Polonois & de ses propres vassaux : entreprises auxquelles ces renonciations avoient imprimé d'avance le caractère d'invalidité & de nullité.

Les exemples qui constatent l'exercice des droits de suzeraineté par les Rois de Bohême , & d'hommages rendus par lesdits vassaux , sans aucune opposition de la part des Polonois , ne manquent point. Venceslas , Roi de Bohême , investit en 1372 Premislas , Duc de Teschen , du duché d'Oswiétzim après la mort du Duc

Jean sans héritiers. (Voyez Sommersberg (1).)

Au même endroit Sommersberg rapporte encore, qu'en 1400, Venceslas, en qualité de seigneur Suzerain, confirma l'hypothèque que Jean, Duc d'Oswiétzim, constitua sur Zator, pour assurer la dot de Hedwige, son épouse.

Nous trouvons aussi dans cet auteur (2) une pièce authentique de 1402, qui contient une ligue de tous les ducs de Silésie, où Jean, Duc d'Oswiétzim, est nommément compris, pour secourir le Roi Venceslas, leur seigneur suzerain, (ce sont les paroles de l'acte,) accablé par ses ennemis.

En 1407, ce même Venceslas confirma l'investiture du duché d'Oswiétzim, donnée, comme on a vu ci-dessus, à Premislas, Duc de Teschen (3).

Dans l'acte d'une paix publique que les ducs de Silésie, & parmi eux nommément encore Venceslas, Duc d'Oswiétzim, & ses frères, conclurent en 1435, il est dit : Que ce traité fut fait à la demande & par les ordres de l'Em-

---

(1) Ad fin. tom. III.

(2) Tom. I, pag. 1006.

(3) In append. ad tom. III.

pereut Sigismond, Roi de Bohême, dont ils se qualifient *les vassaux soumis & fideles sujets* (1).

Le traité conclu en 1447, qu'on peut voir dans Sommersberg (2), entre les Ducs d'Opelen, de Ratibor, de Teschen, & Jean ou Janusch d'Oswiétzim, d'une part, & le Roi ainsi que le Royaume de Pologne, de l'autre, pour la défense réciproque de leurs états, fournit une autre preuve bien claire, que la Pologne considéroit encore alors ces ducs, & par conséquent celui d'Oswiétzim, dont elle requiert l'assistance comme de princes étrangers & entièrement indépendans de la Couronne.

Mais sans avoir égard à des droits si anciens & tant de fois reconnus par ses prédécesseurs, Casimir IV, Roi de Pologne, conçut, vers l'an 1452, le dessein de s'approprier à tout prix le duché d'Oswiétzim; & pour l'exécuter, il saisit l'occasion des troubles que la minorité de Ladislas-posthume avoit fait naître en Bohême, en Hongrie & en Autriche.

L'historien Polonois Dlugofs, rend compte en détail des moyens que Casimir employa

---

(1) Tom. I, pag. 1019.

(2) Tom. I, pag. 1011.

pour parvenir à ses fins. Les hostilités furent commencées par Schaffraniecz (Vice-Camerarius de Cracovie,) contre les deux freres Premislas, Duc de Teschen, & Jean, Duc d'Oswiétzim, pour les contraindre au payement d'un tribut injuste. Mais ces Princes ayant repoussé cette violence & envahi le territoire de Cracovie, le Roi lui-même prit les armes en 1453, & par des forces supérieures s'empara du château d'Oswiétzim. Après avoir fait de vains efforts pour le reprendre, le Duc Jean se vit réduit à céder à Casimir tout le territoire d'Oswiétzim, pour les frais & dédommagemens de la guerre, & à se contenter, pour le reste, d'une somme de 20000 marcs *grossorum latorum*.

Les troubles du règne de Ladislas, agité par les querelles de religion, & terminé en 1457 par la mort prématurée de ce jeune Prince, ne permirent pas de soutenir par les armes les droits de la Couronne de Bohême enfreints par la Pologne. George cependant, successeur de Ladislas, quoique son règne fût très-orageux, songea à les maintenir, & réclama le duché d'Oswiétzim comme dépendant du duché de Teschen.

Mais le Roi George ayant trop d'intérêt à

vivre en bonne intelligence avec Casimir , dont en 1460 il s'étoit déjà ménagé l'alliance & l'appui , consentir , par une convention signée à l'entrevue des deux Rois à Glogaw en 1462 , à laisser le Roi de Pologne en possession du territoire d'Oswiétzim & de Zator ; quoique pour ne pas abandonner les droits de la Couronne de Bohême , cette possession fût restreinte à la vie de Casimir seulement : ce qui est prouvé par l'extrait de Sommersberg (1) , ci-joint N<sup>o</sup>. XVI.

C'est à cet événement , qui recula pour les ducs d'Oswiétzim l'espérance de recouvrer leurs états , & au zèle de religion , que semble avoir été attribué le parti que prirent , en 1469 , les Ducs Premislas , d'Oswiétzim & de Toft , & Jean d'Oswiétzim & de Gleibitz , ainsi que les autres Ducs de la Haute-Silésie , de se ranger du côté de Mathias Corvin , élu Roi par les Catholiques de Bohême , à l'exhortation du Pape , pour l'opposer au Roi George. Le pacte d'union , qui est rapporté par Sommersberg , se fonde cependant principalement sur les Droits de la Couronne de Bohême (2).

---

(1) Tom. II , in Mantissa Dipl. pag. 86.

(2) Tom. I , pag. 1054.

En attendant , Casimir IV étoit resté en possession des Duchés d'Oswiétzim & du Duché de Zator, jusqu'à sa mort en 1492. Jean Albert étoit parvenu aux couronnes de Bohême & de Hongrie ; mais le règne de ce Prince n'étant qu'un tissu de troubles au-dedans & de guerres au-dehors , Jean Albert vit ce que ces circonstances avoient d'avantageux pour lui. Loin de craindre que son frere ne l'obligeât à restituer ce que son pere avoit possédé , il acquit encore le reste du district de Zator , que le Duc Jean II lui vendit en 1494. Le contrat se trouve dans Sommersberg (1).

Les troubles qui se perpétuèrent sous les règnes de Ladislas & de son fils Louis , empêchèrent pendant tout ce tems de réprimer les usurpations des Polonois. Ferdinand I , cependant , tâcha encore de rétablir , ou au moins de sauver , les Droits de la Couronne , en renouvelant dès la premiere année après son avènement ( en 1527 ) avec Sigismond I , la convention faite en 1462 entre George & Casimir. ( Voyez ci-joint , N°. XVII , l'extrait tiré de Sommersberg ), & la possession

---

(1) Tom. I , pag. 811.

des Duchés d'Ofwiétzim & de Zator fut encore restreinte à la vie du Roi de Pologne régnant.

Après cette époque , on ne trouve , à la vérité , plus de traces d'aucun fait particulier relatif aux droits ; cependant dans tous les traités conclus depuis , & renouvelés souvent entre la Bohême & la Pologne , la composition amiable des différends , tant anciens que nouveaux , y est toujours stipulée & réservée.

En récapitulant & rapprochant les faits rapportés aussi brièvement que possible dans cet exposé , il s'ensuit :

Que dès le onzième & douzième siècle , & dans des tems plus reculés encore , les Rois de Hongrie ont possédé légitimement le royaume de la Russie-Rouge , ou petite Russie , conséquemment entr'autres les importantes provinces de Galicz & de Lodométrie , qui en dépendoient.

Que ces Rois ont continué , sans interruption , de prendre les titres & les armes de Galicz & de Lodométrie.

Qu'en vertu de la transaction passée entre Louis & Casimir , dont la validité a été reconnue par la Pologne , encore en 1673 , Louis de Hongrie , après la mort de Casimir , reprit , &

eut droit de reprendre , la possession du royaume de Russie.

Que Marie, fille aînée de Louis , à qui elle succéda en Hongrie , a tranquillement possédé la Russie.

Qu'ensuite ce royaume fut arraché à main armée , & injustement à Marie par sa sœur cadette Hedwige , Reine de Pologne.

Que par le traité de 1412, la Pologne, à la vérité, fut laissée en possession de la Russie ; mais que l'arrangement définitif des droits & prétentions réciproques y fut expressément réservé.

Que la Couronne de Hongrie n'a jamais , ni en aucune manière , renoncé à ses droits & prétentions.

Que des troubles & des guerres continuelles ont empêché pendant long-tems de les faire valoir efficacement.

Mais que cependant on a cherché, par tous les moyens possibles , d'en conserver au moins l'intégrité.

Qu'à l'égard des duchés d'Oswiétzim & de Zator , le droit de suzeraineté de la Couronne de Bohême , est fondé sur les titres les plus authentiques.

Que cette suzeraineté , le prix de l'abandon

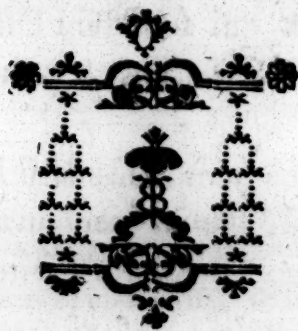
des droits manifestes de cette Couronne sur toute la Pologne , fut pleinement exercée & constatée par les renonciations formelles des Polonois.

Que les Rois de Pologne se sont emparés depuis de ces duchés , par des voies de fait & par des aliénations ou soumissions illégitimes & nulles , comme faites par des vassaux de la Bohême , sans le consentement & au mépris des droits incontestables de la Couronne.

Qu'ainsi tout ce qu'on allègue de la part de la Pologne , ne peut jamais renverser des droits aussi fondés , & qui subsistent encore aujourd'hui sur ces fiefs vacans & dévolus depuis long-tems.

Que par conséquent après de si longs délais , la Maison d'Autriche est bien autorisée à faire valoir enfin efficacement les droits & prétentions légitimes de ses Couronnes de Hongrie & de Bohême , & de s'en faire raison par les moyens qu'elle vient d'employer ; dans l'emploi desquels on a usé , d'ailleurs , de toute la modération possible , en bornant à un équivalent très-moderé , des prétentions réelles sur les plus grandes & les meilleures provinces de la Pologne , telles que la Podolie , la Volhynie , le duché de Séverie , les Palatinats de Lublin

& de Chelm, &c. dans le tems même où l'on s'est trouvé dans la nécessité de devoir recourir à des voies extraordinaires, attendu qu'une longue expérience n'a que trop prouvé, ainsi qu'il a été observé dans le manifeste remis à Varsovie, « Que l'état de la république ne » permet pas de pouvoir jamais espérer justice » par les voies ordinaires ».



PIECES

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N<sup>o</sup>. I.

*Litteræ Andreae II, Regis Hungariæ, ad Innocentium Pontificem Romanum.*

SANCTISSIMO in Christo, Patri Innocentio Dei gratiâ sacrosanctæ Romanæ, Ecclesiæ summo Pontifici, Andreas eadem gratiâ Hungariæ, Dalmatiæ, Ramæ, Serviæ, Galliciæ, Lodomeriæque, Rex salutem & filialem devotionem.

Consuevit sedes Apostolica, se iusta petentibus exhibere facilem, & in explendis honestis petentium desideriis iustis apud Paternitatis vestræ mansuetudinem promovendis, non immerito fiduciam nobis promittimus. Noverit igitur sanctitas vestra quod Galiciæ principes, & populus nostræ. Ditioni subiecti à nobis humiliter postularunt, ut filium nostrum Colomannum, ipsis in Regem præficeremus in unitate & obedientiâ sacrosanctæ Romanæ ecclesiæ perseveraturis in posterum, salvo tamen eo, quod fas illis sit, à ritu proprio non recedere. Verum ne tam expediens nobis, & vobis illorum propositum ex dilatione sustineat impedimentum, quod quidem multis de causis accidere posse constat, si legatum ad hoc exequendum à latere vestro destinatum præstolamur, à sanctitate vestrâ postulamus, quatenus venerabili in Christo, Patri nostro, Stri-

gonienſi Archiepiſcopo , detis in mandatis ut Apoſtolicâ fretus autoritate dictum filium noſtrum eis in Regem inungat , & ſacramentum ſuper obedientia ſacroſanctæ Romanæ eccleſiæ , ab eodem exhibenda recipiat.

Præterea innotefcere volumus , veſtræ Paternitati nos ad proficiſcendum Hyeroſolymas , ſicut & tenemur , ſtudioſè intendere & omni diligentia feſtinare. Ideoque regni noſtri curam , cujus Principes ad diſſentiendum proni ſunt , & filiorum noſtrorum tutelam , quorum ætas patrono indiget , & Patri noſtro in Chriſto , Strigoniienſi Archiepiſcopo , qui & dignitate cæteris præminet , & fidei conſtantiâ probatus eſt , cum quibuſdam aliis , quorum providentiâ & in reſeſſu , & poſt reſeſſum noſtrum credimus regnum plenâ tranquillitate potiri immutabiliter , poſſumus commendare. Quapropter rogamus paternitatem veſtram , quatenus compatiendo noſtris neceſſitatibus ipſum ab onere accedendi ad vos habeatis excuſatum ; venerabiles autem viros quinque eccleſienſem , Genrienſem Episcopos , nec non præpoſitum Albenſem , Cancellarium noſtrum , dudum voto alligatos , & ſigno crucis inſignitos , ut nobis itineris focii ſint , ut pote ex quorum ſocietate non modicas vires , conſtat nobis accreſcere , à vocatione veſtrâ diligenter imploramus abſolvi , &c.



## Nº. II.

*Litteræ Honorii Pontificiis Romani Andreæ II,  
Regem Hungaria.*

NUPER ex parte tuâ fuit propositum coram nobis , quod cum dudum Regi nato tuo secundo genito ad regnum Galetiar , sibi datum , per venerabilem fratrem nostrum , Strigoniensem Archiepiscopum autoritate sedis Apostolicæ coronato in Regem , filiam nobilis viri Ducis Poloniæ matrimonialiter copulasset ; tum à te quam ab ipso duce corporali juramento præstito , quod neuter vestrâ dissolvi hujusmodi matrimonium procuraret , quinimò Regem prædictum in obtinendo regnum ipsum defenderetis , toto tempore vitæ suæ casu sinistro accidit ; Regem ipsum cum sponsa , & pluribus aliis viris nobilibus à tuis hostibus capturari , & tam diu extra Regem ipsum mancipatos custodiæ detineri , donec necessitate compulsus , cum ipsos aliter liberare non posset , juramento præstito promisisti , quod & filio tuo tertio genito concesseris ; ipsi regnum præfatum , filiam nobilis viri Miesczlau matrimonialiter copulares , super quâ utique Apostolicæ provisionis suffragium postulasti.

Nos igitur hâc & aliis tuis petitionibus in præsentia fratrum nostrorum diligenter expositis , de ipsorum consilio juramentum hujusmodi in eo duntaxat , quod regnum prædictum alii Regi autoritate Apostolicâ coronato primò coactus , tetigisse videtur tamquam illicitum & primò juramento contrarium

decrevimus non tenere. In eo vero quod spectat ad aliud contrahendum matrimonium , expedire non videmus ut absolvaris à nobis. Cum enim sicut accepimus præfatus filius tuus , & filia supradicti M: in minori existant constituti ætate , antequam ad nobiles annos perveniant , tibi cautius & consultius provideri poterit in hoc casu. Super eo autem quod causam , quæ vertitur inter & charissimam in Christo filiam nostram Constantiam Romanorum Imperatricem , semper augustam & Reginam Siciliae , ad nostram petiisti audientiam revocari ; noveris nos eidem Imperatrici nostras , sub hoc litteras destinasse , credentes quod & ipsa velit libenter ut idem negotium ad Apostolicæ sedis remittatur examen , &c. Datum lat. vj. Kalend. Februarii , Pontif. nostri anno vj.

---

Nº. III.

*Ex Diplomatario manuscripto Poloniae apud Sommersberg , tom. II, script. Rer. Siles. in Mantissa Diplom. pag. 81.*

**L**UDOVICUS , Hungariæ Rex , donat Casimiro I, (III.) Regi regnum Russiæ , hâc conditione quod si Rex Poloniae , prolem masculinam susceperit , tunc filius Regis , acceptis millibus florenis Hungaris Regi cedere Russia tenebitur. Sin vero Casimirus , absque masculinâ prole decesserit , regnum Russiæ ità quemadmodum & Poloniae devolvetur , secundum priora pacta ad Regem Hungariæ. Datum Budæ , infrà octavas festi Paschæ , anno Domini 1352.

## Nos IV. &amp; V.

*Copia donationis super Bona Polonica.*

Nos Maria, Dei gratiâ, Regina Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Memoriam commendamus tenore præsentium significantes, quibus expedit universis quod Serenissimo & Excellentissimo Principe olim Domino Ludovico, præmissa, Dei gratiâ, Rege Hungariæ, Poloniæ, Dalmatiæ, &c. Felicis & laudandæ recordationis genitore nostro benignissimo volente Domino cœli, cujus nutu omnia reguntur & disponuntur, absque prole masculinâ de medio sublato, nobisque jure successorio, & ordine genituræ coronam & solium dicti Regni Hungariæ, ac sceptrum regiminis ipsius genitoris nostri feliciter adeptis, Joannes, filius Andreæ de Pallugya, ad nostram ac Serenissimæ Principis Dominæ Elisabeth, eadem gratiâ Reginæ Hungariæ genitricis nostræ, benignissimæ veniendo præsentiam, suas fidelitates & obsequiorum merita, quibus primum eidem Domino Regi Ludovico, ac tandem nobis posse tenus studuit complacere, proponens ac in memoriam nostræ revocans Majestatis portionem possessionariam in possessione Demetrovich, vocata habitam quæ quondam Delsk, ac portiones possessionarias in possessionibus Jesmanich, Plesevich & Popovich, vocatis habitas & existentes quæ quondam consortis Ivan hominum ut fertur, absque heredibus utriusque sexûs defunctorum præfuisse asseruntur, in re-

gno nostro Russiæ, in districtu Premizliensi existentes, rationeque previa ad manus nostras regias devolutas sibi, & Ladislao & Michaeli uterinis, nec non Andreæ, filio Philippi Patrueli, fratribus suis à nobis perpetuo conferri postulavit. Nos igitur quæ cunctorum merita animo debemus metiri pietatis consideratis præmissis fidelitatibus & fideliorum obsequiorum meritis, ipse Johannes, quibus idem primum annotato, Domino Regi Ludovico, & demum ut præmentionatum eodem de medio sublato, nobis locis & temporibus opportunis, juxta suæ possibilitatis exigentiam indefinenter studuit complacere prædictas portiones possessionarias in dictis possessionibus Demetrovich, Jesmanich, Plesevich & Popovich vocatis, habitas annotatos quondam Detsk & Dominam condam consortem Ivan de jure contingentes, prout eadem de jure nostræ Regiæ pertinere discernuntur collationi cum omnibus earum utilitatibus & pertinentiis universis, sub eisdem metis & terminis ac conditionibus — quibus per præfatos condam Detsk & Dominam consortem Ivan habitæ fuerunt, & possessæ de consensu ejusdem Domine genitricis nostræ Prælatorumque & Baronum nostrorum consilio præmaturo, eidem Joanni, ac Ladislao, Michaeli & Andreæ fratribus suis, eorumque heredibus & posteritatibus universis dedimus, donavimus & contulimus imò damus, donamus & conferimus, jure perpetuo & irrevocabiliter tenendas & habendas testimonio præsentium mediante salvo duntaxat jure alieno. Datum Budæ, in octavis festis beati Michaeli Archangeli, anno Domini millesimo tercentesimo octuagesimo quinto.

*Copia Statutionis.*

Nos, Emericus Bubek, totius regni Russiæ Capitaneus, significamus tenore præsentium quibus expedit universis. Quod Joannes, filius Andreæ, nobilis de Kis-Pallugya, de Comitatu Lyptoviensi litteras Serenissimæ Principis Mariæ, Dei gratiâ, Reginæ Hungariæ, præsentavit nobis in hæc verba: Maria, Dei gratiâ, Regina Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Fidelibus suis magnifico Domino Bubek, Capitaneo totius Russiæ, vel Castellano, cuidam Premissiensi, salutem & gratiam. Cum nos portiones possessionarias hominis cujusdam Detsk dicti, qui ut dicitur absque hæredum solatio universæ carnis debitum persolvisset Demetrovich, & alias portiones ejusdem ubicunque locorum situatas, & quocunque nomine vocitatas: item Jesmenich, Plesevich & Popovich vocatas, ad præfatum castrum — vocatum spectantibus & pertinentibus, Johanni, Ladislao & Michaeli, filiis Andreæ de Kis-Pallugya, & Andreæ, filio Philippi, de eadem aliis litteris nostris mediantibus novæ donationis titulo duximus concedendas, eosdemque in dominium earundem possessionariarum portionum volumus per vestram fidelitatem legitimè statuere & introduci; fidelitati igitur vestræ mandamus & committimus præsentibus perceptis, eosdem Joannem, Ladislaum, Michaellem & Andream in dominium earundem possessionariarum portionum introducere & consuetudinibus dicti regni Russiæ, statuere de beatis præmissæ nostræ novæ donationis titulo possidendas. Datum Budæ, in octavis festi beati Michaelis

lis Archangeli , anno Domini 1385. « Nos itaque  
 » præsentes litteras Dominæ nostræ Reginæ honora-  
 » biliter , ut tenemur , accepavimus , possessiones-  
 » que Demetrovich , & alias etiam pertinentes cujus-  
 » dam hominis Defsk , vocati absque hæredum sola-  
 » tio decessi & defuncti nec non Jesmenich , Plese-  
 » vich & Popovich ad castrum — pertinentes &  
 » spectantes sæpè dictis Johanni , Michaeli Ladislao  
 » ac Andreæ , fratribus suis , juxtà perceptum litte-  
 » rarum reginalium assignavimus in perpetuum &  
 » statuimus ipsis , hæredum ipsorum successoribus ,  
 » jure perpetuo & irrevocabiliter possidendas , te-  
 » nendas & habendas , nullius contradictione ob-  
 » viante. In cujus rei testimonium perpetuamque  
 » firmitatem præsentes sigillo nostro consignantes, ei-  
 » dem Johanni & fratribus suis prænotatis duximus  
 » concedendas. Datum in Burga , eadem die festi  
 » Sanctorum omnium , anno prænotato ».

---

 N°. VI.

**N**os , Wladislaus , Dei gratiâ , Rex Poloniæ , nec  
 non terrarum Cracoviæ , Sandomiriæ , Siradiæ , Lan-  
 cicie , Cujaviæ , Lithuaniæque , Princeps supremus  
 Pomeraniæ , Russiæque , Dominus & hæres , &c.  
 Ad certitudinem præsentiam & memoriam futuro-  
 rum. Inter varias sollicitudines curasque multiplices  
 quæ ministerio Regiæ dignitatis incumbunt de paci-  
 fico & salubri statu regnorum nostrorum sollicitè co-  
 gitare nos convenit , ut in regnis ipsis ac subditis nos-  
 tris vigeat tranquilla beatitudo quietis & solidæ pa-

cis gratia nutriatur. Summopere igitur occurrendum est ut non crescant, jurgia sed juxtà Magistrum bonorum omnium caritatem quæ nihil sapit extraneum, nil asperum, nil confusum imo propria æquitate nutrit concordiam dissociatos conjungit, pacem & unitatem consolidat, cupientes itaque omnium displicentiarum, odiorum, injuriarum, dissensionum, & guerrarum materias & fomites inter Serenissimum Principem Dominum Sigismundum, Romanorum Regem, semper Augustum & Hungariæ Regem, &c. Fratrem nostrum carissimum ab unâ, nosque & præclarum Principem Dominum Vitoſdum, Magnum Ducem Lithuanix, fratrem nostrum dilectum partibus ex alterâ, ac regna dominia & subditos cujuslibet nostrum quoquomodo hactenus, exortas & atemplatas tollere & suffocare, & ad statum debitum mutux caritatis unione laudabili deducere, ad hujusmodi connexionis, pacis fraternitatis & concordix in concussæ duraturam devenimus unionem, primò nempe ex certâ nostrâ scientiâ, & in virtute fidei Catholicæ perfectæ, & puro corde ac verbo regio accedentibus ad hoc etiam Prælatorum, Baronum & Procerum regni Poloniæ pariter consensu & assensu assumimus & pollicemur; quod ab hac die & horâ in antea, puram, veram & sinceram fraternitatem una cum prædicto Domino Alexandro, Duce Lithuanix, &c. Pro quo Domino Sigismundo Regi, &c. Prædicto facimus cautionem, quod idem Dominus Alexander Dux Lithuanix viceversa sibi eandem fraternitatem jugiter observabit & per suas authenticas & privilegiales litteras firmabit, exhibebimus & servabimus, ipsumque contra omnem hominem viventem ipsum invadere hostili-

ter molientem totis nostris viribus adjuvabimus , & quod auxilium vel consilium nunquam dabimus nec consentiemus contrà ipsius statum seu aliam neque in periculum seu necem ipsius personæ nos vel alium , personas aliquatenus machinabimur aut machinari volentibus consentiemus , sed potius conservationem sanitatis & vitæ ipsius , honorem quoque ipsius pro posse procurabimus & quod de regnis terris dominiis vasallis & subditis ipsius , nullo unquam tempore quidquam attemptabimus , damnum quoque & periculum statûs & personæ , ac honoris ipsius avertemus ; proditoribus ac rebellibus ejus non consentiemus , imo fraternitatem ipsius in talibus ubi sciverimus præveniemus , sibi intimando defendemus ac ei assistemus , ac omnia alia & singula ergà ejus fraternitatem generaliter & specialiter attendemus & efficaciter observabimus , quæ verè & sincerè fraternitatis vinculum exigit , & quæ in præsentibus litteris nostris per distinctiones & continentias earundem in suis punctis , clausulis & articulis sententiis quoque , & capitulis universis comprehenduntur promittimus firmiter inviolabiliterque , & effectualiter attendere & retinere , prout viccaria & reciproca vicissitudine præfatus Dominus Sigismundus , frater noster carissimus hæccine nobis & eidem Domino Alexandro , Duci Lithuanix , tenenda & observanda repromisit. Verùm quia super terris Russiæ & Podolliæ , Moldaviæ inter ipsum Dominum Sigismundum , &c. Et nos & occasione earundem inter cætera dissensionis materia vertebatur , in facto itaque Russiæ terræ inter præfatum Dominum Sigismundum , &c. Et nos & occasione concordatum extitit hoc modo , vi vita sibi in simul & nobis comite usque ad diem obitûs

unius ex nobis quem prius nutu divino *exemi* contingat ab humanis , inter ipsum Dominum Sigismundum Regem , &c. Nos & Dominum Alexandrum , prædictum pacis & treugarum fœdera habeantur , & in concusse observentur modo *infra* scripto , quibus treugis durantibus terram Ruffiæ , prout tenemus pacificè tenebimus , sine impedimento prædicti Domini Regis Sigismundi , &c. Et regnorum ac subditorum ipsius aliquali , in terrâ verò Podolliæ , idem Dominus Sigismundus , Rex , &c. Tam per se quam per suos subditos promisit , nos non impedire , neque alicui ad illam impediendam consilium favorem vel auxilium præstare treugis durantibus *infra* scriptis. Item in casu quo nos eundem Regem Wladislaum memorato Domino Sigismundo , Rege fratre nostro , &c. Vocatione divinâ præmori contingat , ex tunc post obitum nostrum prædictæ treugæ *infra* quinque annos immediate sequentes debent perdurare , & à converso si prædictum Dominum Sigismundum Regem prius nobis decedere acciderit , fœdera ejusmodi treugarum similiter *infra* quinquennium inter Hungariæ & Poloniæ , regna post ejus decessum debent firmiter observari , & *infra* prædictos quinque annos treugarum videatur de justitiâ & jure partium , secundum seriem & continentias litterarum alias per Prælatos & Barones , utriusque regni Hungariæ videlicet & Poloniæ , primum in Iglaviâ alio nomine in novâ villâ & alterâ vice in antiquâ villâ confectarum , quarum contenta habentes hic pro sufficienter insertis quoad hoc in suo robore volumus permanere. Prætereâ de terrâ Moldvæ sive Moldaviæ taliter ut sequitur inter eundem Dominum Sigismundum , Regem , &c. Fratrem nostrum

carissimum & nos est mutuo concordatum , ex quo enim Magnus Alexander Voyevoda Molduanus , ad beneplacita & mandata nostra se nobis dinoscitur obligasse , quam obligationem Dominus Sigismundus , Rex , prædictus ob amorem puræ & sinceræ fraternitatis nostræ nolens turbare vel impedire , ideò dispositum extitit & firmatum , ut quotienscunque Turci & Infideles terras Coronæ Hungariæ , cum valido exercitu hostiliter invaderent & eandem depopulare & devastare molirentur , aut quodocunque prædictus Dominus Sigismundus , Rex , &c. Contrà prædictos Turcos , aut infideles mille lanceas vel plures armaret & contrà ipsos ad expeditionem extrà fines regni sui Hungariæ destinaret , ex tunc ad ipsius nunciationem & significationem mandare debemus supradicto Moldvano , ut ipse in propriâ personâ cum suâ totâ potentiâ eidem Domino Sigismundo , Regi , &c. Et ipsius exercitui succurrat , & obsequia præstet fideliter & constanter , salvo si Molduanus ipse infirmitate notabili & gravi eo tunc esset præventus , quo casu nihilominus potentiam suam cum rectore exercitus sui Idoneo transmittere debeat , aut si saltem in servitio nostro cum suâ potentiâ pro tunc foret præoccupatus , qui si de mandato nostro ut prælibatur in succursum contrà Turcos vel infideles personaliter venire , vel infirmitate præveniente mittere suam potentiam recusaret , ex tunc nos ambo videlicet Sigismundus & Vladislaus , Reges simul debemus terram Moldaviæ , non obstante prædictâ obligatione potenter invadere , & ipsum Voyevodam Moldvanum ab eâdem amovere , & ditioni nostræ subjugare , optentamque inter nos Reges dividere , & per limites seu terminos infrà

scriptos distinguere tali modo , quod Sylvæ majores Bucobina dictæ incipiendo à montibus seu Alpibus Regni Hungariæ , inter eandem terram Moldaviæ & terram sepenicensensem situatæ penes Sereth protendentes se ad aliam sylvam minorem Burowina dictam , usque ad fluvium Pruth per medium dividi seu dimidari , & quod forum Jafskytarg in sinistrâ parte situm maneat pro nobis & terris Russiæ , forum vero seu villam Berleth , in dextrâ parte sita maneat Domino Sigismundo , Regi & Coronæ Hungariæ regni , transceso autem fluvio Pruth , residuæ Sylvæ directè procedendo per campos desertos usque ad mare pari modo cum eisdem campis desertis per medium dividantur , ità quod Byelegrod cum æquali medietate pro nobis & terris Russiæ , & Kylia cum aliâ æquali medietate pro Domino Sigismundo & Corona regni Hungariæ , maneant taliter dimidiatæ & divisæ & pars illa quæ ex tali divisione nobis cedit , remaneat in manibus nostris sub formâ pacis & treugarum super terrâ Russiæ , superius expressarum , ubi verò prædictus Molduanus constanter & fideliter mandata per nos in subsidium sibi injungenda Domini Sigismundi , Regis , &c. Et succursum adimplebit tunc prædicta totalis terra Moldvæ apud ipsum remanebit , etiam post obitum alterius nostrum Regum prædictorum ad quinquennium , sub fœdere treugarum prædictarum salvo jure utriusque partis. Item si aliquis vel aliqui ex subditis cujuscunque nostrum alterius regnorum nostrorum aut terrarum aliquas vastationes prædas , rapinas , vel incendia , vel aliaquæcunque maleficiorum genera in regnis & terris alterius commiserit vel commiserint , quod per hoc treugæ præmissæ non infringantur , sed quod

iiidem malefactores ad satisfactionem judicialiter compellantur, ita quod damna per ipsas facta de bonis eorum refarciantur. Et si iudicio parere contemnerent uterque nostrum ipsos tanquam maleficos persequi, & impugnare tenebitur & debet. Et ut prælibatur nullo dissensionis, displicentiæ, controversiæ, & maleficii genere superveniente quotiescunque & accidente interrumpi possit, & valeat quomodolibet vel dissolvi fœdus treugarum & inscriptionum prædictarum, sed ut in talibus delicta non maneant impunita, disposuimus ut undecunque contingat in talibus delinqui aut excessum fieri recurratur & intimeatur per injuriam & damnum patientem ad alterum oppidorum, ut pote de Incolis, regni Hungariæ ad oppidum Sandez, & de Incolis, regni Poloniæ ad oppidum Levcze, quæ quidem oppida teneantur iudicibus hinc indè ex utrâque parte deputatis, aut deputandis casum delictum & excessum intimare & ipsos invocare, uti in termino competenti iudices quatuor numero videlicet Comitatum de Sarus Scepusiensis, Vivariensis & Zempliniensis, pro tunc constituti & per Dominum Sigismundum, deputati ad instantiam & querelam incolæ de Polonia in antiqua villa, & ex adverso iudices totidem per nos præfatum Vladislaum, Regem Poloniæ constituti & in litteris nostris nominatim expressi ut pote Sandecensis & Voyniciensis Castellani iudex, & sub Camerarius Cracoviciensis etiam pro tempore constituti in villa Schramoviccze, aut in eisdem locis minor pars iudicum eorundem prout rei qualitas depoposcerit convenient ac iudicium & justitiam facient simpliciter & de plano, nec non subterfugiis cessantibus in delinquentes dignè animadvertant. Et

in corroborationem fidem & testimonium cautelæ  
uberioris sigilla Prælatorum , Baronum & Procerum  
regni nostri , quorum nomina singularis inferius ad-  
scribuntur penes sigillum nostrum regale præsentibus  
sunt appensa. Nos quoque miseratione divinâ , Ni-  
colaus , Archiepiscopus Haliciensis , ad Ecclesiam  
Gnezensem postulatus regni Poloniæ , Vice-Can-  
cellarius Albertus , Episcopus Posnaniensis , regni  
Poloniæ , supremus Cancellarius , Somovithus Se-  
nior Boleslaus ; Mazoviæ Sigismundus , Novogro-  
densis , Dei gratiâ , Duces , Johannes de Tarnow ,  
Cracoviensis , & Mathias de Labichino , Brestensis  
Palatini , Sbigneus de Brzesze , regni Poloniæ , Mar-  
chalcus Johannes Szekoczini , Lublinensis ; Johannes  
de Tholischow , Calisiensis ; Dobrslaus de Olschmiza ,  
Voynicensis ; Martinus de Calinow , Siradiensis ;  
Domarath de Cobyłani , Begecensis ; Sbigneus  
Bansk de Altomonte , Bospergensis ; Paulus de Bogu-  
milovice , Polanecensis ; Slaweez de Boglewieze ,  
Czirnenfis Castellani ; Johannes de Melstin , Bar-  
tossius de Charbinovice , Sandomiriensis ; Donyń de  
Skrzino , Cuyaviensis , sub-Camerarii ; Zavissius de  
Olesnica , Tribunus , Lubliniensis ; Virzbantha de  
Branice , Dapifer , Gnevossius de Dalevice , sub-  
Dapifer ; Florianus de Dzaduschieze , sub-Pincerna ,  
Cracoviensis ; Adam de Thur , Lanciciensis ; Nico-  
laus de Milcovice , Siradiensis , sub-Dapiferii ; Ja-  
cobus de Boturzin , Magister Curie , & sub-Came-  
rarius Reginalis ; Dobeslaus de Kuroswauky , Joa-  
nes Manzik de Drambova , Zanissius Niger de Gar-  
bow , Petrus de Mezwez , Andreas Czolek de Of-  
tralauka , Capitaneus Haliciensis ; Paulus de Biscu-  
pieze , Cristinus de Gozeglovii , Zalica de Kors-

kyew, Nicolaus Powala de Tarzow, Groth de Ostrow, Johannes de Osolin, Henricus de Rogow, Petrus de Chelin, Petrus de Cordbock, Stanislaus de Wynarii, Nicolaus Sinowecz de Warsangow, Nicolaus Cracowka de Wsczischonicze, Andreas de Brotoczicze, Jacobus de Grzibaw, Raphael Borowecz de Dalescheovice, Nicolaus Stauka de Rudka, Devslaus de Wlostonice, Adam Scheviga de Moskorzow, bona fide & christianice nostris, & fratrum regnicolarum que universorum vice & nominibus assumimus, pollicemur & fide jubemus, quod omnia & singula superius scripta & expressa præfatus Dominus noster Wladislaus, Rex, attendet & nosque attendemus & servabimus, suam quoque serenitatem toto conamine inconcussè observando inducemus, dolo & fraude, in præmissis omnibus & singulis procul motis. Datum in Lyblyo, decima quinta die mensis martii anno Domini millesimo quadragentesimo duodecimo, &c.

Sigillum Regis appensum, cum aliis quinquaginta Magnatum Poloniæ, quorum duodecim avulsa sunt.



N<sup>o</sup>. VII.

**W**LADISLAUS , Dei gratiâ , Rex Poloniæ , nec non terrarum Cracoviæ , Sandomiriæ , Syradiæ , Lanciciæ , Cuyaviæ , Lithuaniæque Princeps supremus Pomeraniæ , Russiæque Dominus & hæres. Notum facimus quibus expedit universis. Quomodo cupientes ea quæ per Prælatos & Barones nostros videlicet Reverendos in Christo Patres Dominos Nicolaum sanctæ Gneznensis , & Nicolaum Sanctæ-Halicensis , Ecclesiarum Archiepiscopos ac validos viros Christinum de Ostrow , Castellanum Cracoviensem , Nicolaum de Michalow , Sandomiriensem Palatinos , Michaellem de Bogumilovicze , Sandomiriensem , Johannem de Sczekoczyn , Lublinensem Castellanos , Sbigneum de Brzeze , regni Poloniæ , Marschalcum & Zavisium de Oleschnicza , Tribunum Lublinensem , in Iglavia alio nomine nova villa feriâ tertiâ proximâ ante Dominicam Ramis palmarum , non præteritam , cum Prælati & Baronibus Domini Sigismundi , Regis Hungariæ , illustris fratris nostri carissimi ipsius plenam & omnimodam potestatem habentibus , tractata sunt alterutrum & conclusa , eorumque litteris efficaciter roborata ac firmata ad finem debitum , ac præfectum reducere ad conventionem , & terminum placitorum ad diem Sancti-Martini proximè venturum nostris Prælati & Baronibus in Schramowiczæ , Prælati verò ac Baronibus ipsius Domini Regis Hungariæ in antiqua villa statutum & præfixum juxtà con-

tinentias litterarum Prælatorum & Baronum prædic-  
 torum, hos Prælatos videlicet venerabiles in Christo  
 patres, & Dominos Jacobum Plocensem, Albertum  
 Pofnaniensem, Nicolaum Vilnensem & Mathiam  
 Premizlensem, Episcopos, Barones autem Christi-  
 num Castellatum Cracoviensem, Joannem Liganza  
 Lanciciensem, Mathiam Calisiensem Palatinos,  
 Georgium alias Gedigolt, consiliarium fratris nostri  
 Ducis Alexandri, alias Vithowd, Capitaneum Po-  
 doliæ, Joannem de Sczekoczim, Lubliniensem,  
 Nicolaum Santocensem, Castellanos, Joannem  
 Cracoviensem & Petrum Siradiensem judices, de  
 ipforum fidei puritate solerti industriâ maturo consi-  
 lio & providâ circumspectione plurimum confiden-  
 tes, & maximè præsumentes, dirigimus, desti-  
 namus & mittimus, ipsosque in judices amicales  
 compositores & arbitrarios decisores, omniumque  
 negotiorum & causarum nostrarum gestores eligimus  
 & constituimus, juxtâ formam & tenorem littera-  
 rum, ut promittitur, per prædictos Prælatos & Ba-  
 rones in Iglavia, alio nomine in Novavilla, super fi-  
 nali decissione & conclusione omnium factorum inter  
 nos, & prædictum Sigismundum, Regem Hunga-  
 riæ, vectentium, confectarum. Hoc expresso quod  
 Si unus, aut plures ipforum mortui, aut legitimè  
 impediti fuerint, quod alii vel alius loco ipforum  
 ponantur & locentur, dantes & concedentes eisdem  
 Prælati & Baronibus nostris meram, puram absolu-  
 tam & omnimodam nostram regiam autoritatem, ex  
 certâque scientiâ nostra, & animo deliberato plenam  
 ac omnimodam potestatem, omnium displicentiarum,  
 causarum, controversiarum & injuriarum ma-  
 terias, inter nos regnum, terras, dominia, metas,

limites territoria & confinia nostra ac Dominum Sigismundum, Regem Hungariæ, terras, subditos, territoria, dominia, metas, limites & confinia ipsius currentes & exortas judicandi, sententiandi, tractandi, concordandi, arbitraliter decidendi, componendi, concludendi ac juridicè finaliter terminandi simul etiam vel divisint terminosque ad decidendum, si semel decidi ac terminari non poterint, prorogandi & statuendi totiens quotiens fuerit opportunum. Promittentes ratum gratum, atque firmum perpetuo tenere & servare quidquid per ipsos judicatum tractatum compositum decisum ac conclusum fuerit in præmissis, harum quibus sigillum Majestatis nostræ appensum est testimonio litterarum. Datum in Becz, die proximâ ante festum Sancti Martini, anno Domini millesimo & quadringentesimo undecimo.

Dominus Rex perse.

---

Nº. VIII.

Nos Jacobus, Dei gratiâ, Plocensis, Albertus Pofnaniensis, Nicolaus Vilnensis, Mathias Presmiliensis, Ecclesiarum Episcopi, Christinus de Ostrow, Castellanus Cracoviensis, Johannes Liganza, Lanciciensis, Mathias de Wantzoche, Callisiensis Palatini, Georgius alias Gedigolt, Consiliarius Ducis Alexandri, alias Witowd, Capitaneus Podoliæ, Johannes de Szekoczini, Lublinensis, Nicolaus de Bloczischow, Santocensis Castellani, Joannes Cracoviensis & Petrus Siradiensis, judices. Signifi-

camus tenore præsentium quibus expedit universis. Quod habito & servato die conventionis , & termino placitorum per venerabiles in Christo Patres Dominos Nicolaum Gneznensem & Nicolaum Halicensem , Archiepiscopos , Christinum de Ostrow , Castellatum Cracoviensem , Johannem de Tarnow , Cracoviensem , Nicolaum de Michalow , Sandomiriensem Palatinos , Michaellem de Bogumilowicze , Sandomiriensem , Johannem de Szekoczini , Lublinensem Castellanos , Sbigneum de Brzeze , Marschalcum , regni Poloniae & Zavissium de Oleschnicza , Tribunum Lublinensem , Consiliarios & Ambasitores Domini nostri Vladislai , Regis Poloniae , juxta festum Sancti-Martini , nobis in Schramoviecze , & Prælati ac Baronibus , Serenissimi Principis Domini Sigismundi Regis Hungariae , &c. In antiqua villis juxta tenorem litterarum per eosdem Consiliarios & Ambasitores Domini Vladislai , Regis Poloniae , Domini nostri gratiosissimi in Iglavia , alio nomine in Novavilla confectarum , cum Prælati & Baronibus , videlicet Domino Ladizlao , Episcopo Timiniensi , nec non Ecclesiae beatæ Mariæ Virginis in Czepus gubernatore , Symone de Rosgon , judice Curiae Domini Regis Hungariae , Emerico de Pereni , secreto Cancellario Domini Regis Hungariae . Petro de Pereni , alias Comite seculorum Johanne de Rosgon , Stephano de Nana , Petro de Brizoviczs , Comite , Czepusienfi , Matheusch Paluz , Comite de Borfed , Castellano de Druzdzur , Johanne de Humenna , Stephano , filio Pauli de Szomosch , Benedicto Czuder , & Johanne , filio Jacobi de Nadmihal , ad eandem conventionem per Serenissimum Principem Si-

gismundum , Regem Hungariæ , missis de speciali & expresso mandato Serenissimi Principis Domini Vladislai , Regis Poloniæ , Domini nostri gratiosissimi ad hunc finem devenimus , & hoc in eadem conventionione conclusimus , primo & principaliter quod treugæ pacis per Serenissimos Principes Dominos Sigismundum Hungariæ , &c. Et Wladislaum , Poloniæ Reges , regnaque & Dominum Alexandrum , alias Withowd & subditos ac coadjutores ipsorum firmiter inviolabiliterque ac Christianice à die datæ præsentium usque ad festum Assumptionis beatæ Mariæ Virginis , gloriosæ proximæ affuturum , debent teneri & servari. Ita quod interim ipsis stantibus ac firmiter observatis pro firmandâ pace perpetuâ , prædicti Serenissimi Principes & Domini Sigismundus Hungariæ , & Vladislaus , Poloniæ Reges , ipso die dominico carnis privii proximè affuturo , quo in Ecclesiâ Dei , esto mihi decantatur , vel alia die si quam aptiorem eis invenerint ipse Dominus Sigismundus , Rex Hungariæ & Kersmarth , vel in Lubowla , & Dominus Vladislaus , Rex Poloniæ in Sandecz debent constitui , & ibi demum de personali conventionione per ipsos facienda die & loco aptis providere , ad quam utique quilibet ipsorum regum debet venire , nisi infirmitate aut aliquo alio legitimo & notabili impedimento esset impeditus , quod utique impedimentum si occurrerit , unus alteri significando declarabit. Si autem , quod absit , habitâ conventionione , ut promittitur , personali , ipsi Domini Sigismundus Hungariæ & Vladislaus Poloniæ Reges perpetuam inter se non fecerint unionem , ex tunc ad festum beatorum Philippi & Jacobi , Apostolo-

rum proximè affuturum juxtà seriem litterarum in Iglaviâ , alias in Novavillâ confectarum , Prælati & Barones Domini Sigismundi Regis Hungariæ in antiqua , & Prælati ac Barones Domini Wladislai , Regis Poloniæ , in Schramovicze , ad idem faciendum precisè & directè debent iterum convenire , & omnes displicentias diffensiones ac injuriarum materias , inter eosdem Dominos Sigismundum Hungariæ & Wladislaum Poloniæ Reges , currentes & exortas per modum concordiaë aut judicialiter seu rigoræ justitiæ , prout litteris prædictis in Iglavia , seu in Novavillâ confectis describitur , decidere , rectificare , & complanare , quæ quidem litteræ per Prælatos & Barones in Iglaviâ , alio nomine in Novavillâ pro perpetuâ unione inter prædictos Dominos Sigismundum Hungariæ & Wladislaum , Poloniæ Reges confectæ & conscriptæ , non obstantibus iis inscriptionibus quas ad conventiones per Dominos prædictos Sigismundum Hungariæ & Wladislaum , Poloniæ Reges habendas , & treugas quas ad festum Assumptionis Beatæ Mariæ proximè affuturum servandas conficimus & facimus præsentibus in omnibus earum clausulis , articulis , punctis , distinctionibus , conditionibus , & sententiis debent inviolabiliter observari & teneri , ac etiam in suo robore permanere , illo etiam addito specialiter & expresso , quod ipse Dominus noster Wladislaus , Rex Poloniæ , cruciferos de Prusfiâ , per guerras & contentiones guerrarum notabiles non invadet , non turbabit , sed juxtà tenores litterarum quarumcunque inter ipsum Dominum Wladislaum , Regem Poloniæ , ejusque fratrem Dominum Ducem Withowdum , ex una & ipsos cruciferos

ex altera parte , quomodolibet confectarum facta sua cum ipsis disponet. Si autem ipse Dominus Wladislaus , Rex Poloniæ , Dominus noster graciosus , eos , quod Deus auferat per guerras manifestas ut præmittitur molestaret , contra inscriptiones proprias super unione perpetuæ pacis , inter ipsum & eosdem cruciferos confectas , ex tunc Dominus Sigismundus , Rex Hungariæ , ad servandas pacis , treugas quas à die datæ præsentium ad prædictum Assumptionis Beatæ Mariæ festum proxime affuturum statuimus & fecimus , non debet esse ad strictus seu ligatus. Si autem ipsi cruciferi ex adverso inscriptiones ipsi Domino Wladislao , Regi Poloniæ , factas violarent , & eas servare contemnerent , tunc ipse Dominus Sigismundus , Rex Hungariæ , &c. Debet recedere ab ipsis cruciferis , & nulla penitus ipsis auxilia , subsidia & consilia præstare tenebitur adversus Dominum nostrum Regem Poloniæ , & fratrem ipsius Dominum Alexandrum alias Withowd , & ipsorum coadjutores in litterâ unionis contentos & conscriptos publica vel occulta. Promittimus insuper bona fide sine dolo & fraude , quod præsentis litteras Dominus Wladislaus , Rex Poloniæ , prædictus Dominus noster gratiosissimus in omnibus eorum articulis , clausulis & conditionibus tenebit & servabit , & litteris suæ Majestatis , sigillo confirmabit quas in castro Czornsteyn , ipso die Domini Epiphaniæ prædictis Prælati & Baronibus , cum quibus has inscriptiones fecimus tradendas & dandas reponemus , eo etiam non obmisso quod mercatores Hungariæ ad regnum Poloniæ , juxtâ tractatum & dispositionem in Iglaviâ alio nomine Novavillâ dicta habitam , cum eorum mercibus liberam transeundi & redeundi ac facta

eorum disponendi habebunt facultatem. Harum quibus sigilla nostra sunt appensa testimonio litterarum. Datum in Schramowicze, feriâ quintâ ipso die festi sanctæ Elisabethæ, anno Domini millesimo quadringentesimo undecimo.

---

## Nº. IX.

**N**os Wladislaus, Dei gratiâ, Rex Poloniæ, nec non terrarum Cracoviæ, Sandomiriæ, Siradiæ, Lanciciæ, Cujaviæ, Lithurniæque, Princeps supremus, Pomeraniæ, Russiæque, Dominus & hæres. Et Alexander alias Witawdus, Magnus Dux Lithuanix, &c. notum facimus quibus expedit universis. Altitudo divitiarum sapientiæ & scientiæ, Dei cuncta disponens numero, pondere & mensura, qui etiam corda tenet regnum & illa, quæ voluerit sua voluntate deflectit, nos cum Serenissimo Principi Domino Sigismundo, Dei gratiâ Romanorum, Rege fratre nostro carissimo, &c. Convenire disposuit ut inter nos mutuis hinc inde tractatibus colloquiis & placitis, observatis & habitis, inter nos ab unâ & præfatum Dominum Sigismundum Romanorum, &c. Regem fratrem nostrum carissimum parte ab alterâ super omnibus odiis, displicentiis, erroribus, rancoribus, displicentiis, discrepantiis, lesionibus, damnis, injuriis & offensis, post perpetua pacis, fœdera dudum in Librio inita inter nos utrumque subortis suscitatis & occasione quacunque à quacunque parte transgressis mutua caritas & rediviva fraternitas oriretur, omnium rancorum, odiorum & displicentiarum, dis-

ensionum , damnorum , injuriarum , offensarum , & discrepantiarum , spiritûs sancti nos gratiâ , dirigente ammotis prorsus fomitibus & incentivis peremptis , paxque perpetua & tranquillitas restaurentur , quia non nisi pacis in tempore bene colitur auctor pacis. Idcirco non per errorem aut improvidè sed animo deliberato sano Prælatorum , Principum , Baronum & Procerum nostrorum fidelium accedente consilio hujusmodi , pacem , unionem & fraternitatem restauravimus , reduximus , restauramus & reducimus ad fraternæ caritatis pristinæ perfectionem , quæ per quædam incommoda damnorum , injuriarum & offensarum , prædictarum fuerat aliquando tempore intercepta , ita quod ad ea mala nunquam de cætero sub fide & honore & pondere , præstiti , juramenti , instantibus seu obviantibus , suggestionibus susurriis , & persuasionibus quorumcunque quomodo libet revertemur , nec eorum ullo unquam tempore nos & hæredes , & successores nostri inter nos in malo debemus nec volumus reminisci , ad animum revocare , invocare vel movere , ex novis vel aliis quibuscunque causis & casibus emergentibus in futurum , in quocunque statu , vel dignitatis , aut Eminentia dirigente , Altissimo fuerimus sublimati , sed dictum Dominum Romanorum & Hungariæ Regem , mutuis favoribus & amoris vinculo prosequi tenebimur , ac si nunquam inter nos & eum dissensiones , odia , damna , & injuriæ hujusmodi contigissent , ipsumque vera perfectâ & christianicâ , & indubitâtâ caritate complecti juxtâ litteras , & inscriptiones inter nos in Libro editas & sub fidei puritate & juramento firmatas. Insuper promittimus pro nobis , hæredibus & successoribus nostris ac sub fide & honore

nostris purissimis, pollicemur pro nobis terris & subditis Regnorum nostrorum, nostris & ipsorum nominibus quod universas & singulas litteras inscriptiones privilegia, contractus, pactiones & munimenta omnia inter nos, & dictum Dominum Sigismundum Romanorum & Hungariæ Regem, fratrem nostrum carissimum & ejus subditos inita, concepta edita facta & finita sub quacunque formâ verborum seu tenore quocunque tempore, & in quibuscunque locis & præsertim litteras prædictas in Librio juramento firmatas, quas hic habere volumus pro insertis, servabimus, nec ratione & occasione hujusmodi odiorum, displicentiarum, injuriarum, damnorum, læsionum & perturbationum inter nos, & dictum fratrem nostrum forte suadente seminatore zizaniæ suscitatarum ullam instantiam, læsionem damnum præjudicium & jacturam quomodolibet faciemus, sed semper hujusmodi concepta fraternitas, pacta fœdera & caritatis vinculum in solida, perfecta, continua & perpetua firmitate in eo statu & vigore in quibus a primævis eorum exordiis fuerant, debent inviolabiliter remanere & jugiter priorem effectum & efficaciam obtinere, easdem litteras privilegia & contractus præfatos innovantes, ratificantes, gratificantes, roborantes, & de certâ nostrâ scientiâ confirmantes. Et nos Albertus, Dei gratiâ, Episcopus Cracoviensis, Regni Poloniæ, Cancellarius supremus Semowithus junior, & Alexander eâdem gratiâ, Duces Mazoviæ, Johannes de Tarnow Cracoviensis, Sandziwogius de Ostrovog Poznanienfis, Nicolaus de Michalow Sandomirienfis, Mathias de Labischin, Brestensis Palatini, Mosticius de Stanchow Poznanienfis, Dobesslaus de Oleschnicza Woy-

nicensis, Florianus de Corithnicza Wysslicienſis, Johannes de Tolifchkow Calisienſis, Martinus de Rithwany Zavifchoſtenſis, Domaratus de Coby-lany Becenſis, Sbigneus de Altomonte Roſpergenſis, Johannes de Lanzencize Santhocenſis, Johannes de Lichin Srzenienſis Caſtellani, Sbigneus de Brzeze, Maſchalculus Regni Poloniæ; Georgius Gedigold, Capitaneus Podoliæ; Nicolaus Sepensky, Conſiliar-ius Magni Ducis Lithuaniæ; Zaniſſius Niger de Garbow, Capitaneus Cruchnicenſis; Henricus de Rogow, Vice-Theſaurarius regalis; Johannes Man-ſyk de Dambrowa, Pincerna regalis; Albertus Maſsky Lancicienſis, Thomaffius Scheliga Siradien-ſis, Petrus de Pyſary, Reginalis ſub Camerarii; Pau-lus de Biſcupicze, Gladifer regalis; Johannes & Spiſko de Melſtyn Domini, Dobrogoffhius Swidwa de Schamotuli, Stanislaus de Chodow, Venator Lancicienſis; Petrus de Medwez, Inciſor Regius; Johannes Noſs de Dobrkow, Laurentius Zaramba, Maſchalculus Curia regalis; Sbigneus de Lapanow, Camerarius Cracoviienſis; Petrus de Curow Thom-ko, Kalsky; Johannes Glowacz de Oleſchnicza, Nicolaus de Powala de Taczowo, Nicolaus de Chranſtow, Iwo de Wywla, bona fide & chriſtia-nicâ noſtris & fratrum regnicolarumque univerſorum vice & nominibus aſſumimus & pollicemur, quod omnia & ſingula ſuperius ſcripta & expreſſa Domi-nus Wladislaus, Rex & Dux attendent, noſque at-tendemus & ſervabimus ſuamque ſerenitatem incon-cuſſe obſervandum inducemus dolo & fraude in om-nibus & ſingulis præmiſſis proculmotis. Præſentium ſub noſtræ Majeſtatis & noſtri Alexandri alias Wi-

taurdi , ac etiam Prælatorum , Principum & Baronum , prædictorum sigillorum testimonium litterarum. Datum in oppido Kefmark , Strigoniensis Diocesis , anno Domini 1423 , feriâ tertiâ post Dominicam Ramis palmarum.

Cum quadraginta duobus sigillis magnatum Poloniae.

Nº. X.

**W**LADISLAUS tertius , Dei gratiâ , Rex Poloniae , nec non terrarum Cracoviae , Sandomiriae , Syradiae , Lanciciae , Cujaviae , Lithuaniae , Princeps supremus Pomeraniae , Russiaeque Dominus & hæres , &c. Ad perpetuam rei memoriam. Ad populorum regimen & tutelam salutemque animarum , & potissimum fidei sanctæ defensionem & augmentum constitutas esse in orbe terrarum , ab eo per quem Reges regnant & Principes imperant , dominantium & regum potestates divini juris autoritas & humani liquido declarat & ostendit. Caruisset profectò humana conditio iugo dominii , nec libertatem à se quamvis eis natura donaverat homines abdicassent , nisi quod impunita licentia scelerum in evidentem humani generis perniciem redundabat , & sic ex necessitate quadam oportuit naturam subesse justitiæ , & servire justitiæ libertatem , sicque non ob hoc solum Dominos subditis divina sententia præfecit , ut eis imperando præessent , sed ut ipsis quo totius Reipublicæ salutis vigeret integritas , pacis & justitiæ copiam

ministrando prodesse. Verum cum illi summo omnium Principi Deo & Salvatori nostro, qui omnem regit mundum, nihil est quod fieret in terris acceptius quam salus animarum qui etiam de secreto patris, pro operanda omnium salute descendens in terris visus est & mortem subiit temporalem. Profectò quæ onus quod conducere ad salutem hominum non ambigitur subire & suscipere refugit summi Regis dilectionem ostendit se non habere. Quam ob rem cum postquam per obitum divæ memoriæ Serenissimi Principis Domini Alberti, Romanorum & Hungariæ Regis, regnum ipsum Hungariæ, suo destitutum fuisset rectore regni ejusdem Prælati, Principes, Comites, Barones ac Proceres Communitates, quatenus & sibi, & regni sui statui salubriter prospicerent solemnes ipsorum Ambassiatores & nuntios regni ejusdem, Prælatos & Barones, insignes & magnificos videlicet Reverendum in Christo Patrem Dominum Johannem Segniensem, Episcopum, Governatorem Abbatia de Sancto Gothardo, Mathkonem de Talloncz, regnorum Dalmatiæ & Croatiæ, ac totius Sclavoniæ Banum; Johannem de Peren, Magistrum Thavarnicorum regalium; Ladislaum de Paloncz, Magistrum Curia regalis; Emericum de Marczali, Magistrum Dapiferorum regalium, & Comitem Simigiensem, mandato & auctoritate totius regni prædicti falcitos ad præsentiam nostram in civitatem Cracoviensem transmittendos statuissent, qui in ibi constituti, post exactam & quam tantæ reipondus postulabat deliberationem, nos desiderio unanimi & voto concordi in suum Dominum & Regem regni Hungariæ præfati, nominaverunt & elegerunt.

runt , nosque subsequenter magnâ cum instantiâ summoque desiderio precati sunt , quatenus regni illius populorumque & dominiorum ejusdem regimen & gubernacula susciperemus , arbitrati , quemadmodum ex ipsorum votis satis collegimus, id ipsum pro bono & salute horum decorum Hungariæ & Poloniæ regnorum , proque ipsorum & Catholicæ fidei defensione & incremento plurimum expedire. Nos itaque Wladislaus , Rex prænominatus auditis eorumdem hujusmodi desideriis & ipsis attentiore consilio nostrorum Prælatorum & Baronum examinatis , & si dono Altissimi regni nostri Poloniæ prædicti amplissima dominia nobis ad dominandum , ad plenum sufficiant , ne tamen videremur & divinæ voluntati contrariæ & salutem populi christiani negligere , de consilio Prælatorum , Principum & Baronum , nostrorum considerato maxime qualiter prædicta regna sibi confinantia & barbaris nationibus finitima sunt murus & clypeus fidelium pro honore nominis divini & defensione fidei Catholicæ , si quod forte omnipotens Deus , ex unione horum regnorum pro incremento ipsius fidei operari & efficere dignabitur quod speramus , confisi de misericordiâ ipsius , desideriis præfatorum dominorum annuimus nominationi seu electioni ipsorum prædictæ de personâ nostrâ factæ consensum præbuimus & harum serie consentimus & annuimus. Utque cunctis innotescat nos ad eam rem cupiditatis ardore nec ambitionis amore sed eâ quam præmissimus animi sinceritate attractos esse pro bono statu ejusdem regni condiciones & modos infra scriptos , quos prænominati oratores regni Hungariæ prædicti per nos admittere & manu tenere ar-

dentius desiderarum de merâ nostrâ liberalitate grato effectu admisimus , & tenore præsentium ipsorum integrè & inviolabiliter servare & manu tenere pollicemur & spondemus. In primis itaque promittimus & pollicemur , quod postquam nos Deo favente regni prædicti Hungariæ diadema feliciter susceperimus in ipsâ coronatione nostrâ omnia jura , libertates & bonas consuetudines regni ipsius usque ad præsens tempus , tentas & observatas juramento & litteris nostris regalibus confirmabimus. Decreta quoque divorum ejusdem regni regum & prædecessorum nostrorum ac etiam omnes libertates , ac jura Ecclesiarum & Monasteriorum regni prædicti inviolabiliter & inconcussè servare ac ecclesias prædictas & bona ipsarum ab omnibus injuriis defendere & tueri promittimus. Similiter omnes donationes tam Ecclesiasticis quam sæcularibus personis vigorosas , & legitime , & signanter per Serenissimam Principem Dominam Elisabeth , ejusdem regni Reginam modernam factas tenebimus ac teneri , atque observari faciemus. Item promittimus atque pollicemur , quod regnum prædictum Hungariæ , & subditos ejusdem contra & adversus quoslibet inimicos ejusdem tam Turcos , quam quoslibet alios , ubicunque positos & occurrentes copiis regni Poloniæ prædicti , & dominorum suorum fideliter juxtâ posse sublevabimus , tuebimur & juvabimus , & reciprocomodo , ipsi regno Poloniæ , promittimus regnum ipsum Poloniæ , & subditos cum potentiis regni Hungariæ contra Tartaros , & quoslibet ipsius inimicos pari passu modo & vicissitudine fideliter tueri & adjuvare. Promittimus etiam & spondemus quod omni diligentia solli-

citudine & operâ nostrâ , quantum in nobis fuerit  
niti & laborare volumus pro recuperandis omnibus  
juribus & pertinentiis regni Hungariæ , præacti à  
quibuscunque occupatis. Eo etiam signanter expresso  
quod terræ Russiæ & Podoliæ remaneant in pacificâ  
possessione sicut hætenùs fuerunt , regni Poloniæ ,  
sine prejudicio Hungariæ & Poloniæ regnorum præ-  
dictorum , quousque inter Prælatos & Barones ,  
utriusque regni & quanto præfato Domino Regi vi-  
debitur , celebrari poterit conventio pro declaratione  
juris & tituli terrarum prædictarum , cui regno com-  
petant , hoc etiam specialiter adjecto , quod quoad  
articulum terræ Moldaviæ remaneat pronunc in statu  
in quo est , & adveniente tempore quo Domino  
Regi videbitur de consilio Prælatorum & Baro-  
num utriusque regni , fiat secundum quod in anti-  
quis litteris desuper confectis continetur. Præterea  
ut nostra in iis sincera intentio appareat , & ut quod  
verbo de juribus recuperandis & pertinentiis regni  
Hungariæ , dicimus & promittimus effectu ipso rei  
comprobetur , deturque intelligi , quanto affectu in-  
crementum regni ejusdem cupiamus , castrum Lublio  
in terrâ scepusiensi cum omnibus civitatibus oppidis  
villis quæ titulo pignoris usque ad præsens tempus  
ratione regni nostri Poloniæ , pacifice possedimus &  
tenuimus atque tenemus , promittimus & pollice-  
mur de nostrâ merâ liberalitate statim postquam cele-  
britas coronationis præmissæ feliciter facta fuerit &  
consummata reintegrare & liberæ restituere regno Hun-  
gariæ , absque quavis pecuniarum prædictarum in  
quibus pignori obligata fuerunt , exactione litteras-  
que quascunque superinde confectas mox post dictam  
Coronationem

coronationem restituemus. Promittimus insuper & pollicemur rebellibus & infidelibus regno Hungariæ, prædicto omnibusque & singulis extrâ fines regni ipsius ob eorum de merita pulsus & relegatis gratiam redeundi & resumendi in regnum ipsum non faciemus, absque consilio Prælatorum & Baronum regni prædicti pro ut hoc habet & obtinuit regni ejusdem antiqua consuetudo pro conservanda, quoque pace & quiete regni Hungariæ præmemorati & subditorum ejus promittimus & spondemus Serenissimam Principem Dominam Barbaram, Imperatricem Romanorum, in regnum Hungariæ, seu intra limites & pertinentias regni ejusdem non intrömistere nec induci facere, sed nec aliter quodmodolibet introducram in regno eodem absque voluntate & consensu Prælatorum & Baronum omnium regni prædicti confoveri, quæ quidem, si quid causæ contrâ quamcunque personam regni ipsius habeat habuerit ve in futurum, & de eadem agere & experiri voluerit, per procuratorem suum legitimum id prosequatur. Et nos cum Prælati & Baronibus regni, prædicti eidem justitiam plenam & expeditam ministrabimus & ministrari faciemus. Licebit tamen nobis secundum regalem munificentiam præfatæ Serenissimæ Dominæ Imperatrici, extrâ fines regni Hungariæ, supradicti pro statu ejusdem providentiam facere juxtâ placitum nostræ voluntatis. Præterea cum relicta Margaretha, quondam Johannis de Gara, propter quosdam notorios excessus suos per judicium quondam Serenissimorum Dominorum Sigismundi Romanorum, Imperatoris, quam etiam Alberti, Hungariæ Regis, de consilio Prælatorum & Baronum, ejusdem regni in

capite & in bonis condemnata dicatur, & propterea usque in præsens in carceribus teneatur, promittimus iudicium prædictum ratum & gratum habere, nec aliquos seu aliquem occasione huiusmodi molestari vel ab aliis impeti seu molestari permittere. Licebit tamen nobis eam propriæ libertati donare, & extrâ fines regni emittere. In cuius robur & testimonium præsentis litteras sigillo Majestatis nostræ communiri mandavimus. Actum & datum in civitate nostrâ Cracoviensi, octavâ die mensis Martii anno Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo. Per manus Magnificorum Johannis de Conneczpole, Cancellarii regni Poloniae, sincere dilectorum. Nos autem Prælati & Barones, atque Proceres regni Poloniae, pro suprascripto Serenissimo Principe Domino Rege nostro, promittimus atque pollicemur, quod præfatus Dominus Rex noster, hæc omnia suprascripta servabit, tenebit faciet atque attendet singula quæ indictis litteris continentur. In cuius testimonium sigilla nostra ipsis litteris appendi fecimus in robur & fidem ampliorem. Datum ut suprâ.

Sigilla quorum præter Regium, viginti magnatum appensa fuere, planè avulsa sunt, superstitis duntaxat aliquot pessulis membranaceis.



N<sup>o</sup>. XI.*Acta pacificationis , Bithomiensis & Bendzinensis.*

Nos infra scripti sacratissimi atque invictissimi Romanorum , Imperatoris Rudolphi secundi , nec non Hungariæ , Bohemiæque Regis , Archiducis Austriæ , &c. Domini nostri Clementissimi Universæque Serenissimæ domûs Austriacæ, regnorumque Cæsareæ Majestatis Hungariæ , Bohemiæ , cæterarumque Provinciarum deputati Commissarii, Guillelmus Ursinus à Rosenberg, domûs Rosenbergicæ , Gubernator, eques aurei velleris , sacra Cæsareæ Majestatis intimus Consiliarius & supremus regni Bohemiæ Burgravius ; Petrus Episcopus Jauriensis , regni Hungariæ Cancellarius ; Christophorus Poppl , Baro in Lobkowitz & Tachaw , sacra Cæsareæ Majestatis , Camerarius & supremus regni Bohemiæ Cameræ præfectus ; Richardus Strein , Baro in Schwartzenau , & Tirnstein , Stanislaus , Episcopus Olomucensis , Princeps Regalis , Capellæ Bohemiæ ; Comes Zaifridus à Promnitz , Baro in Pleßorau & Triebel ; Nicolaus Istwanfi de Kizazgon , falva officii Palatinatus , R. Hungariæ , locum tenens Capitaneus Soproniensis ; Johannes Kobentz , Baro in Proßedk , Ordinis Teutonici Commendator , ex unâ parte. Ex alterâ vero nos Serenissimi Principis & Domini Domini Sigismundi III , Regis Poloniæ , Magni Ducis Lithuanæ , Russiæ , Prussiæ , Mazoviæ , Samogitiæ ,

Livoniæ , &c. Nec non commemorati regni magni Ducatûs Lithuanix , cæterarum ditionum ejus nomine itidem deputati Commissarii Hyeronimus Comes in Rozdrazen & Bombzdorf , Dei gratiâ , Episcopus Vladislaviensis & Pomeraniæ , Janussius , Dux Ostrogix & Palatinus Volhyniæ ; Stanislaus Goidomski de Pezoncze , Palatinus Ravenfis , Capitaneus Radomienfis ; Christophorus Zienovicz , Palatinus Brezianensis ac Ciecierenfis & Peropensiensis , Capitaneus ; Andreas Opalenski de Buin , regni Poloniæ supremus Marschalcus & Majoris Poloniæ generalis , & Lezaycensis , Szremensisque Capitaneus ; Johannes Zamoïsky de Zamoïscie , regni Poloniæ , supremus Cancellarius ac exercituum generalis & Belzensis , Marieburgensis , Derpatensis , Knyzinenfis , Grodecensis , Miedcircensis , Javorovienfisque Capitaneus. Significamus præsentibus hisce hujus & futuri temporis universis & singuli. Cum Sanctissimo Domino nostro Sixto V , summo Pontifice Pastoralis muneris memore , atque ingenitæ pietatis charitatisque studio in universâ Christianæ Reipublicæ , bonum ac quietem propensissimo majorumque suorum ac decessorum summorum Pontificum exemplis per moto , per Legatum suum de latere , Illustrissimum ac Reverendissimum Dominum Hyppolitum , sacre Romanæ Ecclesiæ presbyterum Cardinalem Aldobrandinum , & summum Pœnitentiarum enixa , & summâ diligentîâ id curante , deque amicitîâ & pace diligentissime Principes nostros , appellante ad controversias & dissensiones quæ inter Principes nostros , ditionesque eorum nuper exortæ fuerant componendas , plenâ & omnium rerum liberâ cum facultate à principibus nostris ordinibus

que regnorum & dominiorum eorum eam generaliter  
tum specialiter , & nominatim in eam rem nobis  
data , commemoratas omnes controversias , &  
quascunque omninò tandem transegisse , composuisse  
& sustulisse. Et si enim quemadmodum in omnibus  
controversiis accidere solet , non decessent quæ in  
utramque partem diu ancipites , dubiosque nos te-  
nerent , cum tamen & incommoda dissensionum , quæ  
cum privatim singulis tum publicè regnis nationibus-  
que universis importare solent & pacis , commoda  
diligentius nobiscum expendissemus , accessisset verò  
eodem S. D. N. autoritas , Legati autem ipsius de  
latere Illustissimi & Reverendissimi Domini Cardi-  
nalis Aldobrandini , summum atque indefessum in  
concordiâ hac procurandâ studium cum summâ pru-  
dentiâ & æquitate conjunctum iis , quæ suprâ de-  
monstratæ sunt , causis adducti , de omnibus tam  
controversiis dissensionibusque , quam causis earum  
hisce quæ sequuntur conditionibus , composuimus ,  
transegimusque ; in primis cum quemadmodum suprâ  
ostensum est , ut in pace omnia florent , ità non mo-  
do nullum malum tantum esse possit , quod à bello  
absit , sed ne autor quidem ut aliorum bonorum ità  
etiam pacis Deus , non nisi in pace pie rectèque  
coli possit , cum ob publicam Reipublicæ christianæ  
salutem , tum in primis nominis Divini gloriam con-  
venit , statutumque inter nos est ut non solum superio-  
ris temporis offensiones , suspicionesque , & causæ of-  
fensionum omnes inter Principes nostros , ditionesque  
& homines earum universos & singulos in perpetuum  
abolitæ & sublatae sint. Verum firma etiam sincera &  
constans pax atque amicitia perpetuis temporibus in

posterum inter eosdem colatur observeturque. Cujus quidem rei eo justiores causas Principes nostros habere arbitrati sumus, quod non solum ditiones, & populi utriusque multis iisque antiquissimis fœderum cognationis, & aliarum necessitudinum vinculis ad stricti semper inter se fuerint, sed Principes etiam ipsi, ut quorum utrinque genus, è Jagellonum stirpe promanat, propinquâ sanguinis conjunctione devincti inter se sint, ut non minor in mutuo amore pietatis, quam in Republica christianâ, communis salutis ratio habenda illis sit, cum hujusmodi necessitudo ea sit, ut non solum superiores omnes offensiones abolere debeat verum sine vituperatione nullam offensionem inter tam conjunctos Principes admittere possit. Condonabunt igitur utrinque tam Cæsarea nimirum Majestas Serenissimaque domûs Austriaca, quam Serenissimus Poloniae Rex, quæ superiore anno inter ipsos & ditiones eorum quomodo cunque intercesserunt, primum publicæ universæ christianitatis tranquillitati, deinde non minus mutuæ etiam necessitudini, ac sanguinis conjunctioni maximè autem Domini nostri summi Pontificis autoritati. Cum autem omnis hæc superioris temporis dissensio ex nominatione, juribus & institutis regni Poloniae minus consentaneâ Serenissimi Principis & Domini Domini Maximiliani, Dei gratiâ, Archiducis Austriae, Ducis Burgundiae, &c. In primis Comitibus electionis Varsoviae habitis à quibusdam interposita promanarit, cum iis, quæ suprâ commemoratae sunt tum aliis causis, ad Reipublicæ christianæ salutem & tranquillitatem pertinentibus convenit, conclusumque inter nos est, ut quo & præterita dissensio & futura causa

materiaque omnis tollatur , commemorato titulo & jure quodcunque modo pervenisse ad se inde arbitratu fuit , idem Serenissimus Archidux Maximilianus , cum alias memoratas ob causas , tum ob communis Reipublicæ christianæ , ut ostensum est quietem & incolumitatem abstineat , & nunquam in posterum utatur. Præter eum vero Cæsarea Majestas , etiam Serenissimi que cæteri Archiduces , nullam unquam controversiam vel hac , vel aliâ quâcunque causâ colore seu pretextu , vel Serenissimo Principi ac Domino Domino Sigismundo tertio , præsentî Regi Poloniæ , vel etiamsi , ( quod Deus avertat ) morte ejus regnum vacare contingeret , eidem regno eundem Serenissimum Archiducem Maximilianum , vel quemcumque alium quocunque tempore , per se vel per alios relaturum aut suscitaturum , neque id facienti consilium , auxilium transitum seu favorem quemcumque in eam rem se præbituros , præstituros que spondeant ac promittant ; neque vero in ullam ejusdem Serenissimi Archiducis injuriam , vel contumeliam accipere , aut quisquam interpretari id debet. Quemadmodum enim & ea familia serenitatem suam ortam , & ea ipsa etiam virtute esse , ordines regni Poloniæ libenter agnoscunt , ut quocunque amplissimo regno dignam eam judicent , neque generis dignitate & virtutis laude ullo secundam eam habeant , ità vicissim serenitatem quoque suam præ prudentiâ sua cogitare non dubitant , primùm regna non solum ex dignitate cujusque sed in primis etiam divinâ voluntate deferri , ideoque magis hanc quam judiciâ hominum sibi defuisse , deinde acquiore eo etiam animo id laturam , quod ad illum delatum regnum videat ,

qui & serenitatem suam tam propinquâ sanguinis conjunctione attingat , ex familiâ autem Jagellonicâ , optimè de regno Poloniae meritâ , qui summâ cum laude regno huic præfuerit non solum avos & proavos sed nuper etiam avunculum Dominum Sigismundum Augustum , Regem habuerit. Quam ob causam & si libera Nobilitatis suffragia , nulli successioni ad stricta sint quod nihilominus ex familiâ Jagellonicâ electus Rex sit pro suâ cum eadem familiâ necessitudine tanto acquius feret , neque de pristinâ amicitia quæ inter Serenissimam Domum Austriacam , & regnum Poloniae Magnum Ducatum Lithuaniae , cæterasque ditiones eis conjunctas ordinesque & homines earum semper fuit quicquam vel serenitas ejus , vel Serenissima domus ipsius ob id remittet : maximè verò , si ( quod diutissimè Deus sustinere velit ) regnum iterum vacare contingat in libertate electionis commemoratos ordines nullo modo impediet , neque vel armis , ac vi vel largitionibus seu factionibus quicquam contrâ eandem libertatem faciet aut suscipiet dolo ac fraude omni remotis. De Lubovlia deindè hunc in modum convenit. In primis , ut castrum , id cum oppidis villisque ad id pertinentibus quemadmodum in jussu Cæsareæ Majestatis , ac præter voluntatem ejus occupatum est , ità in pristinum usum & possessionem regni Poloniae , quemadmodum à tot sæculis quiete ac sine ullâ controversiâ id in eâ possessione atque non fuit , iterum tradatur consignetur que suppellex item reliquumque instrumentum omne maxime autem tormenta tam minora quam majora omnia , quæ in castro eo , eum occuparetur , exstiterunt , bona fide restituantur ,

unaque cum ipso castro tradantur. Ad possessionem autem eam accipiendam, utriusque partis consensu dies vigesimus primus mensis Julii præfinitus, & acceptus est ad quem Regia Majestas Poloniæ, qui eam postulent & accipiant, homines suos mittet, ii vero qui in arce erunt sine ullâ morâ quemadmodum supra convenit cum omni suppellectile & instrumento quod ante in eo fuit vacuum possessionem ejus tradere debebunt. Cumque ut non solum dissensiones & controversiæ omnes sopiantur, verum pristina etiam amicitia atque benevolentia utrinque restituatur, actum inter nos fuerit ut pacta & foedera, quæ ab aliquot sæculis utriusque regnis & ditionibus intercesserunt, eâ formâ, quæ ex utriusque nostrum consilio & sententiâ scripto comprehensa jam est, ab utriusque principibus & eorundem ordinibus iterum renoventur confirmenturque placuit, convenitque. Quibus quidem rebus cum pristina amicitia atque benevolentia integrè conciliata, restituta, reintegrata utrinque esse debeat, promittimus pro eo spondemusque. Nos quidem suprâ scripti Cæsareæ Majestatis, & universæ domûs Austriacæ, Commissarii cum commemoratæ Cæsareæ Majestatis, cæterorumque Serenissimorum Austriacorum Principum omnium, tum maximè Serenissimi Maximiliani Archiducis nomine, nullam superiorum dissensionum offensionem Majestatem serenitatesque suas retenturas, eandem nullo unquam tempore renovaturas, constantem autem post hac & sinceram cum Regiâ Majestate Poloniæ, ordinibusque amicitiam & benevolentiam conservaturas; neque vi aut armis, vel per se, vel per submissas personas, quocunque tempore vel

quacunque ex causâ colore seu prætextu regnum Polonia , Magnum Ducatum Lithuania , Russiam , Prussiam , Mazoviam , Samogitiam , Livoniam , cæterasque arces , ditiones vel oppida villas homines ve Serenissimi Poloniae Regis , aut propinquorum , sociorum vel adhærentium ipsius infestaturas vim aut injuriam ullam illaturas , factiones aut partes ullas contrâ easdem & in iisdem futuras alturas ve , ab iisdem proscriptos aut exules recepturas habituras ve , neque aliis id facientibus ullum consilium auxilium transitum aut quemcunque denique favorem accomodaturas verum omnia quæ transactione hâc , pactis perpetuis ac foedere comprehenduntur , diligentissimè observaturas. Similiter verò nos Serenissimi Poloniae Regis suprâ scripti Commissarii , ejusdem Majestatis suæ , ordinumque ejus nomine vicissim recipimus , promittimus , spondemusque nullo unquam tempore eorum quæ ante quocunque modo intercesserunt , offensionem Serenissimum Poloniae Regem aut ordines retenturos , eandem per quamcunque occasionem renovaturos sed constantem post hac & sinceram cum Cæsareâ Majestate universaque Serenissima domo Austriacâ , in eâque Serenissimo etiam Archiduce Maximiliano , regnisque ditionibus & ordinibus eorundem amicitiam & benevolentiam conservaturos , neque ipsam Majestatem suam ordinesque seu homines ejus , quoscunque vi aut armis vel per se , vel per submissas personas , quocunque tempore vel quacunque ex causâ colore seu prætextu regna Hungariæ , vel Bohemiæ , Austriam , Moraviam , Silesiam , vel quæcunque alia commemoratorum Serenissimorum Principum , dominia ditiones ,

arces, vel oppida villas, vel homines aut propinquorum sociorum, vel adhærentium ipsorum infestatu-  
rim vim aut injuriam ullam iisdem allatu-  
ros, factiones seu partes ullas contrà eosdem & in iisdem futuros altu-  
ros ve, ab iisdem proscriptos aut exules recepturos habituros ve, neque aliis id facientibus ullum consi-  
lium, auxilium, transitum, aut quemcunque denique favorem accommodatu-  
ros, sed omnia quæ transac-  
tione hâc pactis perpetuis ac foedere comprehendun-  
tur, venit transactumque inter nos est ut Serenissimus Poloniae Rex, legatum suum ad Cæsaream Majesta-  
tem ceterosque Serenissimos Archiduces, intrâ diem vigesimum mensis Aprilis, in aulam Cæsareæ Ma-  
jestatis prior mittat. Qui quidem in primis ut Cæsa-  
rea Majestas offensiones omnes quæ superiore anno inter Cæsaream Majestatem suam, ejusque inclytam domum Austriacam & inclytum Poloniae regnum, quomodocunque utrinque intercesserunt publicæ tranquillitati & paci, tum sanctissimi Domini nostri auctoritati condonnet rogabit Serenissimeque Regis nomine sui paratam Majestatem suam Regi amesse offeret quæ in transactione continentur, convenerint que singula confirmare & præstare. Cæsarea Majestas in ejusdem S. D. N. gratiam & publicæ christianitatis salutis causâ paci hujusmodi & petitioni annuet, deinde vero ipsa quoque intra diem decimum quintum mensis Maii, similiter legatum suum ad Serenissimum Poloniae Regem mittet, per quem gratam sibi legationem ejus fuisse, & quæ ex oratore ejus intellexerit reliqua ostendet & si quæ sacræ Majestati Cæsareæ in benevolentiae atque amicitiae testimonium videbuntur alia. Eodem deinde legato præ-

sente primùm Serenissimus Rex Poloniæ , sequente formâ juramentum præstabit.

Ego Sigismundus III , Dei gratiâ , Rex Poloniæ , Magnus Dux Lithuaniæ , Russiæ , Prussiæ , &c. Juro spondeo promitto que coram Deo per hæc sancta ejus Evangelia , quod omnia ea , quæ S. D. N. Legatique ejus de latere Reverendissimi Cardinalis Aldobrandini , interventu inter Commissarios meos ex unâ & Cæsareæ Majestati universæque domûs Austriacæ , parte ex alterâ , Bithoniæ & Bendzini congregatos convenerunt in omnibus eorum punctis & clausulis firmiter inviolabiliterque observabo , iisdemque satisfaciam pro eoque cum Cæsarea Majestate Serenissimis fratribus & patruis ejus universæque Serenissimâ domo Austriacâ , regnis , ditionibus & hominibus eorundem juxtâ eandem transactionem pacta perpetua & foedus pacem amicitiam que perpetuo constanter que colam. Sit me Deus adjuvet & sancta Dei Evangelia.

Secundum Regiam deinde Majestatem ejus ordines regni Poloniæ , Magni Ducatus Lithuaniæ , Russiæ , Prussiæ , Mazoviæ , &c. Seu omnium ordinum nomine proceres ad hoc in Comitibus nominati & sufficiente in eam rem mandato instructi sequentibus itidem verbis jurabunt.

Nos juramus N. N. spondemusque coram Deo omnium regni nostri ordinum nomine , quod omnia ea quæ inter Cæsareæ Majestatis , cæterorumque Serenissimorum Principum Austriacorum , &c. Commissarios ex unâ & Serenissimi Principis & Domini Domini Sigismundi tertii , Regis Poloniæ , Magni Ducis Lithuaniæ , Russiæ , Prussiæ , parte ex alterâ ,

ordinumque regnorum & dominiorum , utriusque partis Bithomiæ & Bendzini congregatos conveniunt , firmiter inviolabiliterque observabimus ordinesque universi in perpetuum observabunt , Serenissimis Principibus nostris ut observent , autores semper erimus , neque , ut aliter fiat assensum consilium aut auxilium nostrum unquam præstabimus sed eandem transactionem & pacta omnibus viribus tuebimur ordinesque universi perpetuis temporibus tuebuntur. Sic nos Deus adjuvet & hæc sancta ejus Evangelia.

Quæ cum ad eum modum perfecta fuerint mittet deindè intra diem decimum quintum mensis Junii ad Cæsaream Majestatem , cæterosque Serenissimos Archiduces , in aulâ Majestatis suæ , aut per se , aut per Legatos suos existentes alterum Legatum suum Serenissimus Poloniæ Rex , qui in primis transactionem hanc tum juramenta tam ejusdem Serenissimi Regis , quam ordinum suprâ commemoratorum ab ipso Serenissimo Rege Poloniæ , ordinibusque regni Poloniæ , Magni Ducatus Lithuaniae , Russiae , Prussiae , Mazoviæ , &c. Subscripta sigillis que eorundem munita , Cæsareæ Majestati tradet , atque transactionem hanc ipsa quoque & cæteri Serenissimi Archiduces patrui , & fratres Majestatis suæ similiter confirmant confirmatam que subscriptionibus & sigillis cum suis seu ordinum , seu omnium ordinum nomine procerum edant , juramentum autem in eandem cum Cæsarea Majestas , tum ordines regnorum ditionumque ejus similiter præstent juramentaque eadem , Cæsareum , à Cæsarea Majestate & ordinibus ordinum autem ab ipsis proceribus subscripta & signata sibi tradantur postulabit. Quâ legatione expo-

fitâ Cæsarea Majestas, eodem legato præsentem hæc itidem verba juramentum præstabit.

RUDOLPHUS II, Dei gratiâ, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus juro spondeo ac promitto, coram Deo per hæc sancta ejus Evangelia quod omnia ea quæ sanctissimi Domini nostri, &c. Et Legati ejus à latere Cardinalis Aldobrandini interventu inter Commissarios meos, cæterorumque Serenissimorum Principum patruorum, ac fratrum meorum ex unâ, & Serenissimi Principis Domini Sigismundi III, Regis Poloniæ, Magni Ducis Lithuaniæ, &c. Parte ex alterâ Bithoniæ & Bendzini congregatos convenerunt, in omnibus eorum punctis & clausulis firmiter inviolabiliterque observabo, iisque satisfaciam, pacem, & amicitiam cum eodem Serenissimo Principe regnoque Poloniæ, Magno Ducatu Lithuaniæ, cæterisque conjunctis provinciis & ditionibus juxtâ eandem transactionem, pacta perpetua ac foedus perpetuo constanterque colam. Sic me Deus adjuvet, & sancta ejus Evangelia.

Eodem deinde modo regnorum ditionumque Cæsareæ Majestatis, Hungariæ, Bohemiæ, Austriæ, Moraviæ, Silesiæ, &c. Ordines seu omnium ordinum nomine proceres ad id nominati & sufficienti in eam rem mandato instructi iisdem verbis & formâ quæ suprâ Polonicis ordinibus præscripta est, eodem itidem Legato præsentem juramentum præstabunt juramentaue & transactio hæc itâ, quemadmodum suprâ ostensum est à Cæsareâ Majestate Serenissimis Archiducibus patruis & fratribus Cæsareæ Majestatis, ordinibusque regnorum & ditionum Cæsareæ Majestatis suprâ scripta & confirmata, commemorato Regiæ Majestatis Poloniæ oratori tradentur.

Idem vero Legatus pactorum , quoque secundum eam formulam quæ ex communi consilio ac sententia scripto à nobis comprehensa est , confirmationem simul à Cæsareâ Majestate petet , & cum ejusdem Cæsareæ Majestatis eorundem pactorum confirmationem ad Serenissimum Regem Poloniæ deferet , tum Serenissimi Poloniæ Regis , apud Cæsaream Majestatem relinquet. Vicissim vero ~~debet~~ Serenissimus Princeps & Dominus Dominus Maximilianus , Archidux Austriæ , &c. Hrodlo quo in loco nunc est ad diem decimum sextum mensis Julii movere , ac quam honorificentissime Byczynum , vel si ita serenitati suæ videbitur Bithomiam curâ Serenissimæ Regiæ Majestatis Poloniæ , ad diem vigesimum octavum mensis Julii deduci , quemadmodum quidem nos ejusdem Majestatis suæ suprascripti Commissarii ad ita futurum cum Majestatis suæ ordinumque tum nostro nomine promittimus. Priusquam etiam Serenissimus Archidux Maximilianus è regno profiscatur Serenissimus Poloniæ Rex , ipse eum inviset , mutuatque benevolentiam ita ei declarabit , ut eam superioris temporis injuriâ interruptam magis fuisse , quam vel tum etiam illi defuisse , vel in posterum de futuram ostendat , quamque maxime poterit dignitatis ejus rationem libenter habebit. Quam primum vero ultra fines regni Poloniæ in Cæsareæ Majestatis ditionis fines serenitas sua pervenerit , in primis quod nunc quidem Cæsarea Majestas , utriusque autem nomine nos Cæsareæ Majestatis Commissarii , spondemus promittimusque ipse quoque transactionem hanc in omnibus suis capitibus & articulis itidem confirmabit , confirmatamque & suâ atque aliquot procerum

Germanicorum , quos tum secum habuerit , subscriptionibus & sigillis munitam , iis qui nomine Serenissimi Poloniae Regis , eum comitabuntur instrumentumque illius ab eo postulabunt , tradet deinde vero juramentum corporale sequentibus verbis praestabit , idemque similiter à se & aliquot proceribus nationis Germanicae , qui tum circa eum fuerint signatum subscriptumque dabit.

MAXIMILIANUS , Dei gratia , Archidux Austriae , Dux Burgundiae , &c. Juro spondeo per haec sancta Dei Evangelia , quod omnia ea quae sanctissimi Domini nostri , &c. Legati ejus de latere Reverendissimi Cardinalis Aldobrandini , interventu inter sacrae Caesaris Majestatis Domini , & fratris mei observandissimi & ceterorum Serenissimorum Principum Austriacorum , Commissarios ex una , & Serenissimi Principis Domini Sigismundi III , Poloniae Regis , Magni Ducis Lithuaniae , &c. Parte ex altera Bithomiae & Bendzini congregatos convenerunt , in omnibus eorum punctis & clausulis firmiter inviolabiliterque observabo , pacem & amicitiam cum eodem Serenissimo Rege Poloniae , Magno Duce Lithuaniae , &c. Regnoque & Magno Ducatu Lithuaniae , & ceteris ditionibus ejus perpetuo constanterque colam , neque quidquam quod contra ejusdem Serenissimi Regis ditionum hominum ve ejus salutem & quietem sit suscipiam admittam ve , neque vim aliquam inferam aut aliquo modo publice vel occulte molestabo , sed fraterno honore amore & benevolentia omnibus in locis , per omnem occasionem eundem Serenissimum Regem prosequar ; sic me Deus adjuvet , & haec sancta Dei Evangelia.

Quo

Quo juramento præstito tandem iis etiam quos ex natione Polonicâ juramento , fide , aut quocunque modo obligatos antea serenitas sua habuit fidem eam, jusjurandum omnemque omnino obligationem remittet , planèque liberos eos pronuntiabit. Reservamus postremo ab hac transactione , nos quidem Cæsareæ Majestatis , Commissarii pro sacrâ Cæsareâ Majestate , Domino nostro Clementissimo , universaque Serenissimâ domo Austriacâ sanctissimum Dominum nostrum Papam sanctamque sedem Apostolicam , nec non sacrum Romanum Imperium , cui pro eâ fide quam illi jurejurando obstrinxit Cæsarea Majestas , si quis illud injuriâ afficere vellet deesse non posset. Præterea verò Serenissimum ac potentissimum Principem & Dominum Dominum Philippum , Regem Hispaniarum Catholicum , &c. Magnum Moschorum Principem , ita tamem ne propter hanc exceptionem , vel contra Serenissimum Regem regnumque Poloniæ , Magnum Ducatum Lithuanicæ , &c. Vel contra Serenissimum sueciæ Regem Cæsarea Majestas , aut cæteri Serenissimi Archiduces , ullum auxilium Moschis dare , & hanc transactionem turbare debeant aut possint. Ad extremum etiam Turcarum principem per præsentis & futuras , quocunque , si quæ intercesserint , inducias , ita ut ist hæc transactio Cæsaream Majestatem contra illum ligare non possit nec debeat. Vicissim verò nos Serenissimus Poloniæ Regis , Commissarii ejusdem Serenissimi Regis regni , Magni Ducatus Lithuanicæ cæterarumque ditionum ejus nomine præfatum sanctissimum Dominum nostrum Papam , sanctamque sedem Apostolicam , tum Serenissimum parentem Serenissimi Re-

gis nostri Regem , sueciæ Illustrissimum Sigismundum , Principem Transylvaniæ , nec non pacem , quæ idem Serenissimo Regi nostro , cum Turcarum principe intercedit , aut in posterum juxtâ pristinam Domini Sigismundi Augusti , avunculi ejus formulam intercedet diserte excipimus reservamusque. Quæ omnia & singula in omnibus suis punctis articulis & clausulis sancte inviolabiliterque observatum expletumque iri , nos suprascripti utriusque partis Commissarii , cum principum nostrorum ordinumque ipsorum tum nostro nomine jam ex hoc ipso tempore , sub fide honore & juramentis nostris sancte promittimus spondemusque juris autem firmitudinis & fidei causâ in primis ut sanctissimi etiam Domini nostri de latere Legatus , Illustrissimus & Reverendissimus in Christo Pater , & Dominus Dominus Cardinalis Aldobrandinus , & cujus potentiâ , prudentiâ , studio ac operâ maximo hæc res confecta fuit , eandem transactionem hanc subscriberet sigilloque suo muniret communiter , ab Illustrissimâ dominatione suâ impetravimus , singulaque exempla ab omnibus nobis communiter subscripta sigillisque omnium munita singulæ partes accepimus. Datum Bithonici & Bendzini , nonâ die mensis Martii , anno Domini millesimo quingentesimo octuagesimo nono.

Hyppolitus tituli S. Pancratii presbiter , Cardinalis Aldobrandinus , sacre Romanæ Ecclesiæ , Major poenitentiarius , & sanctissimi Domini nostri , & sanctæ Sedis Apostolicæ Legatus de latere.

Guillelmus J. Urfinus de Rosenberg.

Petrus , Episcopus Jauriensis.

Christophorus Junior , Baro à Lobkowitz.

Richardus Stein , Baro in Schvartzenau.

Stanislaus , Episcopus Olomnicensis.

Seifridus à Promitz , Baro in Pleßs.

Nicolaus Istwauff.

Kobenzel de Prorsek , Baro.

Hyeronimus Comes à Rozdraszow , Episcopus  
Vladislaviensis & Pomeraniæ.

Janussius , Dux in Ostrog , Palatinus Volhyniæ.

Stanislaus Gostomki de Lezemice , Palatinus Ra-  
vensis , Capitaneus Radomiensis.

Christophorus Zienovicz , Palatinus Brezteniis ,  
Magni Ducatus Lithuaniæ , manu propriâ.

Andreas Opalenski , Supremus regni Poloniæ ,  
Mareschalcus , manu propriâ.

Johannes Zamoyiski , regni Poloniæ Cancellarius  
& generalis Capitaneus.

---

Nº. XII.

*Litteræ Andrea Olzowsky Procancellarii Regni  
ad supremum Regni Cancellarium Varsav.  
4 Augusti 1673. Ex Andrea Zaluski Epif-  
copi Warmiensis supremi Regni Poloniæ Can-  
cellarii epistolarum histor. familiarium tom. I,  
ad annum 1673 , pag. 469 & sequentibus.*

CRASTINA die post audientiam Ablegati Mosco-  
vitici , Valedicer Regi Mareschalcus prodie præfixâ  
ad castrâ perrecturus , Princeps Valachiæ seu Hos-

podar per Legatum & litteras suas , suggerit consilium ut aliquem ex præcipuis expediamus ad Portam , qui non prætereat Hassheim Bassam , tanquam Plenipotentiarum Turcicum ad tractandum nobiscum ; fortè volunt nostram in effectum deducere propositionem in quâ voluimus , ut Turcarum Imperator daret potestatem Bassæ ; Rex verò ex parte suâ delegaret aliquem cum autoritate virum senatorum ; suppetiarum nulla spes ab Imperatore , qui se gravi bello cum Gallo implicuit , ad quod proseguendum invitavit pro consilio generali Bellico , Bavaricum , Saxonicum & Brandenburgicum Electores , aliosque Principes Imperii , aut eorum delegatos scribitur procerto , Bavarus Cæsareis passum non permissurus , ad idem se resolvit Episcopus Franconiaë Dux , Moscum suspectum nobis amicum fecit , Græca fides , exercitus ejus retrocessit sub Batorinum. De expugnatione Ozoviaë vani rumores ; tantum enim eo circo processerat ab acturus equorum Turcicorum agmina , sed illum Turcæ præmoniti repulerunt , eadē illatâ Cosaccis quorum 60 captorum , 18 ad Imperatorem , ad Hassheim Bassam miserunt duos , qui in Tartaris metum Moscorum & Cosaccorum discusserunt : non desunt & alia in sinceritatis erga nos Moscoviticæ documenta. Electorem Brandenburgicum non invenit Morstium Berolini , spem faciet mittendorum inde 1500 militum , sed paratam vult illis dari pro sustentatione pecuniam seu lenungi. Apasi , Princeps Transylvaniaë , in datis ad me assecurat , Portam nobiscum pacem conservaturam , salvis per omnia conditionibus tractatûs , præteriti anni , alias non. Interim in prudentiâ supremi regni

Mareschalci summum consistit momentum, vel bellū vel pacis. Ablegatus Cæsareus exhibuit Regi memoriale Principalis sui volentis redimere Scepusienses civitates, profecto non facilè responsum dare potero; licet enim Sigismundus Imperator, Vladislao Jagelloni, anni 1412, oppignoravit scepusium triginta & aliquot florenorum millibus latorum grossorum Pragensium cum pacto redhibitionis; sed postea successerunt varia alia pacta, Electiones Regionum Principum Poloniae, in Reges Hungariae, matrimonia Annae Isabellae, pacta de liberatione Maximiliani, in quibus adjudicarunt nobis à seculis quietam scepusii possessionem. Subscripta sunt postea hæc pacta à Clemente VIII, à Lubkowitz, antenato moderni ministri statūs; favet nobis autoritas historicorum nostrorum, Wapowscii, Bielscii: aliàs enim etiam ad Russiae Dacatum, cum Podolia posset habere prætentioem Imperator, numeratis 100000 florenis, ut est in pactis inter Ludovicum, Hungariae Regem; par aut major prætentio ad Prussiam, & nostra vicissim ad Silesiam. Quidquid ergo rationum & probationum occurrere poterit investigare velis, neque fulcire.

---

## Nº. XIII.

Nos Johannes, Dei gratiā, Dux Ofwicensis & Scolasticus Cracoviensis, recognoscimus & fatemur tenore præsentium universis nos esse Principem & Vasallum, Magnifici Principis Domini nostri Do-

mini Johannis , Bohemiæ & Poloniæ Regis , Illustris ac Comitis Lucemburgensis , & ab eo terram nostram Ofwicensem , cum suis civitatibus & castris videlicet Ofwicensi civitate cum castro Zathor , civitate , Kant , Zipscha , Vadovicz & Spikowicz oppidis cum etiam villis hominibus vasallis ac militibus ad ipsas & ipsas spectantibus & aliis suis pertinentiis universis in quibuscunque consistant quas nunc habemus & in posterum sumus quocunque titulo habituri , nostro hæredum & successorum nostrorum Ducum Ofwicensium nomine , recepisse infeodum , & ab ipso tenere ac possidere , jure & titulo feudali volentes , quod hæredes & successores nostri Duces Ofwicenses , prædicti , juxtà litterarum continentiam , quas à prædicto Domino nostro Rege , & à suis hæredibus seu successoribus Regibus Bohemiæ , infeodo deinceps semper recipere debeant , & tenere & facto sibi , per eos servande perpetuo fidelitatis homagio , sicut & nos nunc spontaneâ & liberâ voluntate fecimus ei vel eis tamquam ejus vel eorum Princeps & vasallus , sincerâ fide intendere & parere ; in cujus rei testimonium præsentis litteras fieri & sigillo nostro fecimus roborari. Datum in Bontung , anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo septimo , vj. Kalendarum Martiis



N<sup>o</sup>. XIV.

**K**ASIMIRUS, Dei gratiâ, Poloniæ Rex. Universis præsentibus Litteras inspecturis salutem & noticiam subscriptorum. Salus & vita & perennis tranquillitas, benedictio pacis irridiata claris fulgoribus per orbis clarius refulget climata, dum regnorum subditis & terrarum incolis providetur de commodis, & inter Principes desideratæ gratiæ unio ac indissolubilis caritatis fœdera graciosus amplectuntur. Cum itaque sicuti status præcedentium temporum demonstrat, inter Magnificos Principes Dominos Johannem, Bohemiæ Regem, & Karolum ipsius primogenitum Marchionem, Moraviæ, illustres fratres nostros carissimos ac progenitores & prædecessores eorum parte ex unâ, nosque ac progenitores nostros parte ex alterâ, non nullæ afflictiones, seditiones & multiplices calamitates, cædes ve personarum ac rerum hinc inde per tempora agitatæ noscantur, ac damnabilius perpetrata, propter quod regnorum & terrarum nostrarum gubernacula utrobique gravia pertulere dispendia & jacturas innumeras quotidie habuerunt, nos hujusmodi tot & tantis cupientes salutiferè obviare periculis, quinimo eis finem imponere salutarem affectantes que affectibus attentis, cum jam dictis Dominis Rege & Marchione firmam ac perpetuam amicitiae gratiam ac fraterne dilectionis vinculum irrefragabiliter colligare, in hoc votis eorum, ac nostris satisfaciens libenti animo recognos-

cimus, dicimus & publicè protestamur nos in Magnis Principibus Dominis Ducibus Boleslao, Lignicensi & Brecensi, Henrico Zaganensi & Crofensi, Conrado Olisnicensi, Johanne Stinaviensi, Sleziæ Ducibus, nec non Bolkone, Oppoliensi, Bolkone, de Falckinberch, Alberto de Strzielecz, Wladislao, Thesinensi Ducibus, Wladislao, Cozleni & Bithoniensi, Principe Mazoviæ, Domino in Plocz, Leskone, Ratiboriensi, & Johanne Ofwiecimensi, Ducibus & vasallis eorum cum ipsorum Ducatibus & Dominiis terris districtibus & jurisdictionibus, pertinentiis metis appendiis & limitibus antiquis quibuscunque nec non in civitatibus Vratislaviæ & Glogoviæ cum districtibus, limitibus, afflictibus & pertinentiis earum universis nullum jus, proprietatem, dominium, possessionem ac titulum habere & habuisse competere, aut competiisse aliqualiter in eisdem promittentes ipsos Dominos Regem & Marchionem, aut hæredes, cohæredes & successores eorum super prædictis Ducibus & Ducatibus eorum, seu etiam civitatibus Vratislaviæ & Glogoviæ, cum pertinentiis suis per nos & hæredes, cohæredes & successores nostros aut alios quoscunque nullo unquam tempore impedire molestare vel impetere, nec Duces aut Ducatus ipsos ipsorumque pertinentias nobis aut hæredibus nostris vindicabimus, vel etiam assumemus in ipsorum Regis & Marchionis, vel hæredum eorum præjudicium vel gravamen, quinimo placet nobis & optimè favemus eis in eisdem, renunciantes insuper & cedentes pro nobis hæredibus, cohæredibus & successoribus nostris, omni jure actioni, questioni, proprietati & titulo in perpetuum,

fi quæ nobis aut hæredibus & successoribus nostris competebant competere, seu competere possent quomodolibet in futurum promittentes etiam sub fide juramenti præstiti juramenti tactis sacrosanctis Evangeliiis & nihilominus excommunicationis latæ sententiæ contrà hujusmodi renunciationem nostram cessionem & promissionem, aliquâ ratione suggestionem, impetitionem, studio & ingenio, jure facto atque verbo nequaquam venire. Nonobstantibus aliquibus pactis, pactionibus, statutis, reformationibus, ordinibus, consuetudinibus, præscriptionibus, immunitatibus, indulgentiis, privilegiis vel litteris apostolicis, Imperialibus, aut aliis quibuscunque scriptis impetratis seu in posterum impetrandis, nec non juribus quibuscunque tam juris Canonici civilis, aut etiam municipalis, sub quacunque formâ verborum vel prolatione conceptis vel in posterum concipiendis, etiam si talia forent, quibus de verbo ad verbum specialem & expressam oporteret fieri quomodolibet, mentionem quæ omnia & singula, & quolibet singulorum cassa irrita vacua & inania esse intelligi debeat volumus nulliusque fore efficaciam penitus aut momenti ipsis etiam ex certâ nostrâ scientiâ per omnia derogamus. In quorum omnium testimonium atque robur perpetuum præsentem scribi fecimus, & nostrorum sigillorum munimine roborari. Datum Cracoviæ, in octavâ Purificationis sanctæ Mariæ Virginis, anno Domini millesimo trecentesimo trigésimo nono.



N<sup>o</sup>. XV.

**N**os Ludovicus, Dei gratiâ, Rex Hungariæ, Dalmatiæ, Poloniæ, &c. Notum facimus universis quibus interest vel interesse potest, & poterit in futurum per præsentis quod ob singularem internæ caritatis ardorem quo Serenissimum ac invictissimum Principem & Dominum Dominum Carolum quartum, Romanorum Imperatorem, semper Augustum & Bohemiæ Regem illustrem, Serenissimam Principem Dominam Elisabeth, Romanorum Imperatricem, & Bohemiæ Reginam, sororem nostram, & illustrem ac magnificum Principem Dominum Wenceslaum, Bohemiæ Regem, præfati Domini Imperatoris filium, ac illustres Principes Dominum Johannem & Jodoncum ejus primogenitum, Marchiones & Dominos terræ Moraviæ, fratres nostros carissimos cæterosque filios & hæredes ipsorum pio fraternoque sinceritatis zelo, complectimur ipsis animo deliberato, non per errorem aut improvidè sed maturo Principum ecclesiasticorum & sæcularium Comitum, Baronum & Nobilium nostrorum fidelium, ad hoc accedente consilio, & ex certâ nostrâ scientiâ pro nobis, ac Serenissima Principe Dominâ Elisabetha consorte nostrâ carissimâ Hungariæ, Poloniæ, &c. Regina, nec non hæredibus, hæredum, hæredibus & successoribus nostris Hungariæ, Poloniæ, Dalmatiæ, &c. Regibus in perpetuum promissimus & promittimus bona fide, dolo & fraude, quibus

libet proculmotis , & sub eo juramento corporali quod nos & prædicta Domina consors nostra carissima Regina Hungariæ , super lignum vivificæ crucis & super sancta Dei Evangelia in manus Reverendi in Christo Patris , Domini Johannis Patriarchæ Alexandrini , Apostolicæ Sedis Legati præstitimus , quod tam nos , quam eadem Domina Regina hæredes & successores nostri , nunquam nos vel hæredes nostri , & hæredum hæredes & successores aspirare debemus nec volumus ad vendicandum aut usurpandum nobis vel ipsis aut alicui , ex nobis regnum Bohemiæ , Principatus seu Principes aut Prælatos ecclesiasticos , sive sæculares & signanter specificè & expressè ejusdem regni & Coronæ Bohemiæ Principes Principatus & Ducatus , videlicet Wratislaviæ , Svindnicie , Jaurensem , Monstewbergensem , Legnicensem , Bregensem , Olnicensem , Glogoviæ & Crussin , Sagom , Opoliensem , Falckenbergensem , Strelicenssem , Teschinensem , Ratheborensem & Opaviæ , Cossensem , Bythinnensem , Wsniciensem , Stinaviæ & Gorensem , nec non Marchyonatus , Moraviæ , Lufaciæ , Budissinensem & Gorlicensem , seu alios eorum quoscunque Principatus , Ducatus , terras , homines , dominia , civitates , castra seu quallibet pertinentias eorum communiter & divisim in genere , specie , sive in Bohemiâ , Moraviâ , Silesiâ , Poloniâ , Saxoniâ , Bavariâ , Franconiâ , seu alias ubicunque locorum consistant , vel ad vendicandum , vel ad usurpandum nobis quascunque , vel alicujus eorum metas , granicias , gades , seu terminos aut jura libertates , pertinentias consuetudines vel observantias , quæ seu quas ad præsens tenent ,

habent & possident seu auctore Domino de jure adipisci, habere, tehere, obtinere, vel possidere poterunt aut debebunt, quomodolibet in futurum seu etiam quæcunque alia ad ipsos quovismodo spectantia, ubicunque sita, quæ non sunt nominatim præsentibus inclusa etiam si talia forent, de quibus hic fieri deberet vel posset mentio specialis & in eum casum, si hujusmodi eorum Principes, Principatus, Ducatus, Duces, Comites, Barones, Nobiles, milites & clientes, cives, civitates, oppida, castra, aut universitates terræ seu homines, aut eorum aliquis vel aliqui, seu voluntariè, seu sponte nobis offerrent offerre vellent, vel quovismodo deliberare, subdere subicere vel offerre, quod ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc promittimus & spondemus pro nobis ac omnibus & singulis supradictis, sub juramento & fide præfatis tales vel talem nullatenus assumere, recipere, seu aliquatenus acceptare, quibuscunque ad inventionibus ingenio vel colore quæsitis. In cujus rei testimonium præsentis nostræ Majestatis & ejusdem Domine Regine consortis nostræ carissimæ sigillis auctoritatis simplicibus apensione jussimus communiri. Datum in Wysegrad, in festo sanctæ Trinitatis, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo secundo.



N<sup>o</sup>. XVI.

*Ex Diplomatario manuscripto Polonia apud  
Sommersberg , tom. II , Ser. Rer. Sil. in  
Mantissâ Diplom. pag. 86.*

GEORGIUS , Rex Bohemiæ , conventu personali cum Casimiro , Glogoviæ instituto foedus inter se ineunt , in primis contra Turcarum Imperatorem promittit Rex Poloniæ , si Rex Bohemiæ à Turcâ bello infestetur , se in personâ suâ ei opem laturum ; idipsum Rex Bohemiæ facturum est contra alios hostes omnes tam sæculares quam spirituales summo Pontifice excepto , mutuum sibi spondem auxilium , damna mutua arcentur. De injuriis jure transigatur , moneta legitima cudatur , causa Henrici , Ducis Glogoviensis & Crosnensis , à mutuis Commissariis ratione oppidorum Villarumque , quæ Rex Poloniæ possidet decidatur in oppido Babimost. De castris Osviecimensi , Woskenfi , Sieviorensi , Zatorensi , Beerwaldensi , Zivicensi convenit , ut Rex Poloniæ , possideat ad vitam ; dotem Elisabethæ Reginae debitam Rex Poloniæ , vivente Rege Bohemiæ non repetat. Glogoviæ feriâ v. Ascens. Domini 1462.



## Nº. XVII.

*Ex Diplomatario manuscripto Polonia apud  
Sommersberg , tom. II , Ser. Rer. Siles. in  
Mantissâ Diplom. pag. 86.*

**C**HRISTOPHORUS de Schidlovitz , Palatinus Cracoviensis , regni Cancellarius Sigismundi , Regis , apud Ferdinandum , Bohemiæ Regem , orator testatur se eidem Regi exhibuisse foedus inter Casimirum Poloniæ & Georgium Bohemiæ , Reges initum , cujus primum articulum de societate belli contra Turcam Ferdinandus , Rex , ad ordines regni sui relaturum esse se promittit ; pariter de societate contra hostes , ut Carolus , Imperator exciperetur voluit ; cæteri articuli de injuriis non inferendis de puniendis , transgressoribus & maledicis , de securitate viarum , de moneta , de Commissariis , sive judicibus qui lites & controversias dirimant in finibus utriusque Silesiæ , & utriusque Poloniæ , & conventus hæc de causâ faciant , dandis secundum præscriptum ejusdem foederis conclusum est. Quod si Rex alter ab altero quidpiam prætenderet , judicem vel judices de de consensu legent. Adjunctum est prætereà ut iidem Reges , & Johannes Comes Scepusiensis , Woyvoda Transylvanus , Olomucium oratores suos ad tractandum de pace nuntios mittant. Pragæ feriâ quartâ post Dominicam Oculi , anno Domini 1527.

**LES DROITS**  
*DE LA COUR IMPÉRIALE*  
**DE RUSSIE**  
*SUR LA RÉPUBLIQUE*  
**DE POLOGNE,**

*Principalement sur le Grand-Duché de Lithuanie,*  
**SOUS TITRE D'ÉQUIVALENT.**

LES DROITS  
DE LA NATION  
DE LA REVOLUTION  
DE LA LOI  
DE LA JUSTICE  
DE LA PAIX  
DE LA LIBERTE  
DE LA PROPRÉTÉ

EXPOSÉ



# EXPOSÉ

*DE LA CONDUITE*

DE LA COUR IMPÉRIALE

*DE RUSSIE,*

VIS-A-VIS DE LA SÉRÉNISSIME RÉPUBLIQUE

*DE POLOGNE.*

ON a vu dans tous les tems la Cour de Russie s'employer à procurer à la Pologne sa paix intérieure , & lui assurer un Gouvernement stable , & réglé selon les Loix. Outre les raisons d'humanité & de bon voisinage , premiers motifs d'une telle conduite , elle avoit pardevers elle la considération importante de terminer à l'amiable une multitude d'affaires ouvertes & en suspens depuis long-tems entre les deux Etats , qu'elle ne pouvoit espérer de voir décidées qu'à la faveur de l'ordre & de la tranquillité dont jouiroit la République. A la mort d'Auguste III , elle

*Tome I.*

I

s'unît, de concert avec Sa Majesté le Roi de Prusse, aux Patriotes les plus éclairés & les mieux intentionnés, & favorisa, selon leurs desirs, la libre élection d'un Roi Piasse. Il étoit besoin de cet événement pour rendre son ancien lustre à la liberté Polonoise, rassurer la qualité élective de la Couronne, & détruire une influence étrangère enracinée dans l'Etat, qui y étoit une source perpétuelle de troubles & de divisions. De même il n'y avoit qu'un Gouvernement républicain & national qui pût pourvoir efficacement aux besoins intérieurs, veiller à l'exécution des engagements au-dehors, & maintenir, par une police & une justice exacte sur les frontières, l'union & l'amitié avec les voisins. Ce premier point, la libre élection d'un Piasse obtenu, il en étoit un autre qui s'opposoit encore à l'union des esprits & à la parfaite liberté dans les délibérations. Une partie des Citoyens, autrefois membres de l'Etat, se trouvoit exclue de tous les emplois par une force injuste, & gémissaient dépouillés de l'état de Citoyens, nonobstant l'authenticité de leurs droits, leurs réclamations constantes, & l'appui des Puissances garantes de leur état.

La Cour Impériale de Russie, qui n'avoit

cessé de faire sur cet objet à la République les représentations les plus pressantes , renouvela alors ses instances ; & à la fin , après toutes sortes de tentatives , & des efforts avoués par la Nation, elle réussit , conjointement avec les autres Puissances intéressées à la même cause , à obtenir que la République légalement assemblée en Diète , rendît justice à ces Citoyens , & les rétablît , au moins en grande partie , dans leurs droits.

Tout concouroit aux vues bienfaisantes de la Russie ; elle voyoit en perspective le moment où , la paix parfaitement assurée à la République , cette Puissance voisine alloit entrer avec elle dans une négociation amiable & tranquille , & lui faire justice sur tous les points qu'elle a à régler avec elle. Pour donner plus de consistance à cet état où déjà les choses étoient parvenues , & augmenter encore la confiance de la Nation Polonoise , la Cour de Russie s'engagea , par un traité solennel , à garantir tant les Constitutions de la Diète de 1768 , que les Possessions de la République.

Mais un aspect si heureux ne tarda pas à disparaître. Une partie des esprits séditieux d'entre les principaux de l'Etat , forme des factions qui se déclarent hautement contre

des arrangemens que dicta l'équité & la saine raison. Sous les prétextes les plus absurdes ou les plus frivoles , ils se soulèvent contre l'autorité légitime , & mettent tout le Royaume en combustion. Ils ont la témérité de s'attaquer à la Cour de Russie , l'outragent par des Manifestes sanglans , & commencent contr'elle une guerre ouverte , en attaquant à main armée ses troupes qui se trouvoient alors en Pologne à titre d'auxiliaires , réclamés par l'autorité légitime. Bientôt leur méchanceté s'élance au-delà de leurs frontières ; ils séduisent la Porte Ottomane , & l'entraînent , par l'unique motif de protéger leurs complots , à déclarer la guerre à la Russie. De plus , ils déclarent le Trône de Pologne vacant dans la vue d'attirer l'étranger dans leur patrie , d'y augmenter la confusion ; & en y multipliant les embarras de la Russie , de faire une diversion d'autant plus favorable à l'ennemi , qu'ils ont provoqué contr'elle. L'ambition & la cupidité , couvertes du fantôme de la religion & de la défense des loix , courent & désolent ce vaste Royaume , sans qu'on eût prévu d'autres termes à une telle fureur que sa ruine entière. Les forces que la Cour de Russie y entretient à grands frais pendant quatre années ; les échecs multipliés qu'elles font es-

fuyez à ces perturbateurs ; la certitude que leurs bandes sont dispersées aussi-tôt qu'elles osent paroître ; des victoires signalées qui reculent loin d'eux la protection dans laquelle , au mépris de la religion & de l'intérêt de leur patrie , ils ont mis leur refuge ; rien ne peut les ramener de leur égarement & de leur fureur. Eux-mêmes n'ont plus d'autre but , d'autre espoir , que de s'ensevelir sous les ruines de l'Etat , pourvu qu'il périsse avec eux. Telles sont les fureurs de la multitude , séduite & dirigée par une partie des Chefs de l'Etat , tandis que l'autre , au lieu de travailler de bonne foi à calmer les troubles , se répète dans ses vues cachées de s'élever au-dessus de ses égaux sur les ruines de la nation , par une conduite simulée & équivoque dans le Gouvernement.

Ce n'est qu'à une telle extrémité que la Cour de Russie a pû perdre patience , & désespérer de pouvoir jamais obtenir justice de la Pologne par des voies paisibles & amicales.

On l'a vue encore au milieu des avantages les plus décisifs contre les Turcs , & après les coups les plus sensibles portés par ses troupes aux différentes bandes des soi-disans Confédérés , faire le pas le plus généreux pour vaincre l'opiniâtreté de ces derniers. Elle fait publier

une Déclaration dans laquelle , en déférant à la foiblesse de la multitude , elle s'attache à détruire les ressorts les plus cachés de la malignité ; elle explique ses intentions , dont la droiture n'auroit jamais dû être suspectée ; elle offre des tempérans , des modifications , des concessions même sur les choses les plus justes , tant elle est en garde contre le moindre soupçon qui puisse lui imputer les maux de l'Etat , tant elle desire de les guérir. A des gens qui portent le trouble & la désolation dans leur patrie ; à des particuliers qui , sans autre titre qu'une audace furieuse , ont osé lui faire la guerre , elle offre une suspension d'armes pour travailler à rapprocher & réconcilier les esprits. Jamais la dignité d'un Etat ne pût déférer avec plus d'éclat au cri de l'humanité & de la compassion , & malheureusement elle ne fut point écoutée.

Après avoir épuisé tous les moyens qui pouvoient , par le concours de la volonté de la Nation , rendre la paix à la Pologne , & à la suite procurer à la Russie la justice qui lui est due , il ne lui restoit plus qu'à recourir à des moyens indépendans de cette même volonté , & c'est ce qui a dû faire ultérieurement l'unique règle de sa conduite. Il eût été absurde de soutenir

plus long-tems , en faveur de la République , le poids d'une garantie méprisée & rejetée par la voix individuelle de la plus grande partie de la Nation , sentiment auquel le reste applaudit , ou , du moins , qu'il enhardit par son silence. Dans une anarchie où la défobéissance anéantit tout gouvernement régulier & détruit tout droit civil , le droit public aussi perpétuellement violé , est , de fait , réduit à la même inexistance.

La Cour Impériale de Russie , obligée donc de pourvoir par elle-même aux moyens d'arrêter la fureur des désordres en Pologne , d'empêcher l'écroulement de l'Etat , & de s'assurer une juste satisfaction sur ses droits légitimes , est entrée à cet effet dans un concert avec la Cour Impériale & Royale , & S. M. le Roi de Prusse ; & ces trois Puissances ont déféré à la voix de l'intérêt & de la sûreté de leurs peuples dans une situation pareille d'un Etat voisin.

En conséquence , elles ont déjà annoncé à la Nation Polonoise , qu'elles vouloient travailler d'un commun accord à rétablir & à rassurer l'ordre & la tranquillité en Pologne ; à maintenir la constitution de cet Etat & les libertés de la Nation , ainsi qu'à consolider son existence

politique extérieure , & lui assurer la permanence désirée par l'intérêt immédiat de leur voisinage.

En même tems Sa Majesté Impériale de toutes les Russies , pour s'acquitter de ses devoirs envers son Etat & son peuple , & ne pouvant, sans compromettre leurs intérêts les plus évidens , attendre plus long-tems justice de la Pologne , s'est fait raison à elle-même , en prenant en sa propriété & possession effective les terres & pays ci-après énoncés : savoir , le reste de la Livonie Polonoise , de même que la partie du Palatinat de Polock , qui est en-deçà de la Duina , & pareillement le Palatinat de Witepsk , de sorte que la rivière de la Duina fera la limite naturelle des deux Etats jusques près de la frontière particulière du Palatinat de Witepsk d'avec celui de Polock ; & en suivant cette frontière jusqu'à la pointe où les limites des trois Palatinats , savoir , de Polock , de Witepsk & de Minsk , se sont jointes. De laquelle pointe , la limite sera prolongée , par une ligne droite , jusques près de la source de la rivière Drujuk , vers l'endroit nommé Ordwa ; & de-là en descendant cette rivière jusqu'à son embouchure dans le Dnieper , de sorte que tout le Palatinat de Mscislawl , tant en-

deçà qu'au-delà du Dnieper , & les deux extrémités du Palatinat de Minsk , au-dessus & au-dessous de celui de Mscislawl , en-deçà de la nouvelle limite & du Dnieper , appartiendront à l'Empire de toutes les Russies ; & depuis l'embouchure de la rivière Drujuk , le Dnieper fera la limite entre les deux Etats , en conservant toutefois à la ville de Kiow , & à son district , la limite qu'ils ont actuellement de l'autre côté de ce fleuve.

En effectuant cette prise de possession , la Cour de Russie renonce à toute restitution des pays usurpés sur son Empire par la République & ses sujets , comme aussi à toute réparation pour ses sujets , des torts & dommages à eux causés , & à la restitution des descendans des transfuges de son Empire nés & domiciliés en Pologne. Ces objets vont être spécialement déduits ci-après article par article , & prouvés avec la plus grande évidence , & il demeurera constant que les terres que la Cour de Russie a prises en sa main & réunies à ses Etats , n'en font qu'un équivalent très-modéré ; ce sont , d'ailleurs , celles qui peuvent lui être cédées avec le moins de préjudice pour la Pologne , puisque les deux Etats en retirent l'avantage commun d'une frontière plus nette & moins

litigieuse ; tellement que la République , en traitant dans une négociation tranquille l'objet d'un dédommagement aussi indispensable que celui qui est dû à la Russie , n'auroit pu elle-même en proposer d'autres ni accorder moins , tant les Droits de cette Puissance sont positifs & étendus.

### *D É D U C T I O N.*

Depuis 1523, tous les Traités & Réglemens des frontières conclus solennellement entre l'Empire de Russie & la Pologne, ont établi & fixé la limite des deux Etats , depuis l'embouchure de la Dwina jusqu'à la petite ville de Stoika , sise sur le Dnieper , cinq milles au-dessous de Kiow. Sans égard pour cette détermination des limites , la Pologne a fait successivement , & selon les lieux de sa convenance, des entreprises considérables sur le territoire de Russie ; & depuis plus de soixante années , elle en occupe & cultive au profit de ses sujets & au préjudice de ceux de la Russie , au-delà de 1300 werstes quarrées d'un sol gras & fertile : ce qui est démontré par des plans & cartes exactes de chacun des endroits injustement envahis , & constaté encore par des réclamations

publiques de la Cour de Russie , & par une multitude de plaintes particulieres de ses sujets lésés par ces usurpations.

Quelques peines que se soit donné la Cour de Russie pour obtenir satisfaction sur un objet aussi liquide , elle l'a toujours fait sans succès , parce que l'intérêt des particuliers qui y avoient trouvé un aggrandissement considérable à leur fortune , a toujours eu plus d'effet sur les résolutions de l'Etat que la justice , l'observation des Traités , & les égards que prescrit un bon voisinage.

Il y a plus ; c'est que comme l'injustice ne connoît d'autre règle que celle de conserver ce qu'elle s'est approprié , chaque propriétaire cantonné dans ces terrains envahis sur la Russie , y exerçoit tous les désordres propres à une telle domination & à de telles usurpations ; tenoit ses gens continuellement en armes ; ne cessoit par des excursions de fatiguer continuellement les possessions de son voisinage , & croyoit n'assurer les siennes , qu'en poussant en avant une espece de désert pour leur servir de barrière. Des informations authentiques sur cet état des frontières , & les dépositions de nombre de témoins oculaires encore vivans , feroient le tableau le plus affreux des maux

que les sujets de la Russie ont eu à souffrir & en souffrent journellement. En considérant ce qu'importe la restitution d'une étendue de terrain si considérable, & y joignant les dommages causés par toutes les voies illicites dont l'occupation s'en est faite, enfin les intérêts de plus de soixante années de jouissance, on sentira que la valeur totale de l'objet de cette première réclamation de la Cour de Russie, est immense; mais elle n'est pas encore la plus considérable, toute importante qu'elle est.

Par l'article VII du Traité de paix perpétuelle conclu à Moscou en 1686, la Russie consentit à laisser en barrière un terrain qui étoit une de ses anciennes possessions, sur lesquelles étoient situées les villes de Kzyfzezio, Trechtamiraw, Kanew, Mofzny, Solkonja, Czarkassy, Bobrowica, Bussim, Voroukow, Krylow & Czygin; une pareille concession n'ayant eu pour but que de mettre plus promptement fin à une guerre sanglante, & d'assurer, par un remède aussi violent, qu'une dévastation de pays, la tranquillité du voisinage entre deux Nations rivales & nouvellement réconciliées, il s'ensuit nécessairement que toute atteinte à une telle destination de la part des sujets de la République de Pologne, a, par le

fait même , fait revivre sur cette étendue de terrain le droit incontestable , & jamais aliéné de la Russie ; & que c'est à la Pologne , non-exécutrice de ces Traités , à répondre de tous les dommages que , faute de barrière , on a eu du côté de la Russie à souffrir. Il est même à propos d'observer , que cette stipulation de barrière n'étoit qu'éventuelle & à tems , puisqu'il est nommément dit , que cela ne restera ainsi que jusqu'à ce qu'il en ait été autrement convenu amiablement. Il s'agissoit donc de donner aux deux Nations le tems de déposer leurs anciennes hâines ; & pour ôter les occasions prochaines à des querelles entre les sujets , & à la suite de celles-là à une rupture entre les deux Etats , la Russie sacrifioit , pour un tems , la possession du terrain qui s'étend depuis la petite ville de Stoika jusqu'à la rivière Tecmine , & s'avance depuis la rive droite du Dnieper , jusqu'à cinquante werstes en largeur le long des frontières de la Pologne. Il n'y a pas ici d'idée de cession de la part de la Russie ; c'est un gage qu'elle avance pour la solidité de la paix , qui doit lui retourner quand l'effet en sera produit. C'est-là la seule interprétation raisonnable qu'on puisse donner à la stipulation , jusqu'à ce qu'autrement il en ait été

amiablement convenu. Ce n'est point à la Russie à souffrir de dommages , de ce que la confusion des affaires intérieures de la Pologne n'a jamais permis de régler définitivement cet objet avec elle , quelques instances qu'il lui en ait été faites de la part de la Russie. Mais qu'est-il arrivé ? Les Polonois , qui , sous un Gouvernement Aristocratique , ne suivent pas aussi uniformément le mobile de la politique du Gouvernement que dans un Etat Monarchique , n'ont point balancé à s'approprier ce terrain qui étoit tant à leur bienséance ; & y trouvant déjà l'avantage de tous les anciens établissemens des Russes , ils n'ont pas tardé à en faire un District des plus fertiles & des plus peuplés de la Pologne. Ce qu'il y a de plus criant & de plus préjudiciable pour la Russie , c'est que , de la plupart de ses sujets tirés de la petite Russie , ils ont peuplé ces Districts ; gens qu'ils ont attirés par toutes les voies de la séduction ; & quand celles-ci n'étoient pas suffisantes , en faisant des excursions sur le territoire de Russie , & y enlevant de force ses sujets. On a dit ci-dessus , que dans un Gouvernement Aristocratique , le particulier ne suit pas autant que dans un Gouvernement Monarchique l'impression politique

de l'Etat ; & par-là on a donné, du moins en apparence , prétexte à l'objection que l'Etat , dans un cas pareil , n'est point responsable de la conduite des particuliers qu'il peut avoir ignorée, & que ce n'est pas de lui que l'on peut répéter des dommages causés par eux. Elle disparaîtra d'abord, cette objection, dès qu'on recourra à l'état certain de ce District. Il se trouve actuellement dans son enceinte nombre de possessions des premières familles de l'Etat, s'entend de celles mêmes qui participent au Gouvernement. Il contient onze villes , lesquelles sont régies selon les mêmes loix que le reste de la Pologne , ont des Tribunaux dont les Juges sont installés avec les mêmes cérémonies & formalités. On y voit plusieurs Starosties & autres Bénéfices royaux , auxquels il a été nommé à différentes vacances. Ainsi le même Gouvernement , qui fait quel doit être l'état de ce District par l'engagement des Traités qu'il étoit tenu de faire observer , ne fait pas moins positivement quel il est devenu par l'usurpation ; & de fait , on recueille le fruit comme du reste de ses possessions. Une réflexion qui constatera encore mieux que non-seulement le Gouvernement n'ignore pas cette usurpation , mais que c'est de son aveu & de

son autorisation , soit tacite , soit publique ; qu'elle est faite , c'est que le moment choisi pour l'effectuer , est celui des plus grands embarras politiques où la Russie se soit trouvée ; savoir en 1711 , où elle étoit engagée dans la guerre avec les Suédois & la Turquie. Un calcul aussi politique trahit la main qui opère. Mais la Russie n'a besoin que de son droit ; & quand elle réclame un terrain qui lui appartient à aussi juste titre , elle ne doit connoître que l'Etat lui-même , & c'est à lui à lui procurer , avec la restitution d'un terrain qui contient plus de 8000 werstes quarrées , un dédommagement suffisant pour la jouissance qu'en ont eu à leur profit les sujets de la République elle-même pendant plus de soixante années. L'évaluation d'une restitution aussi considérable & incontestable , selon l'estimation la plus modique , formeroit une somme prodigieuse.

Il a été avancé ci-dessus , que les Polonois , pour peupler le district usurpé sur la Russie , y avoient attiré par toutes sortes de voies nombre de ses sujets , & cela n'a pû se faire que par une contravention manifeste au Traité de paix perpétuelle. Ce n'est pas seulement de ce côté-là qu'ils ont employé & pratiqué ces manèges ,

nèges , au préjudice le plus notable tant de l'Etat que des particuliers. Sur toute l'étendue des frontières entre les deux Etats, & même à une profondeur considérable dans l'étendue des terres , il n'y a presque point de villages qui ne se ressentent , plus ou moins , de cette désertion favorisée & sollicitée , & souvent forcée par la Noblesse Polonoise : celle-ci aussi-tôt qu'elle a reçu ou attiré chez elle un de ces transfuges , ne manquant pas de le faire passer sur des terres de l'intérieur , & même vers la frontière de Hongrie , de cette façon éludant toute réclamation qui en est faite , & niant hautement que tel homme se soit retiré chez elle. Ce sont de ces faits publics , que dépose chaque village Polonois , où l'on trouve plus ou moins de ces transfuges de Russie. Les différens états ramassés des diverses plaintes des particuliers , ainsi que des rapports des Gouverneurs , pour les payfans de la Couronne , en portent le nombre à plus de 300,000 , sans compter leurs descendans , depuis tant de tems qu'a commencé & que se perpétue cette émigration , & il faut penser qu'il y en a toujours un grand nombre qui échappe aux spécifications les plus exactes. Cet objet a fait la matière des perpétuelles réclamations de la Cour

de Russie ; & on ne doit pas être surpris de leur inutilité , quand on réfléchit que les seules personnes qui auroient pû déterminer l'Etat à cet acte de justice , de bon voisinage , & d'observation des Traités , étoient les premiers intéressés à traîner cette affaire en longueur sous mille prétextes frivoles , & à laisser la Russie dans une poursuite qui , de la part de tout autre Etat , auroit été immanquablement un sujet de guerre.

Mais comme une telle appropriation des sujets de la Russie est contraire au droit des gens , & nommément défendue par les Traités , la Russie est fondée dans les titres les plus légitimes à les réclamer , & elle fera , sur cet article , tout ce qu'il est humainement possible d'attendre de son amour pour la paix , que de se borner à la restitution des fuyards nés dans ses Etats , & ne l'étendant pas après leur mort sur leurs descendans nés en Pologne.

Tels sont les Droits proprement de l'Etat que la Russie a à réclamer de la Pologne ; l'évidence & la justice ne sauroient former des titres plus incontestables. Elle n'est pas moins fondée à y joindre la demande de dédommagemens , pour les pertes & les torts les plus graves causés à ses sujets. En voyant l'import-

tance de ces objets , on sentira quelle a été sa modération & sa patience , & combien elle étoit autorisée à se faire enfin elle-même une justice censée lui avoir été refusée pour jamais , puisque soixante ans de suite elle l'a sollicitée inutilement.

## *P E R T E S E T D O M M A G E S*

### *CAUSÉS AUX SUJETS DE LA RUSSIE.*

On fait que le cultivateur en Russie comme en Pologne , & dans une grande partie de l'Europe , est attaché à la Glebe , & forme une partie de la propriété du Seigneur. On sent déjà , sur la perte de 300 , 000 habitans de toute espèce , quelle diminution prodigieuse a souffert la Noblesse dans ses revenus & dans le capital de ses richesses. Non-seulement il faut compter la perte effective de chaque famille désertée pour s'établir en Pologne ; il a dû , dans tous les villages voisins des frontières , régner , par l'exemple de ces transfuges , un esprit de défobéissance , de désordre , de menaces , qui n'a pas permis de tirer de ceux qui restoient le parti ordinaire pour la culture des terres. Il est tel propriétaire qui , au lieu

de tirer aucun revenu d'un village , a dû nourrir ses propres payfans pour en prévenir la défection , & est resté chargé de terres ruineuses pour lui , sans produit ni valeur vénale , toujours se flattant que la Cour obtiendrait justice , & qu'il y auroit une police sur les frontières , à l'abri de laquelle il pourroit un jour rétablir l'ordre & l'économie parmi ses gens.

Il y a aussi une perte ruineuse en richesses de toute espèce ; chaque transfuge prenant ce qu'il a de meilleur , son cheval , son argent , empruntant le cheval ou l'argent de son voisin , tout dispaçoit pour toujours avec lui , & l'appauvrissement augmente chaque jour.

Souvent les propriétaires ont envoyé de leurs gens en Pologne , chercher à découvrir les fuyards de leurs terres ; souvent ils les ont trouvés , & les ont réclamés juridiquement , mais sans aucun succès , par l'impossibilité d'obtenir justice sur un objet où chaque gentilhomme Polonois donne la main à l'autre , & connive à ses injustices.

En venant solliciter une justice si évidente , ils ont été exposés , on ne dira pas à des chicanes , on fait comment s'administre la justice en Pologne ; mais à des persécutions inouïes ,

à des emprisonnemens, des outrages, des punitions corporelles, & même de mort, soit sur un ordre privé, soit par sentence de quelque petit tribunal borgne. Plusieurs ont été renvoyés, défigurés pour leur vie par des mutilations barbares. Ces excès, les dépenses qu'a dû supporter la Noblesse dans la recherche de ses gens & la poursuite d'une justice qu'il lui a été impossible toujours d'obtenir, augmentent la masse de ses pertes, & le dommage total est immense.

Sur un autre article, partie des sujets de la Russie n'ont pas moins éprouvé, par les pertes & les torts les plus frappans, combien il est impossible à un Russe d'obtenir quelque justice en Pologne. Ceux de la petite Russie, tant pour les particuliers que les ecclésiastiques & les monastères, qui, après avoir été quelque tems sous la domination de la Pologne, sont retournés à leur ancien maître, l'Empire de Russie ayant des prétentions à exercer dans différentes provinces de la Pologne, soit à titre de succession, de donation, d'acquêt ou autre, ont été vainement sur les lieux réclamer les biens qui leur échéoiient légitimement; après les avoir consumés en frais, en les faisant passer par tout le dédale de la chicane, on les a

obligés de s'en retourner chez eux sans rien terminer , de confier leurs titres à des commissionnaires , qui n'ont pas tardé à en traiter avec leur partie adverse ; & les biens qui leur appartenoient le plus légitimement , leur ont été ravis sans retour. Nombre d'entr'eux ont eu encore à essuyer les mêmes avanies , les mêmes emprisonnemens , & tous les traitemens barbares qu'ont éprouvé les gens envoyés par les Gentilshommes Russes pour réclamer leurs transfuges. Quelque réclamation qu'ait fait le Ministère de Russie en faveur de tant de ses sujets ruinés par un déni de justice si inhumain & si opposé à ce que des Etats policés se doivent l'un à l'autre , l'examen de ces affaires ayant été renvoyé continuellement aux mêmes tribunaux qui avoient commis les premières injustices ou les avoient autorisées , il n'a jamais été possible d'avoir aucune résolution ; les biens sont restés à qui s'en étoit emparé , sans que les sujets de la Russie aient obtenu le moindre dédommagement. Par les documens originaux qui se trouvent encore dans les familles malheureusement ruinées par ces injustices , sans compter , ni la restitution des fruits depuis près d'un siècle , ni les dépenses & frais excessifs faits par leurs ayeux pour tâcher d'ob-

tenir justice, cet objet fait un capital très-considérable.

Il n'y a point de Puissances qui ayent entre elles de Traités & d'Engagemens solennels plus précis & plus analogues au vrai bien des sujets, pour leur commerce & communication respective, que ceux qui existent entre la Russie & la Pologne, & anciennement celle-ci & la Suède quant à la Livonie, province cédée à la Russie avec tous ses droits & appartenances; le Traité d'Oliva, article 15; celui de paix perpétuelle à Moscou, 1686, article 18, & les paragraphes 1, 2, 4, 5, 10 & 19 du Traité de 1705 à Varsovie. Cependant jamais Traité ne souffrit d'infractions plus sensibles; ni aucun commerce ne fût exposé à d'aussi grands préjudices, que ce qui a été souffert par les sujets de la Russie, pendant près d'un siècle, de la part de la République & de ses sujets. Ce n'est point ici une allégation pour prévenir le public, ni une accusation sans titre; c'est un fait incontestable, prouvé par les documens les plus authentiques & par des milliers de témoins oculaires. C'est sur ce qui demeure constant par l'expérience journalière, que la Russie impute à l'Etat, à ses membres & à ses sujets, la ruine totale du commerce

entre les deux Nations, que la cupidité & l'intérêt de leur part a causée avec la violation la plus manifeste des Traités; & elle leur impute en même tems d'avoir autorisé, favorisé, & souvent établi eux-mêmes les innovations suivantes contre la teneur des Traités, & de n'avoir jamais entendu à aucun redressement ni réparation, quelques instances qui leur en aient été faites de la part de la Russie.

1°. Contre la teneur des Traités ci-dessus cités, non-seulement la République a changé arbitrairement les lieux fixés pour les douanes, mais encore elle en a augmenté le nombre; ce qui a causé des entraves, des gênes & des pertes considérables au commerce des Russes, soit sur le Dnieper, soit sur la Dwina. L'inconvénient de la multiplication de ces bureaux se trouve encore accru par le manque de règlement ou de tarif, parce qu'il est absolument laissé à la discrétion des Employés, dont le nombre est prodigieux à chaque bureau, de fixer, d'augmenter ou de baisser la douane selon les circonstances, ou, pour mieux dire, selon leur caprice & leur cupidité particulière. Aussi la dénomination seule de tous les droits que ce nombre prodigieux d'Employés se fait payer, montre-t-elle autant l'injustice de ce

titre, que la rapacité des mains où ils passent. Ce sont des casuels, des donatifs, des discrétions, des présens, des droits de tour, droits du Vayvode, droits de Vice-Vayvode, du Staroste, des Officiers aux douanes, des Assistans, Receveurs, Reviseurs, bas-Officiers & Soldats de garde, droits de tournée, droits d'Expéditeurs; enfin il n'y a pas jusqu'à l'Exécuteur de la haute-Justice pour lequel il y a un droit à payer. De sorte qu'actuellement, ces concussions, ces pillages & déprédations, sur tous les navires qui descendent la Dwina chargés des productions du pays, en font monter les droits à 500 pour cent au-dessus de ce qu'ils étoient encore il y a quarante ans, & alors ils étoient déjà hors de leur vrai taux.

II°. Un exemple aussi pernicieux ne manque pas d'être suivi par la Noblesse de tout état le long du Dnieper & de la Dwina, sans qu'à celle-là il appartienne le moindre droit de lever des douanes, des accises ou autres impôts. Elle s'est d'autant plus enhardie à accroître graduellement ses excès, que quelque représentation qui ait été faite contr'elle, elle n'en a jamais été reprise ni punie. Loin de cela, les sujets de la Russie qui ont été solliciter justice dans les Tribunaux de la Pologne, ont eu

des frais immenses à supporter, & souvent ont été condamnés à des punitions corporelles. Dans ce même esprit de rapine, la Noblesse qui a ses terres le long de ces rivières, & les Juifs, leurs fermiers, sous prétexte de vérifier les acquits des douanes, arrêtent les navires chargés de marchandises, les font ancrer au rivage, & prennent après, de force, tout ce qu'ils veulent, pour le prétendu droit d'étape. Souvent ils leur refusent des pilotes jusqu'à ce que les eaux soient basses; & alors ceux qu'ils leur donnent les conduisent sur les fables ou sur des rochers cachés sous l'eau, afin qu'eux & leurs maîtres puissent à leur gré piller les navires quand ils ont fait naufrage, & extorquer des payemens excessifs pour le droit de sauvetage & de dépôt; car en contravention au contenu précis du paragraphe 4 de l'article 19 du Traité de Varsovie de 1705, ils ne permettent jamais aux propriétaires des navires naufragés, de sauver eux-mêmes leurs effets; quelquefois ils poussent l'excès & l'inhumanité, jusqu'à faire payer pour la pierre contre laquelle le vaisseau s'est brisé.

III°. Le commerce par terre n'est pas exposé à moins de chicanes & de contributions de la part de la Noblesse, le long des grandes

routes & des chemins de traversé. Ces Gentilshommes extorquent des marchands des sommes excessives , sous le nom de douanes , d'accises , de traites , de péages ; & si le marchand veut prendre la route la plus courte & la plus facile , ils le forcent à prendre la plus mauvaise & la plus difficile , le font passer sur des ponts ruinés ou sur de méchans radeaux.

IV°. Une source des pertes les plus fréquentes & les plus grandes que le commerce a à souffrir , c'est la mauvaise foi de beaucoup de Gentilshommes Polonois , qui contractent avec les marchands de Riga , ou d'autres villes de Russie , pour la vente du bois & d'autres denrées , & qui ayant pris de l'argent d'avance , souvent la moitié du prix , non-seulement n'exécutent rien du contrat , mais encore souvent retiennent l'avance dont ils sont nantis , sous mille faux prétextes ; comme celui de dire , qu'ils ont des prétentions d'une égale valeur sur les marchands de telle ou telle ville de Russie. Malgré que la sûreté du commerce soit garantie par tant de Traités , la Noblesse Polonoise , qui ne connoît ni frein , ni règle , arrête sur les routes les marchands Russes & leurs fac-

teurs, les pille & leur enlève leur argent, souvent sans l'ombre de prétexte ; d'autres fois, pour des prétentions qui ne les regardent en aucune manière. Cela n'est pas assez ; souvent ils enferment ces marchands sur leurs terres dans des cachots obscurs, où ils leur font éprouver leurs plus cruels tourmens. Il y en a des exemples sans nombre , & de tous récents ; & la justice que ces malheureux vont chercher à grands frais dans les Tribunaux, & qu'ils n'obtiennent jamais , ne fait que consommer leur ruine. Par toutes ces violences , ces fraudes , ces vexations odieuses & injustes , ces vols manifestes & ce déni perpétuel de toute justice , il conste , par les documens les plus sûrs , & presque tous fondés sur des actes juridiques, que les marchands de Riga , seuls, ont souffert un dommage de plus d'un million d'écus Alberts , & les commerçans des autres villes trois fois plus.

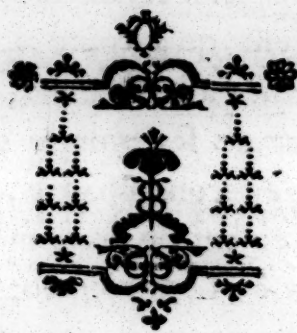
Voilà quelles sont les prétentions aussi justes qu'importantes de la Russie ; la restitution de deux terrains immenses enlevés contre la teneur des Traités , & les intérêts légitimement dûs pour une possession dont ses sujets ont été frustrés si long-tems ; la restitution de sujets

séduits , enlevés ou recélés , dont le nombre forme un objet trop considérable , pour que l'Etat n'y pourvoie pas ; la réparation de tant de torts & de dommages faits à la noblesse , aux monastères & enfin au commerce , contre la teneur des Traités , à quoi on pourroit encore ajouter bien d'autres titres & prétentions , qui ne seroient pas d'une médiocre considération.

Après les dépenses considérables en hommes & en argent qu'a coûté à l'Empire de Russie son assistance à la Pologne , pour la sauver de la fureur de ses propres citoyens , & qui , au lieu de reconnaissance , n'a produit qu'un renouvellement de cette même fureur , jusqu'à menacer de l'écroulement total de l'Etat ; c'est un acte de générosité , que , de concert avec les deux Puissances voisines de la Pologne , la Cour de Russie se soit prêtée à mettre fin à l'anarchie qui la désoloit , & à lui assurer une existence mieux réglée , plus heureuse & plus tranquille. Après la perte irréparable en hommes & en argent que lui cause une guerre injuste , dont les Polonois sont les seuls instigateurs , il doit paroître bien modéré que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies

158 *Partage de la Pologne.*

se borne à n'exercer que des droits aussi incontestables que les siens, & à se procurer la réparation de dommages que jamais un Etat ne peut refuser à l'autre, & qu'ici rien ne soit aggravé par la vengeance la plus juste.



**LES DROITS**  
*DE SA MAJESTÉ*  
**LE ROI DE PRUSSE,**  
*COMME MARQUIS DE BRANDEBOURG,*  
**SUR LE DUCHÉ**  
**DE POMÉRELLIE,**  
*Et plusieurs autres Districts du Royaume*  
**DE POLOGNE;**  
*AVEC LES PIÈCES JUSTIFICATIVES.*

LES DROITS

DE LA MAISON

DE LA RUE DE LA

DE LA RUE DE LA

DE LA RUE DE LA

DE LA RUE DE LA

DE LA RUE DE LA

DE LA RUE DE LA

DE LA RUE DE LA

LES



LES DROITS  
DE SA MAJESTÉ  
LE ROI DE PRUSSE,  
COMME MARQUIS DE BRANDEBOURG,  
SUR LE DUCHÉ  
DE POMÉRELLIE,  
*Et plusieurs autres Districts du Royaume*  
DE POLOGNE;  
*AVEC LES PIÈCES JUSTIFICATIVES.*

POUR peu qu'on soit instruit de l'ancienne histoire du Nord de l'Europe , on ne sauroit ignorer que la Couronne de Pologne possède plusieurs provinces considérables, qui, par leur origine primitive , devroient appartenir au corps de l'Etat de la Maison Electorale de Brandebourg, & que cette sérénissime Maison est en droit de revendiquer en tems & lieu. Telle est :

1°. La Pomérellie , Palatinat de Pologne ;  
qui est situé entre les rivières de la Vistule &

Tome I.

I.

de la Norecz ou Netze, la Mer Baltique & la Poméranie Brandebourgeoise.

Dès les premiers tems que la possession des Etats a commencé à devenir héréditaire en Europe, ce Duché a été le patrimoine des Ducs de Slavie & de Poméranie, dans les droits desquels, après l'extinction de cette famille Ducale, les Electeurs de Brandebourg ont succédé, comme il est notoire. Le public pourra juger d'un coup d'œil, de l'injustice avec laquelle les Souverains de la Pologne ont enlevé la Pomérellie aux anciens Ducs de Poméranie, si on lui présente un précis succinct de l'histoire de ce pays, qu'il faudra pourtant reprendre dès son origine.

Il est connu que lorsque les Goths, les Vandales, les Francs, les Angles, les Longobards, & tant d'autres Nations Germaniques, qui ont détruit l'Empire Romain, & fondé presque toutes les Monarchies modernes de l'Europe, eurent quitté leur ancienne patrie, les bords de la Baltique, de la Vistule, de l'Oder & de l'Elbe, la Nation Sarmatique des Slaves ou Vénèdes occupa ces régions abandonnées, & établit entre l'Elbe & la Vistule un puissant Empire, subdivisé entre plusieurs tats, dont le principal fut celui qui comprit la Poméranie moderne, la Pomérellie, la Nou-

velle-Marche , & la Marche Ukeraine. Les Souverains de cet Etat indépendant furent assez puissans , pour être appelés par les anciens Historiens du Nord (1), *Kongur of Vindlandi*, Rois de la Vénédie. C'est ainsi que Mistevoi & Burislas ou Bogislas, Rois des Vénédes, ont signalé leurs noms dans l'histoire du dixième siècle. La généalogie certaine , & non interrompue , des Ducs de Poméranie , ne commence pourtant qu'à Svantibor I , mort en 1107 , qui a laissé quatre fils , dont deux ont été fondateurs des deux principales branches des Ducs de Poméranie. Wratislas I , qui fut converti au christianisme par Otton , Evêque de Bamberg , commença la ligne des Ducs de Poméranie , de Slavie & de Cassubie , établis tantôt à Stettin , tantôt à Wolgast , Demmin ou autre part , qui possédèrent tout le pays depuis les confins de Mecklenbourg jusqu'à la petite rivière de Grabo , près de la ville de Slave , région appelée alors la Slavie & la Cassubie , & y réunirent ensuite le District entre les rivières de Grabo & de Léba , avec le titre de Ducs de Poméranie , après l'extinction de

---

(1) Helmold , Snorro Sturleson , Oddo. Schwartz Hist. féodale de la Poméranie.

la ligne des Ducs de ce nom établis à Dantzic (1). Cette première branche, après avoir été souvent divisée & réunie, a duré jusqu'à Bogislas XIV, dernier Duc de Poméranie, lequel étant décédé en 1637 sans héritiers mâles, la succession de toute la Poméranie passa à la Maison Electorale de Brandebourg, en vertu des anciens pactes conclus entre les deux Maisons. Bogislas I, second fils de Svantibor I, fonda la ligne des Ducs de Pomérellie, qui possédèrent le pays entre la Grabo, la Vistule & la Netze (2), ou la Poméranie proprement

(1) Pour se convaincre de la vérité de toutes ces circonstances, on n'a qu'à lire avec attention le Code Diplomatique de Poméranie de feu M. de Dreger, dont le Tome premier, qui va jusqu'à l'an 1269, est imprimé; les autres Tomes sont encore en manuscrit. Ce recueil d'anciennes Chartres est tiré des Archives des Ducs & des Couvents de Poméranie, aussi-bien que des Archives du Brandebourg & de la Prusse, & mérite par conséquent toute foi.

(2) Cette possession se vérifie également par le Code Diplomatique de Poméranie. Les limites de la Pomérellie alloient du tems des anciens Ducs, plus loin qu'aujourd'hui, & s'étendoient jusqu'à la Netze, ce qui est non-seulement attesté par les Historiens de Poméranie, *Micral. L. II. § 67.* Mais la vérité de cette assertion se prouve aussi par des circonstances non contestées; telles que lesdits Ducs ont long-

dite (1), ayant la ville de Gdansk ou Dantzig pour résidence; & cette branche fut continuée

---

tems possédé & défendu contre les Polonois les villes de Nakel & de Czarnikow, situées l'une & l'autre sur les rives de la Netze, *Micral. Boguphal & Bazko* dans le Recueil de *Sommersberg*, T. I, p. 61, 67, 68; les deux derniers sont des historiens Polonois du treizième siècle.

(1) Quand on examine le Code Diplomatique de Poméranie, on trouve que vers la fin du douzième siècle, où commencent les Chartres de Poméranie, & au commencement du treizième les Ducs de Stettin portoient dans leurs Chartres tantôt le titre de Ducs de *Slavie*, tantôt celui de Poméranie, tantôt ils réunissoient même les deux titres; dans la seconde moitié du treizième siècle, ils se servoient ordinairement du titre de Ducs de *Slavie & de Cassubie*, & n'y ajoutoient que rarement celui de *Poméranie*; mais après l'extinction de la ligne de Dantzig, & sur-tout depuis l'an 1316, après avoir conquis le pays entre la Grabo & la Léba, ils ont constamment ajouté aux titres de *Slavie & de Cassubie* celui de Poméranie, qui depuis est devenu leur titre principal & celui de tout leur Duché. D'un autre côté les Ducs de Dantzig, possesseurs du territoire entre la Grabo & la Vistule s'appelloient presque toujours *Ducs de Poméranie*, & même quelquefois de toute la *Poméranie*. Ces observations combinées, vérifient ce qui a été avancé ci-dessus dans le texte, & principalement: que la région entre le Mecklenbourg & la Grabo, étoit la *Slavie & la Cassubie*; que

en ligne directe par Subislas I (1), Mestvin I,

celle depuis la Grabo jusqu'à la Vistule étoit la Poméranie , & que les Ducs de Slavie ou de Stettin avoient un droit incontestable sur le pays des Ducs de Dantzic ou la Poméranie , lequel ils ont dénoté & conservé , en se servant souvent du titre de Poméranie pendant que la ligne de Dantzic existoit , & en se l'appropriant constamment après l'extinction de cette ligne & la conquête d'une partie de ses possessions délaissées. L'autre partie de la succession des Ducs de Dantzic , que les Chevaliers Teutoniques & ensuite les Rois de Pologne ont usurpée , a aussi gardé le nom de Poméranie dans tous les actes publics jusqu'à nos tems ; ce n'est que dans la vie commune & abusivement qu'on l'appelle Pomérellie , dénomination qu'il faudra pourtant garder ici , pour distinguer ce pays du Duché de Poméranie que la maison de Brandebourg possède déjà depuis la paix de Westphalie.

Le nom de *Slaves* étoit le nom général de toute la nation Vénede , dont les Poméraniens faisoient une nation particulière ; & a été traduit en Allemand par celui de Wenden , ce qui se vérifie par la circonstance , que les Souverains de Poméranie qui , dans les Chartes latines , s'appellent *Duces Slavorum* ou *Slavia* , y substituent toujours dans les Chartes Allemandes , le titre de Ducs de Vénedes *Hertzoge von Wenden* , observation qui doit décider la dispute littéraire sur l'origine du titre de Wenden , qui se trouve dans les titres de la Maison de Brandebourg.

(1) Fondateur de la célèbre Abbaye d'Oliva, près

& Svantebold jusqu'à Mestvin II, qui décéda en 1295 sans héritiers mâles, en ne laissant que des filles. Cette seconde branche des Ducs de Poméranie étant donc éteinte, leur succession, & par conséquent la possession de la Pomérellie, devoit naturellement retomber aux Ducs de Slavie & de Poméranie, de la branche de Stettin, en qualité de plus proches cousins & héritiers collatéraux de Mestvin, dernier Duc de Pomérellie, comme on le prouvera encore plus amplement ci-dessous, pour ne pas interrompre ici le fil de l'histoire; mais ils en furent exclus par les artifices & les forces supérieures de Premislas II, Duc de Pologne, qui, parent de Mestvin du côté des femmes, & plus agréable à la Noblesse Vénede de la Pomérellie par la ressemblance de la langue & des mœurs, que les Ducs de Stettin, presque germanisés, avoit trouvé moyen de se faire désigner, du vivant de Mestvin II, pour son successeur. A la mort de ce Prince, arrivée en 1295, Premislas s'empara de tous ses Etats, & prit, à l'occasion de cette conquête, le titre de Roi de Pologne, n'ayant porté jusques-là

---

de Dantzic, où l'on voit encore les tombeaux & les mausolées des Ducs de Poméranie de cette branche.

*Schütze, Histoire de Prusse.*

que celui de Duc. Il fut tué l'année 1296 par ses compétiteurs les Marggraves de Brandebourg. Vladislas Loctec & Wenceslas, ses successeurs au Trône de Pologne, continuèrent encore pendant quelque tems à usurper la Pomérellie ; mais ils en furent dépossédés après l'an 1306, tant par les Marggraves de Brandebourg, que par l'Ordre Teutonique, ce qui exige une courte digression. Les Marggraves de Brandebourg, qui dès, ou même avant (1) l'association de la Slavie à l'Empire d'Allemagne, laquelle se fit en 1181 ou environ, avoient été établis par les Empereurs pour Seigneurs *suzerains* des Ducs de Slavie & de Poméranie, & que ces Ducs avoient reconnus pour tels (2), réclamèrent après la mort de

---

(1) V. Helmold, dans sa Chronique des Slaves, L. I, c. 65.

(2) Cette vérité fortement contestée par les Historiens Poméranien, est à présent constatée par les Diplomes d'inféodation, que les Empereurs Frédéric II. & Adolphe de Nassau ont donnés en 1231 & en 1295 aux Marggraves de Brandebourg, & dont les originaux se conservent encore dans les Archives de Berlin (a). Les Empereurs y confirment expresse-

(a) On en trouvera une copie exacte parmi les pièces justificatives, N°. I.

Mestvin II la possession de la Pomérellie , comme d'un fief vacant qui leur étoit dévolu. Ils firent aussi la guerre , pour cet effet , au Roi de Pologne , Prémislas II , qu'ils tuèrent en 1296 ; mais ce ne fut qu'après l'an 1306 qu'ils parvinrent à déloger les Polonois de la plus grande partie de la Pomérellie , excepté de la ville de Dantzic ; & ils ne firent aussi cette conquête , que pour la céder bientôt après à l'Ordre des Chevaliers Teutoniques. Ces Chevaliers ayant été chassés de la Palestine par Saladin , allèrent

---

ment aux Marggraves de Brandebourg , le fief du Duché de Poméranie , que leurs prédécesseurs avoient obtenu des Empereurs précédens ; & il est à remarquer que le Roi Adolphe le fit en 1295 , la même année où mourut le dernier Duc de Pomérellie. Dans cette qualité de Seigneurs Suzerains de la Poméranie , les Marggraves confirmèrent les privilèges des Villes & des Couvents de ce pays , & les principales transactions qui s'y firent (a). Les Ducs de Poméranie des deux lignes reconnurent aussi ce vasselage comme Barnim I , Duc de Stettin en 1250 (b) , & Mestvin II , Duc de Pomérellie en 1269 & 1273 , par les transactions les plus solennelles (c) ; mais

(a) Voyez le Code Diplomatique de Poméranie T. I, p. 224, 387, 544.

(b) *Ibid.* pag. 324, 335.

(c) *Ibid.* pag. 546, Code Diplomatique de Brandebourg, publié par M. Getike, T. I, p. 208, 212, 249.

s'établir en Allemagne & ensuite en Pologne, où les Ducs de Masovie les appellèrent à leur secours contre les Prussiens payens. Après avoir fait, dans le treizième siècle, la conquête de toute la Prusse, ils jettèrent bientôt leurs vues ambitieuses sur les pays voisins, & en particulier sur la Poméranie. Ratibor & Sambor, Princes cadets de la Maison Ducale de Pomérellie, étant entrés dans l'Ordre Teuto-

---

comme les Ducs de Poméranie supportoient impatiemment d'être ainsi subordonnés aux Marggraves de Brandebourg, ce droit de Suzeraineté a été changé ensuite par des conventions, en droit de succession. Sans vouloir entrer dans le détail de cette fameuse contestation, qui a causé tant de guerres pendant deux siècles, & sur laquelle plusieurs écrivains recommencent souvent sans nécessité une guerre de plume, on se contente d'en alléguer ici l'essentiel, pour vérifier la juste induction, que ni les Ducs, ni les États de Pomérellie ne pouvoient donner cette province aux Polonois, au préjudice des Seigneurs Suzerains les Marggraves de Brandebourg. Les Empereurs avoient sans doute établi ces Marggraves pour Seigneurs Suzerains de la Slavie, afin de contenir d'autant mieux les Princes Vénedes nouvellement assujettis & trop éloignés du centre de l'Empire. En général, les Marggraves de Brandebourg furent dès les premiers tems égaux aux quatre Grands Ducs d'Allemagne, savoir ceux de Saxe, de Bavière,

nique, & lui ayant légué leur héritage, le Duc Mestvin II fut obligé de céder à l'Ordre, en 1282, la ville & le territoire de Meve (1). Après la mort du Duc Mestvin II, les Chevaliers Teutoniques assistèrent les Polonois contre les Marggraves de Brandebourg; mais ayant été admis à Dantzic pour concourir à défendre cette ville, ils en chassèrent la garnison Polonoise; & pour se procurer des titres plus forts sur la Pomérellie, ils s'accommodèrent avec le Marggrave Valdemar, de sorte que ce Prince leur vendit, par un Traité conclu en 1311,

---

de Suabe & de Franconie, & ils jouèrent pendant le douzième & le treizième siècle, dans toutes les guerres & affaires du Nord un rôle sinon supérieur, du moins égal à celui des Rois leurs voisins. C'est ainsi que Valdemar Marggrave de Brandebourg combattit à la fois & avec succès toutes les Puissances du Nord, & fut trouvé assez redoutable pour que les Rois de Suède, de Danemarck, de Norvège, de Pologne & de Hongrie, les Ducs de Poméranie, de Mecklenbourg & d'autres Princes & Villes considérables se liguaient contre lui, comme on peut le voir par le Traité d'alliance de ces Princes de l'an 1315, que le Chancelier Huitfeld a publié dans son Histoire de Danemarck.

(1) Code Diplom. de Pologne, du P. Dogiel, Tom. IV, p. 31, 32.

au prix de dix mille marcs d'argent & de la participation à leurs bonnes œuvres, une grande partie de cette Pomérellie ; savoir, les villes de Dantzic , de Dirschau & de Svecz , avec les territoires y appartenans (1) , en gardant pour lui le District de Lauenbourg , Butov , Stolpe , & Slave , ou la région située entre les rivières de Léba & de la Grabo (2). Après s'être ainsi emparé de la plus grande partie de la Pomérellie , l'Ordre ne tarda pas aussi à en acquérir le reste par des voies pareilles , comme par la cession des Rois de Bohême , qui prétendoient à la Couronne de Pologne , & par l'achat de terres nobles. Les Rois de Pologne continuèrent à lui contester cette Province , aussi-bien que celles de Culm & de Michelow , qu'ils prétendoient avoir été démembrées de la Pologne , d'où résultèrent ces guerres sanglantes , qui , recommencées aussitôt que finies , ont duré plus d'un siècle. Les

---

(1) Code Diplom. de Pologne , T. IV , p. 39 , Codes Diplom. de la Prusse & de la Poméranie en manuscrit.

(2) Voyez dans le Code Diplom. de Poméranie , le Traité de Démarcation de 1313 , & un grand nombre de Chartres que Valdemar a fait expédier dans ce district après la vente susdite.

Chevaliers se défendirent long-tems & si bien, que les Rois de Pologne furent obligés de renoncer, non-seulement à la possession, mais aussi au titre de la Pomérellie, par un grand nombre de Traités de paix, dont les plus remarquables sont ceux de 1343 & de 1436, qui sont qualifiés d'éternels; mais, à la fin, presque toute la Prusse s'étant révoltée, en 1453, contre l'Ordre Teutonique, à l'instigation des Polonois, qui ne balancèrent pas à rompre, à toute occasion, leurs Traités de paix éternels, il s'ensuivit une guerre malheureuse pour l'Ordre, qui fut terminée par le Traité de paix de Thorn, conclu en 1466, par lequel l'Ordre Teutonique fut obligé de céder à Casimir, Roi de Pologne, les Districts de Mariembourg, de Culm, de Michelow & de Pomérellie, en ne gardant pour lui, à titre de Fief de la Pologne, que la partie de la Prusse qui a été transmise ensuite, par le Traité de 1525, conclu entre le Roi Sigismond & le Marggrave Albert, dernier Grand-Maître de l'Ordre, à la Maison de Brandebourg, & qu'elle possède encore. Les Rois de Pologne ont depuis possédé les Districts sus mentionnés, & en ont formé des Palatinats, qui portent encore aujourd'hui les noms de Palatinats de Mariembourg, de Culm & de Poméranie,

comme on appelle toute cette Province la Prusse Polonoise.

Ce précis de l'histoire de la Pomérellie, que tout connoisseur trouvera conforme à la plus exacte vérité, & fondé sur la foi des historiens les plus accrédités, & des chartres & monumens authentiques, qui seuls doivent servir de guide dans l'histoire ténébreuse du moyen âge (1), pourroit suffire pour convaincre le public impartial, de l'injustice avec laquelle les Chevaliers Teutoniques, & ensuite les Rois de Pologne, ont usurpé la Pomérellie sur les Ducs de Poméranie. On ajoutera cependant encore quelques observations détachées, & des argumens propres à fortifier cette assertion, & à écarter tout sujet de doute. Il

---

(1) On pourroit munir chaque passage de citations, mais comme il en résulteroit une trop grande prolixité, il suffira d'indiquer ici en général, que ce précis est tiré de quatre *Codes Diplomatiques*, ou Recueils de Chartres de la Pologne, de la Prusse, de la Poméranie & du Brandebourg; de la Chronique de Prusse écrite par *Schutz* sur la foi des Archives de Dantzic; de la Chronique d'Oliva & des Historiens Poméraniens, *Klemzen*, *Kanzow*, *Mieralius* & *Schwartz*, dont le dernier a écrit avec beaucoup d'exactitude, & a muni son histoire de toutes les preuves & citations nécessaires.

faut commencer par répéter ici, que lorsque Mestvin II, Duc de Poméranie, de la ligne de Dantzig, mourut en 1295 sans descendans mâles, les Ducs de Slavie & de Poméranie, Bogislas & Otton, établis, l'un à Stettin & l'autre à Wolgast, étoient ses plus proches cousins & parens collatéraux, comme issus d'une tige commune, savoir de Svantibor I (1). Ils

(1) Une table généalogique sera fort propre à répandre du jour sur la succession des Ducs de Pomérellie.

Svantibor I, Duc de Poméranie & de Slavie, † en 1107.

Wratislas I, Duc de Slavie, † en 1136. Bogislas I, D. de Pomérellie, † 1150.  
Bogislas I, † en 1187. Subislas, † 1187.

Bogislas II, † en 1222. Mestvin I, † 1210. Une fille mariée à Barnim I, Duc de Slavie.

Barnim I, † en 1278.

Svantepolc. Sambor. Ratibor. Uladislas, D. de Pologne.  
Bogislas III. Otton I. Hélène. en 1266.  
D. de Wolgast. D. de Stettin, I  
† en 1309. † en 1345. Primislas I.  
I

Wratislas IV. Mestvin II, dernier D. Primislas II, D.  
† en 1326. de Pomérellie, & ensuite Roi  
duquel descendent tous de Pologne.  
les Ducs de Poméranie † en 1295, sans fils.  
suivans jusqu'au der-  
nier Duc Bogislas XIV. des Princesses.  
† en 1637.

Cette table généalogique se conserve depuis plus de deux siècles dans les Archives de Stettin & de

devoient donc lui succéder selon l'ordre de la nature, & celui de la succession féodale établi & usité dans la plupart des Principautés, & particulièrement dans le Duché de Poméranie; ils devoient, par conséquent, exclure aussi tout autre prétendant du côté des femmes, ou par d'autres chefs. Ce parentage & cet ordre de succession étoient si peu douteux dans ce tems-là, que le dernier Duc de Pomérellie, Mestvin II, ne balançoit pas de reconnoître & de confirmer lui-même l'un & l'autre par un Traité solennel de l'an 1264, dans lequel il nomme Barnim I, Duc de Stettin, son *consanguin*, ( *consanguineum*, issu du même sang, ) & lui assure, après sa mort, la succession, non-seulement du territoire de Suecz, qui faisoit alors son appanage, mais aussi celle de tous les autres Etats qui devoient lui revenir après la mort de son père le Duc régnant Svantepolc, & de ses frères, & par conséquent de toute la Pomérellie, ne s'en réservant que la jouissance

---

Berlin; elle est fondée sur l'aveu de Mestvin II, sur la foi d'un grand nombre de Chartres, & sur le témoignage unanime des Historiens de Poméranie, dont plusieurs, tels que Klemzen, Kantzow & Eickstädt, sont du seizième siècle, & ont écrit sur la foi des Archives de Poméranie.

pendant

pendant sa vie (1). Les Etats de la Pomérellie étoient aussi tellement persuadés du droit de la succession éventuelle des Ducs de Stettin, que plusieurs d'entre eux, & particulièrement les Abbayes d'Oliva, de Sannowitz & de Buccow, situées dans le territoire du Duc Mestvin, se firent confirmer d'avance, de son vivant, & avec son consentement, leurs privilèges & leurs possessions, par les Ducs de Stettin, qui appellent dans ces mêmes Chartres le Duc Mestvin, *cognatum*, leur cousin; ce qui prouve de nouveau leur consanguinité avec lui. Tout comme la confirmation des possessions des couvens situés dans les Etats du Duc Mestvin auroit été sans but & sans effet, & n'auroit pas été approuvée par ce Prince, si lui, aussi-bien que les Etats de son pays, n'avoient pas regardé les Ducs de Stettin comme ses légitimes successeurs éventuels (2). Ces Ducs

---

(1) Cette Charte qui se trouve déjà imprimée dans le Code Diplomatique de Poméranie, T. I, p. 477, mérite d'être insérée en entier à la suite de cet exposé, parmi les pièces justificatives, N°. II. Mestvin y est appelé Duc de Suecz de l'endroit de son appanage, parce que son pere Svantepolc, Duc de Pomérellie vivoit encore.

(2) Voyez les Chartes de 1266 & 1268, dans  
Tome I. M

avoient donc un double droit de succéder en Pomérellie , celui du sang & celui de la convention faite avec Mestvin II , *ex providentia majorum & ex pacto* ; & ils tâchèrent aussi de le conserver & de se l'assurer d'avance , en se servant souvent du titre de Ducs de Poméranie , du vivant de ceux de Pomérellie (1). Malgré tant de titres respectables , les Ducs de Stettin furent privés , par les Polonois , de la succession de Mestvin II , sans qu'on en sache les véritables circonstances , par l'éloignement des tems , & faute de chartres & de bons auteurs contemporains. Les historiens de la Poméranie (2) racontent , que Mestvin II se voyant sans fils , avoit convoqué , quelques années avant sa mort , la Noblesse de la Pomérellie pour se désigner un successeur , & leur avoir fortement recommandé ses cousins les Ducs de Stettin ; mais que cette Noblesse , qui étoit encore toute Vénede , & qui avoit été gagnée par les corruptions du Palatin Svenzo ,

---

le Code Diplomatique de Poméranie , T. I , p. 501 , 512 & 532 , & sur-tout celle de 1291 , qui se trouve ici parmi les pièces justificatives N<sup>o</sup>. III.

(1) Voyez ci-dessus la note , page 165.

(2) Micrælius , p. 185. Eickstädt, Kantzow, &c.

en faveur du Duc de Pologne , lui avoit déclaré qu'un Prince Polonois , avec lequel ils avoient la même langue & les mêmes mœurs , leur convenoit mieux que les Ducs de Stettin , qui avoient adopté les mœurs & la langue des Allemands , & qui avoient chassé ou opprimé leurs confrères Vénèdes ; qu'en conséquence la-dite Noblesse avoit élu pour son Souverain futur le Duc de Pologne, Primislas II, & que Mestvin II avoit eu la foiblesse d'y acquiescer. Dlugosse (1), historien Polonois du quinzième siècle, d'ailleurs très-fabuleux, avance de même , que Mestvin II se voyant sans enfans , avoit nommé pour son successeur le Duc Primislas de Pologne , à cause de son parentage , & parce qu'il étoit de la même nation. Si ce récit des historiens de Poméranie & de Pologne , qui d'ailleurs n'est fondé ni sur aucun auteur contemporain , ni sur des documens , mais seulement sur une tradition vague , étoit exactement vrai , il n'en résulteroit pourtant aucun droit aux Polonois sur la Pomérellie , puisque ni les Etats de ce pays , ni le Duc Mestvin ne pouvoient , par leur choix , déroger aux droit du sang & de convention antérieurs & plus forts , qu'avoient les Ducs de Stettin ,

---

(1) Liv. VII , an. 1290.

ni à la fuzeraineté reconnue des Marggraves de Brandebourg. La ressemblance de leur langue & de leurs mœurs avec celles des Polonois , ne pouvoit en fournir une raison légitime , non plus que le parentage du Duc de Pologne avec le Duc Mestvin , lequel très-éloigné , & ne venant que du côté des femmes , selon la généalogie susdite , devoit toujours céder aux droits des collatéraux masculins , les Ducs de Stettin , ou même si la succession féminine avoit pû avoir lieu au parentage & au droit , moins éloigné , des filles du Duc Mestvin II (2). Aussi les Rois de Pologne se sont-ils si peu fiés à ces titres de parentage & d'élection volontaire , qu'on ne trouve pas qu'ils les aient fait valoir dans les contestations qu'ils eurent ensuite avec l'Ordre Teutonique sur la Pomérellie ; mais lorsque le Roi Casimir eut à produire ses titres , & à les débattre dans les conférences de paix tenues à Thorn en 1464 , devant l'Evêque de Lubec , comme médiateur ; tout ce que les Commissaires Polonois allé-

---

(1) Il seroit superflu d'examiner ici , à qui les filles du Duc Mestvin II. ont été mariées , puisqu'elles n'ont pas prétendu à la succession des États de leur pere. Selon les Chartres , une a eu pour mari Pribislas , Seigneur de Belgard.

guèrent , se réduisit à ce que *Lech* , le fondateur de la Monarchie Polonoise , avoit peuplé la Pomérellie comme la Pologne ; que les villes & les villages de ce pays avoient des noms Polonois , & que les Evêques de Pologne y jouissoient du droit diocésain (1). Des raisons si foibles méritent à peine d'être réfutées (2). Les Polonois ne pourront aussi jamais prouver par de bons auteurs contemporains ou par des chartres authentiques , que les derniers Ducs de Pomérellie ont été vassaux de la Pologne ,

---

(1) *Schütz* , dans la Chronique de Prusse , fol. 313 , a exposé au long , & d'après les actes , cette déduction des Polonois , aussi-bien que la réponse de l'Ordre.

(2) Les connoisseurs de l'Histoire sont convaincus que le Conte de *Lech* n'est qu'une tradition fauleuse d'Auteurs très-récents , ce que reconnoissent même les meilleurs historiens Polonois , tels que *Legnich* , Hist. Polon. p. 5 ; & quand il seroit fondé , il n'en sauroit résulter un droit de succession sur un pays , non plus que de la ressemblance des noms des endroits , ou du droit diocésain des Evêques : la Hongrie , la Bohême & d'autres pays se trouveroient dans le même cas ; de sorte que ce raisonnement prouve trop , & porte par conséquent à faux.

ni en dériver la succession de Primislas II (1). *Dlugosse*, & les meilleurs historiens Polonois, ne l'ont fondée que sur la libre élection des Etats du pays, sans oser réclamer le titre de la suzeraineté des Rois de Pologne sur la Pomérellie ; & si ces Rois avoient même eu cette

---

(1) Les historiens Polonois, tels que *Kadbluko*, *Boguphal*, *Bazko*, qui sont du treizième siècle, *Dlugosse*, du quinzième, & ceux qui les ont copiés, racontent avec beaucoup d'emphase & de détail, que les Rois de Pologne du dixième & onzième siècle, sur-tout *Boleslas Krzivousti* avoient subjugué toute la côte maritime de la Baltique, & conféré la Poméranie à titre de vasselage à des Princes de la famille des *Griffons* nommés *Crac* & *Bogislas*, & ensuite même à *Svantepolc II*, qui s'étoit révolté ensuite ; mais ces Historiens sont trop éloignés du tems dont ils parlent, pour faire preuve : les circonstances qu'ils rapportent, sont ouvertement fabuleuses, comme toute l'histoire ancienne de Pologne, & ne sauroient se concilier ni avec les Historiens contemporains, ni avec les Chartres, où l'on ne trouve aucune trace, ni de ces noms barbares des *Griffons* & de *Crac*, ni d'aucun vasselage des Ducs de Poméranie envers la Pologne, sur-tout après que ces Ducs avoient été associés en 1181 à l'Empire d'Allemagne, & subordonnés en quelque façon aux Marggraves de Brandebourg (voy. la Note, p. 168.)

fuzeraineté, ce qu'on n'accorde pas , ils n'en auroient pas eu plus de droit de priver les Ducs de Stettin de la succession de leurs cousins collatéraux , ils auroient pû exiger l'hommage , mais non la succession de la Pomérellie.

---

Il est plutôt constaté par la suite des Chartres dans le *Code Diplomatique de Poméranie* , & par les monumens d'Oliva rapportés dans la *Chronique d'Oliva* & dans celle de *Schütze* , que tous les Ducs de Poméranie depuis Svantibor I , & sur-tout ceux de Pomérellie , depuis Subislas I , se sont succédés dans une ligne non-interrompue , selon la table généalogique rapportée dans la note , pag. 175 , & par le droit du sang , sans aucune intervention des Souverains de la Pologne. Si ceux-ci ont quelquefois tenté de s'affujettir les Ducs de Pomérellie , ils y ont très-mal réussi , selon les propres historiens Polonois ; au contraire les Ducs de Pomérellie furent la plupart du tems heureux dans leurs guerres fréquentes avec les Polonois ; & lorsque Lescon , Duc de Pologne , fit citer le Duc Svantepolc II , comme son vassal , à la Diète de Gansava en 1227 , celui-ci comparut avec une armée , battit les Polonois , & tua même le Duc Lescon ( voyez *Boguphal* , dans le Recueil de *Somesberg* , T. II , p. 57 ) , & depuis ce tems-là Svantepolc II , aussi-bien que son successeur *Mestvin II* , ont toujours agi & négocié en Princes indépendans & égaux à ceux de Pologne , comme on peut voir par un grand nombre de leurs Chartres , dans le *Code Diplomatique de Poméranie* , dont on ne citera

Si la Couronne de Pologne vouloit alléguer que par le Traité de paix de 1466 , & par les cessions que l'Ordre Teutonique lui a faites , elle étoit entrée dans les droits de cet Ordre , qui avoit acquis la Pomérellie , tant par les legs & les cessions des anciens Ducs , que par la vente des Marggraves de Brandebourg , on lui répond , que l'Ordre Teutonique n'a pu

---

que le Traité de paix fait en 1248 , avec l'Ordre Teutonique , p. 270 ; & le Traité conclu en 1256 avec Primisslas , Duc de Pologne , sur la Possession de Nakel , selon les *Annales de Bazkon* dans *Sommersberg* , T. II , p. 68. Voyez aussi *Schwartz* dans son *Histoire féodale de Poméranie* , p. 70 , 168. Comme il a d'ailleurs été prouvé que les derniers Ducs de Pomérellie ont été incontestablement vassaux des Marggraves de Brandebourg , ils ne pouvoient pas en même tems être Feudataires de la Pologne. Le compilateur du Code Diplomatique de Pologne produit à la vérité des exemples d'hommages prêtés par quelques Ducs de Poméranie à la Pologne ; mais ces exemples sont du quinzième siècle , & de beaucoup postérieurs au tems de la succession de *Mestvin II*. Il paroît aussi que cet hommage n'a été que temporaire , personnel & relatif à la guerre , que les Polonois avoient alors avec les Chevaliers Teutoniques , ou aux petites possessions de quelques Princes appanagés , qui , par leur exemple , n'ont pas pu obliger les Ducs régnans de Stettin.

transporter à la Couronne de Pologne des droits plus forts que ceux qu'il avoit lui-même , & qui n'étoient d'aucune valeur , puisque ni les Marggraves de Brandebourg , ni les Ducs de Pomérellie , ne pouvoient céder ni vendre la Pomérellie au préjudice des successeurs légitimes les Ducs de Poméranie.

On a donc fait voir que les Rois de Pologne n'ont acquis aucun titre valable sur la Pomérellie , ni à la mort du dernier Duc Mestvin , ni dans la suite du tems , & que les Ducs de Stettin étoient & restoient toujours les successeurs légitimes des Ducs de Pomérellie ; mais quelque'incontestables que fussent leurs droits sur cette succession , ils n'avoient pas assez de forces pour les faire valoir contre la puissance des Marggraves de Brandebourg , de l'Ordre Teutonique & de la Pologne , & ils furent réduits à les abandonner & à se retrancher sur de simples protestations. Cependant ils n'ont pas laissé de saisir toutes les occasions qui se sont présentées pour revendiquer , autant que possible , la Pomérellie. Après la mort de Mestvin , Bogislas IV , Duc de Stettin , occupa le District de Rugenwalde , & battit les Polonois près du couvent de Bukow , en 1298. La désunion qui déchira alors la famille Ducale de Stettin , au sujet de la succes-

sion de Barmin II , l'empêcha de soutenir ou de pousser plus loin ses droits sur l'héritage des Ducs de Dantzig ; cependant on trouve que les Ducs de Stettin ont soutenu , en 1306 — 1308 , une guerre très-forte en Pomérellie contre les Marggraves de Brandebourg. Mais le puissant Valdemar , qui faisoit tête à tout le Nord , n'avoit point de peine à maintenir la Pomérellie contre ces Ducs. Lorsque ce Prince eut la foiblesse de vendre à l'Ordre Teutonique une partie de la Pomérellie , il garda pour lui le District entre la Leba & la Grabo , où le territoire de Lauenbourg , Butow , Stolpe , Siawe & Rugenwalde (1). Wratisslas , Duc de Slavie ou de Stettin , trouva moyen de conquérir , depuis 1313 — 1317 , soit par les armes , soit par des conventions , ce même District (2),

---

(1) Voyez la Note 2 , pag. 172.

(2) Outre le témoignage des historiens Poméranien , ce fait se vérifie par les Chartres , les Privilèges , & tous les Actes publics de ce pays-là , qui , depuis cette époque , sont tous expédiés au nom des Ducs de Slavie. Ce Duc Wratisslas posséda aussi le territoire de Butow , & le donna en 1321 à son Maréchal de Cour de Behr , qui l'a vendu ensuite à l'Ordre Teutonique. Cet Ordre a ainsi de nouveau & injustement démembré de la Poméranie le Dis-

qui, depuis ce tems-là, est resté sous la domination des Ducs de Poméranie. Ce fut au même tems, que tous les Ducs de Slavie, tant ceux de Stettin que de Wolgast, commencèrent à reprendre dans leurs chartres le titre de Ducs de Poméranie qu'ils avoient négligé pendant un siècle, & de l'ajouter à celui de Slavie & de Cassubie, tant pour marquer la possession qu'ils ont reprise d'une partie de la Pomérellie, que pour conserver par ce titre leur droit sur le reste de cette Province, qui leur étoit détenu. Ils n'ont eu depuis, ni les for-

---

trict de Butow, ainsi que celui de Lauenbourg. Lorsque Casimir, Roi de Pologne, voulut faire la conquête de la Pomérellie, il donna les Districts de Lauenbourg & de Butow en 1453 à Eric, Duc de Poméranie, pour s'assurer l'assistance de ce Prince; & le Roi Sigismond I. les donna en 1526 à perpétuité & héréditairement à George & Casimir, Ducs de Poméranie, tant à cause de l'assistance susdite du Duc Eric, que parce que ces Ducs lui avoient remis 14000 ducats de la dot de leur mere, qui étoit sa sœur. Voyez le Code Diplomatique de Pologne, T. I, p. 574 & 583, de sorte que les Ducs de Poméranie ont obtenu à titre onéreux la possession des Districts de Lauenbourg & de Butow, laquelle a été transportée ensuite à la Maison de Brandebourg, par le traité de Bidgost de l'an 1657.

ces, ni les occasions de revendiquer leurs droits sur la Pomérellie ; mais ils n'y ont jamais expressément renoncé : & comme la possession des Polonois a été vicieuse dès son origine, les Ducs de Poméranie ont transmis leurs droits à leurs successeurs les Electeurs de Brandebourg. Il est connu que le droit de suzeraineté ou de supériorité féodale, que les Margraves de Brandebourg ont eu autrefois sur la Poméranie, ayant été changé par les Traités ou unions héréditaires de 1338 & de 1529 en expectative, ou droit de succession éventuelle, & Bogislas XIV, dernier Duc de Poméranie, de l'ancienne ligne Vénede, étant mort l'an 1637 sans descendans, les Electeurs de Brandebourg, comme ses héritiers universels, ont succédé dans le Duché de Poméranie, à l'exception de la partie qui en a été cédée à la Couronne de Suède par le Traité de Westphalie, & ont par conséquent hérité tous les droits de toutes les prétentions légitimes des anciens Ducs de Poméranie. Il en résulte que le Roi, comme Electeur de Brandebourg & Duc de Poméranie, est fondé à revendiquer en tems & lieu les Droits que ses prédécesseurs les Ducs de Poméranie, ont eu de tout tems sur la Pomérellie.

Si on vouloit objecter que les anciens Marg-

graves avoient vendu la Pomérellie à l'Ordre Teutonique , & que Sa Majesté ne sauroit revenir d'une vente faite par ses prédécesseurs , on peut répondre que ces Princes ont vendu les Droits qu'ils avoient comme Marggraves de Brandebourg , mais qu'ils n'ont pu ni voulu vendre d'avance des droits différens , que leurs successeurs ont acquis long-tems après par la succession des Ducs de Poméranie , lesquels Droits étoient , de beaucoup , plus forts que ceux que les anciens Marggraves de Brandebourg ont fait valoir sur la Pomérellie. Il y a même des argumens très-forts à alléguer contre la validité ou l'obligation permanente de la vente susdite. Les Marggraves Valdemar & Jean , l'ont faite sans la concurrence du Marggrave Henri , qui vivoit alors ; ils n'en ont reçu de prix que  $\frac{10}{m.}$  marcs , & ils ont donné l'excédent à l'Ordre Teutonique , dans la vue de participer à ses bonnes œuvres , selon la teneur du Diplome de vente , & de l'aveu que l'Ordre en a fait lui-même dans ses contestations avec les Polonois (1). Or , comme cette raison de la vente est venue à cesser ; comme les anciens Marggraves de Brandebourg ont bien

---

(1) *Schütz* , Chronique de Prusse , fol. 315.

voulu céder leurs droits à l'Ordre Teutonique; mais non pas aux Polonois; comme ceux-ci n'ont acquis la Pomérellie que par la violence & sans aucun titre, les Electeurs de Brandebourg de la Maison de Zollern, qui sont successeurs particuliers, & non héritiers universels des anciens Marggraves de la Maison d'Ascanie ou d'Anhalt, & qui, par conséquent, ne sont pas obligés à remplir tous les engagemens de ceux-ci, peuvent reprendre & faire revivre les anciens Droits sur la Pomérellie, qui sont inhérents à l'Electorat de Brandebourg, & n'ont pu être aliénés valablement sans un équivalent suffisant. En partant de ces prémisses & de tous les principes qu'on vient d'établir, le Roi, qui réunit la double qualité d'Electeur de Brandebourg & de Duc de Poméranie, peut, avec justice, revendiquer la Pomérellie par deux titres également respectables; savoir, par le droit de succession des anciens Ducs de Poméranie, après l'extinction de leurs cousins les Ducs de la ligne de Dantzic, dont ils ont été privés injustement, & par le droit de suzeraineté & de supériorité féodale des anciens Electeurs de Brandebourg sur la Pomérellie, qui doit revivre dès que la vente de ce pays faite à l'Ordre Teutonique est venue à cesser; & au moyen de ces deux

ritres, le Roi peut réunir & consolider le fief avec le Domaine direct à l'égard du Duché de Pomérellie.

II°. Si l'injustice avec laquelle les Polonois possèdent la Pomérellie est grande, elle ne l'est pas moins à l'égard du *Distrikt approprié à la Grande-Pologne*, qui est situé entre les rivières de la *Drawe* ou *Drage*, de la *Netze* & de la *Kuddo* (1), & dans lequel se trouvent les villes de *Tucz*, de *Krone*, de *Friedland*, de *Filhene*, de *Slop*, &c. Ce *Distrikt* considérable a incontestablement appartenu dans le quatorzième & le quinzième siècle, aux Margraves de Brandebourg & à la Nouvelle-Marche. Il existe dans les archives de l'Evêché de Posnanie, une chartre très-remarquable de l'an 1312, par laquelle *Valdemar* & *Jean*, Margraves de Brandebourg, transigent avec l'Evêque de Posnanie sur les dixmes du territoire situé entre la *Drawe*, la *Netze* & la *Kud-dow* (2). Toute la teneur de cette chartre fait

---

(1) Cette petite rivière qui se trouve dans quelques cartes sans nom, prend son origine près de la ville de *Neustettin*, sépare la Poméranie & la Pomérellie, & tombe ensuite dans la *Netze* près de la ville d'*Uscie*.

(2) Cette Chartre se trouve entière parmi les pièces justificatives N°. IV.

voir que le District susnommé, qui y est clairement & expressément désigné avec les rivières & les villes susdites, étoit alors sous la domination non contestée des Marggraves de Brandebourg, de l'aveu de l'Evêque de Posnanie, un des premiers Sénateurs de la Couronne de Pologne. En 1345, Louis de Bavière, Electeur de Brandebourg, a donné à l'Ordre de St. Jean la ville de Tempelbourg, située alors dans le même District (1). Les archives de Berlin contiennent aussi un registre original de toutes les villes & des villages de la Marche de Brandebourg, fait en 1373 par ordre de l'Empereur Charles IV & de son fils Wenceslas, Rois de Bohême, lorsqu'ils acquirent la Marche de Brandebourg. Dans ce registre on trouve les villes de Tucz, Krone & Friedland, expressément spécifiées, comme faisant partie de la Nouvelle-Marche, & appartenantes, pour la propriété, à la famille de Wedel. Sigismond de Luxembourg & de Bohême, Roi de Hongrie & Electeur de Brandebourg, ayant

---

(1) Voyez le Code Diplomatique de Brandebourg, T. III, p. 244, où l'on trouve encore d'autres Chartres qui prouvent que la ville d'Ucz, & d'autres places de cette contrée, appartenoient au Brandebourg, p. 168, 184.

vendu la Nouvelle-Marche à l'Ordre Teutonique, l'an 1402, pour  $\frac{63}{m.}$  florins d'or à titre de rachat (1); Wladislas Jagellon, Roi de Pologne, promit à l'Ordre Teutonique, après le Traité de paix de Racenz, par un instrument de l'année 1405, qu'il observeroit les limites entre la Grande-Pologne & la Nouvelle-Marche, telles que l'Ordre les avoit trouvées lors de son acquisition, & comme elles avoient subsisté depuis les tems anciens (2). Malgré un engagement si solennel, le Roi Jagellon ne laissa pas de contester les anciennes limites de la Nouvelle-Marche, & de vouloir étendre celles de la Pologne. L'Ordre Teutonique se vit obligé, dans les Traités de paix de 1422

---

(1) Dans le Code Diplomat. de Pologne, T. I, p. 196, il se trouve un instrument de l'an 1402, selon lequel Sigismond auroit hypothéqué la Nouvelle-Marche au Roi Jagellon; mais ce n'a été qu'un projet qui n'a pas eu lieu, puisque par un acte postérieur de l'an 1402, dont l'original existe dans les Archives de Berlin, Sigismond a réellement vendu la Nouvelle-Marche à l'Ordre Teutonique, qui l'a aussi possédée jusqu'à l'an 1454.

(2) Cet acte, dont l'original est conservé dans les Archives de Berlin, se trouve parmi les pièces justificatives N°. V.

& 1436, de remettre la décision de ce différend, & le règlement des limites entre la Pologne & la Nouvelle-Marché, à certains commissaires & arbitres. Quand on examine avec attention le Traité de 1436, & qu'on le compare avec celui de 1349, on y voit clairement que la limite litigieuse entre la Pologne & la Nouvelle-Marche commençoit là où finit la limite de la Cujavie & de la Pomérellie, telle qu'elle est marquée encore sur les cartes modernes; que par conséquent les prétentions de la Nouvelle-Marche alloient, dès-lors, jusqu'à la rivière de Kuddow, & même au-delà, & que ses limites certaines commençoient à l'entrée des rivières de Birzwennik & de la Netze (1). L'arbi-

---

(1) Pour mieux juger de la solidité de cette assertion on rapportera ici le passage du Traité de 1436, qui est imprimé dans le Code Diplomatique de Pologne, T. IV, p. 125.

*Medius fluvius Vistula erit limes inter Regnum Polonia & terras Magistri & Ordinis Prussia—usquequo medietas Vistula tanget locum, quem quondam Casimirus Rex cum Magistro Prussia dicto Dusmar, inter terras Bidgostienses & Pomerania certis litteris & signis notabilibus limitavit. Item incipiendo ab eo loco in quo prædicti limites per Casimirum Regem Polonia & Magistrum Prussia facti & in eorumdem literis expressi terminantur & desinunt, in procedendo ulterius usque ad*

trage établi dans ce Traité n'eut pas lieu. La guerre recommença quelque tems après ; elle fut malheureuse pour les Chevaliers , les Polonois s'emparèrent de toute la Pomérellie & du susdit District de la Nouvelle-Marche , & ils gardèrent finalement la Pomérellie, par le Traité de paix de Thorn de 1466. L'Ordre Teutonique ayant revendu pendant le cours de cette guerre, dès l'an 1454, la Nouvelle Marche à Frédéric II, Electeur de Brandebourg, avec les

*introitum fluminis Nothecz sive Biersviennik, observabimus istum modum & ordinem: Quod si de praedictis limitibus poterint bona fama tres homines pro parte Magistri & Ordinis electi, visis ueriusque Partis literis juribus & possessionibus, & aliis legitimis documentis concordare, stabunt limites taliter concordati, ubi autem non possent electi illi homines bonis modis concordare, ex tunc sortes ab utraque Parte mittantur, quamcunque autem Partem sors contigerit sic emissa Pars reliqua, quam sors ipsa non tetigit, debet sex Personas quas placebit, de Parte praedicta eligere, qua Persona sic electa, postquam juramento corporali limites inter Partes praedictas sic de limitibus discrepantes firmaverint, limites illi sic juramento firmati, pro saeculis & limitibus inter Regnum Polonia & terras Nova-Marchia & perpetuo remanebunt.— Postquam autem ventum fuerit per limites praedictos sicut praemittitur distinctos juramento, quando limes ille fluvium Notesz & Birtzviennik insulet; ipse fluvius Birtzwennik medius erit limes perpetuus.*

limites telles qu'il les avoit regnées, en 1401, du Roi Sigismond, il ne pouvoit pas céder à la Pologne le District de la Nouvelle-Marche entre la Drage, la Netze & la Kuddow. Il ne l'a aussi pas fait; car quoique dans le Traité de paix de 1466 on ait soigneusement spécifié les noms de toutes les villes & bourgs que l'Ordre céda au Roi Casimir, il ne s'y en trouve aucune du District de Nouvelle-Marche en

---

*ius inter Regnum Polonia & terram Nova - Marchia & iterum ubi Birzwennik cum Nothess confluit, medius fluvius Nothess erit limes.*

Le Traité du Roi Casimir & du Grand-Maître Dufmar, allégué dans celui de 1436, est le Traité de 1349.

Voyez le Code Diplomatique de Pologne, T. IV, pag. 71.

Les limites entre la Pologne & la Pomérellie s'y trouvent marquées à-peu-près comme dans les Cartes modernes, & finissent avec la rivière de Kuddow, qui par une faute de copiste y est nommée *Guoda* au lieu de *Guoda*, nom ancien & Polonois de la Kuddow. Or, comme, selon le Traité de 1436, le District litigieux entre la Pologne & la Nouvelle-Marche, lequel devoit être réglé par des arbitres, commence là, où finissent les limites certaines entre la Pologne & la Pomérellie, exprimées dans le Traité de 1349, il en résulte la preuve de ce qui a été établi ci-dessus dans le Texte.

question. Il paroît cependant que c'est à l'occasion de cette guerre entre les Chevaliers Teutoniques & les Polonois , que ceux-ci en ont pris possession. Mais comme il a été prouvé ci-dessus que le territoire entre la Netze , la Drawe & la Kuddow , a , de droit , appartenu à la Nouvelle-Marche dans le quatorzième & quinzième siècle ; comme le Roi Jagellon a promis à l'Ordre Teutonique de le laisser dans la tranquille possession des limites de la Nouvelle-Marche , telles qu'il les avoit reçues de l'Electeur Sigismond ; comme ce Roi Jagellon a lui-même déclaré litigieux le District entre la Drawe , la Netze & la Kuddow , dans le Traité solennel de paix de 1436 , & en a renvoyé la décision à un arbitrage qui n'a jamais eu lieu ; & comme enfin la Couronne de Pologne ne fauroit produire aucun Traité ni autre titre valable sur l'acquisition du District en question , la possession qu'elle en a eu jusqu'ici a toujours été vicieuse (1), & le Roi est,

---

(1) Si les Polonois , pour colorer leur possession de ce territoire , s'avisent de provoquer à la matricule de démarcation qui doit avoir été faite en 1251 , par Boleslas , Duc de Pologne , & confirmée par le Roi Casimir en 1364 , laquelle est imprimée

par conséquent, en droit de réclamer la restitution de ce même District, qui a été si injustement démembré de la Nouvelle-Marche.

III°. La *Silésie* n'a pas moins souffert par les usurpations des Rois de Pologne.

dans le Code Diplomatique de Brandebourg, T. III, p. 253, d'après une copie; on leur démontrera aisément que cette matricule, dont ils n'ont jamais pu produire d'original, n'est qu'une pièce controuvée & fabriquée par un faussaire ignorant, qui ne savoit pas que l'Ordre Teutonique, qu'il a fait partie contractante de cette matricule, ne possédoit en 1251, ni la Nouvelle-Marche, ni la Pomérellie. Le compilateur du Code Diplomatique de Pologne se flatte, dans la Préface du premier Tome, de pouvoir de beaucoup reculer les limites présentes de la Nouvelle-Marche, & prouver d'anciens droits de la Couronne de Pologne sur une partie de ce pays, s'il pouvoit trouver les délimitations faites du tems du Roi Casimir III; mais on peut l'assurer avec sincérité sur la foi des Archives de Brandebourg, qu'il n'en trouvera jamais. Le même compilateur appuie beaucoup sur quelques Chartres des années 1365, 1402 & 1422, par lesquelles les Seigneurs de Driesen auroient reconnu tenir le Château de ce nom de la Couronne de Pologne; mais ce sont des actes illégitimes, qui ont été extorqués en tems de troubles à des mineurs, & on peut détruire toutes ces pièces par un acte d'Ulric, Seigneur de Driesen,

Dans le Traité de partage que les cinq frères, Ducs de Silésie & de Glogau, conclurent entr'eux en 1312 (1), ils firent deux portions, dans l'une desquelles on mit, outre les villes qui appartiennent encore aujourd'hui à la Silésie, les villes & les Districts de *Posen*, de *Fraustadt*, de *Rogozno*, d'*Obern timer*, de *Wronke*, de *Szrem*, de *Gostyn*, de *Benschen*, &c. & dans l'autre, les villes de *Gnesen*, de *Kalisz*, de *Pysdri*, de *Konin*, &c. Il en résulte que les villes & les Districts qu'on vient de nommer, & qui constituent aujourd'hui les deux grands Palatinats de *Posen* & de *Kalisz*, apparten oient alors incontestablement à la Silésie & au Duché de Glogau. On trouve aussi

---

de l'an 1408, qui se trouve ici en original, & qui est rapporté parmi les Pièces justificatives, N°. VI, où il déclare, que son Château & sa Seigneurie ne relevoient que de la Marche de Brandebourg depuis les tems les plus anciens, témoin les Lettres d'investiture; & que, s'il avoit donné des reconnoissances contraires à la Pologne, il y avoit été engagé dans son bas âge par les menaces & suggestions finistres des Polonois, en secret & en lui imposant un silence absolu.

(1) Ce Traité de partage de 1312 se trouve en entier dans le Recueil des Historiens de la Silésie de M. de Sommerberg, T. I, p. 869.

que Jean, Duc de Glogau & de Steinau, posséda encore, en 1337, la ville & le District de Fraustadt (1). Casimir, Roi de Pologne, renonça, par les deux Traités conclus en 1335 & 1339 avec Jean, Roi de Bohême (2), à toute prétention sur la Silésie, & déclara n'avoir jamais eu aucun droit sur ce Duché. Malgré des transactions si solennelles, les Polonois ont usurpé, & peu à peu démembré de la Silésie, toutes les villes & les Districts susnommés (3), sans que les Ducs de Silésie y aient jamais expressément renoncé. Le Roi, comme Souverain & légitime Duc de Silésie & de Glogau, pourroit donc de bon droit revendiquer ces deux grands territoires ou Palatinats de Posen & de Kalisch, que les Polonois ont usurpés sans titre, & injustement démembrés de la Silésie.

IV°. Outre les prétentions légitimes, qu'en conséquence des articles précédens la Maison de Brandebourg pourroit former à la charge

---

*Voyez* ce même Recueil de M. de Sommersberg, T. I, p. 874.

(2) *Voyez* ces Traités dans le même Recueil, T. I, p. 774, 775.

(3) *Voyez* M. de Sommersberg, T. I, p. 276.

du Royaume de Pologne, elle en a une pécuniaire entièrement liquide, pour laquelle elle tient en hypothèque le territoire de la ville d'*Elbing*, & dont voici l'origine & la qualité.

Lorsque l'Electeur Frédéric-Guillaume conclut, en 1657, la paix de Welau avec la République de Pologne, & s'allia avec elle pour l'assister contre Charles Gustave, Roi de Suède, dans une guerre où il ne s'agissoit pas de moins que de l'existence de la Monarchie Polonoise, le Roi Jean Casimir, & les principaux Sénateurs de Pologne, promirent à l'Electeur, de la manière la plus solennelle, par la convention de Bidgost, du 6 Novembre 1657, qu'en considération du susdit secours, la ville d'*Elbing* seroit remise à l'Electeur en pleine propriété & sans la moindre difficulté, dès qu'elle auroit été évacuée par les Suédois; cependant l'Electeur promit en même tems, qu'il rendroit cette ville à la République dès qu'elle lui auroit remboursé la somme de  $\frac{400}{m.}$  écus. La guerre entre les Suédois & les Polonois ayant été terminée trois ans après par la paix d'*Oliva*, ceux-ci occupèrent la ville d'*Elbing*; mais l'Electeur Frédéric-Guillaume ne pût jamais obtenir, ni qu'on lui remît cette ville, ni qu'on lui payât les  $\frac{400}{m.}$  écus, malgré toutes ses sollicitations, & malgré que le Roi de Po-

logne & ses principaux Ministres de la République reconnussent eux-mêmes l'injustice de ce procédé (1). Son successeur, l'Electeur Frédéric III, fit donc occuper la ville d'Elbing en 1689, par ses troupes; mais il la rendit à la République par un Traité conclu en 1699, par lequel il réduisit sa créance à  $\frac{300}{m}$  écus, en se faisant donner pour gage une couronne & quelques bijoux de la République, & en stipulant que, si ce capital n'étoit pas payé en quatre ans, il pourroit occuper le territoire de la ville d'Elbing pour jouir de son usufruit. Ce paiement n'ayant pas eu lieu, Frédéric, devenu Roi, fit prendre possession, en 1704, du territoire de la ville d'Elbing, & il prêta la même année encore la somme de  $\frac{70}{m}$  écus à la ville d'Elbing, pour payer la contribution que Charles XII avoit imposée à cette ville. La Maison Royale de Prusse a donc à prétendre de la République de Pologne & de la ville d'Elbing, un capital de  $\frac{370}{m}$  écus en espèces, qui font plus de  $\frac{100}{m}$

---

(1) Cette prétention est détaillée avec les preuves nécessaires dans une déduction qui a été imprimée en 1698 sous le titre :

*Representatio juris, quo Electori Brandenburgico fas est possessionem pignoris in urbe Elbinga constitui arripere.*

monnoie courante ; pour lequel capital elle jouit actuellement de l'usufruit du territoire de la ville d'Elbing.

On croit donc avoir prouvé par l'histoire , par les traités , par des chartes originales , & par tout ce qu'il y a de plus digne de foi parmi les hommes , que la *Pomérellie* , par la succession légitime , a dû appartenir aux Ducs de Poméranie & à leurs successeurs les Electeurs de Brandebourg ; que le *Distrikt de la Grande-Pologne* entre les rivières de la Netze , de la Drage & de la Kuddow , a anciennement appartenu à la Nouvelle-Marche , & n'en a été démembré que par usurpation ; & que les Palatinats de Posen & de Kalisch ont été injustement , & sans titre , démembrés de la Silésie. La Couronne de Pologne ne pourra produire aucune cession des Ducs de Poméranie sur la Pomérellie , ni des Electeurs de Brandebourg sur le Distrikt enclavé entre lesdites trois rivières , ni des suzerains & des Ducs de Silésie sur les Palatinats de Posen & de Kalisch. Elle ne pourra non plus produire aucun Traité ni autre acte , par lequel lesdits Princes aient expressément renoncé à aucune des Provinces qu'on vient de nommer. En vain voudroit-elle réclamer le Traité de paix de Welau de 1657 , & celui d'Oliva , de 1660 , & les garanties de

ce dernier Traité, dont plusieurs Puissances de l'Europe se sont chargées. Le premier Traité a terminé la guerre entre Jean Casimir, Roi de Pologne & Frédéric-Guillaume, Electeur de Brandebourg, & a eu pour objet principal la souveraineté du Duché de Prusse. Le second Traité, celui d'Oliva, a fini la guerre entre l'Empereur Léopold, le Roi de Pologne, & l'Electeur de Brandebourg, d'une part, & le Roi de Suède de l'autre; laquelle guerre avoit eu son origine des prétentions que les Rois de Pologne formoient sur le Royaume de Suède. Dans l'un & l'autre Traité, on n'a transigé que sur les points qui étoient alors en contestation, & qui avoient occasionné ces guerres; il ne s'y trouve aucune clause ni générale, ni spéciale, par laquelle l'Electeur de Brandebourg ait renoncé ou dérogé à ses prétentions sur la Pomérellie & le District de la Nouvelle-Marche, ou reconnu le Droit de la Pologne sur ces Provinces, dont il n'avoit jamais été question dans tout le cours de cette guerre, & de la négociation de la paix d'Oliva. On y a plutôt réservé (Article 24, §. 2.) les conventions que les parties contractantes pourroient avoir entre elles ou avec d'autres. D'ailleurs l'Electeur de Brandebourg n'a pas même transigé, dans le Traité de paix d'Oliva, avec la

Couronne de Pologne, mais uniquement avec celle de Suède. Les Traités de paix de Welau & d'Oliva ne peuvent donc donner à la Couronne de Pologne des Droits plus forts sur la Pomérellie & le District de la Nouvelle-Marche, qu'elle n'en a eu auparavant, ni déroger aux justes prétentions de la Maison de Brandebourg; & les garanties de la paix d'Oliva ne sauroient s'étendre au-delà de ce que cette paix comprend expressément, puisque les Puissances garantes ont garanti l'observation de ce Traité, mais non l'intégrité des possessions de la Couronne de Pologne, qui pourroient, d'ailleurs, être litigieuses. Comme cette Couronne ne peut donc faire valoir *des cessions ou renonciations expresses*, qui sont les seuls titres valables entre les Souverains, pour transférer une possession légitime de provinces litigieuses; elle aura peut-être recours à la *prescription* & à la *possession immémoriale*. On connoît la fameuse dispute des Savans sur la question, si la prescription est du droit naturel, & si elle a lieu entre les Souverains & les Nations libres (1)? L'affirmative n'est fondée que

---

(1) Grotius, Puffendorff, Wolff, Werlhoff, Vattel & d'autres ont soutenu l'affirmative; du Puy, Breuning & d'autres sont pour la négative.

sur l'argument très-foible, que celui qui, pendant long-tems, n'a pas fait usage de ses droits, est présumé les avoir abandonnés. Une présomption, qui est toujours douteuse, ne peut pas détruire le droit & la propriété avérée d'un Souverain. Cette présomption cesse même entièrement, dès que les forces supérieures de l'usurpateur ont empêché le propriétaire légitime de revendiquer ses droits, ce qui est le cas présent. Le tems seul ne peut pas rendre juste une possession qui ne l'a pas été dès son origine; & comme il n'y a point de juge entre les Nations libres, personne ne pourra juger, si le tems écoulé suffit pour opérer la prescription, ou si la présomption de l'abandon est assez constatée. Mais quand on laisseroit même cette question indécise, la prescription que la République de Pologne pourroit alléguer dans le cas présent, n'a aucune des qualités que les défenseurs de la prescription en exigent, pour la rendre valable entre les Etats libres (1). Elle n'est pas *immémoriale*, puisqu'on vient de montrer l'époque & l'origine vicieuse de la possession des Polonois sur les pays en question:

---

(1) Grotius de J. B. & P. Liv. II, Ch. 4, §. 5, 6, 7. Vattel, Droit des Gens, Liv. II, Chap. II, §. 142, 143, 144.

elle n'est pas fondée sur la *bonne-foi*, puisqu'ils ont pû & dû savoir, par l'histoire & par leurs archives, le vice de leur possession. Ils ne pourront pas prouver aux parties intéressées un silence & un abandon absolu de leurs prétentions, tel qu'il faudroit pour opérer une prescription à toute épreuve. Les forces prépondérantes des Rois de Pologne & les circonstances critiques des tems, qui ont produit une suite presque non interrompue de guerres & de troubles, ont empêché jusqu'ici les Ducs de Poméranie & les Electeurs de Brandebourg, de faire valoir leurs droits; cependant les susdits Ducs ne les ont jamais expressément abandonnés, & ils n'ont pas laissé de revendiquer bientôt après la mort du dernier Duc de Pomérellie, autant qu'ils ont pu, de ce pays-là; savoir, le territoire entre la Leba & la Grabow; & comme ils ont en même tems pris & conservé jusqu'à nos jours les armes & le titre des Ducs de Poméranie, nom qui est propre, & particulièrement affecté au Duché de Pomérellie, ils ont conservé par-là leurs prétentions sur ce pays, & l'ont garanti contre toute prescription (1).

---

(1) Vatel, Droit des Gens, Liv. II, Chap. II, §. 145.

Les prétentions que la sérénissime Maison de Brandebourg a sur la Pomérellie & sur d'autres Districts considérables de la Pologne, étant donc justes, légitimes & fondées, & n'ayant pu être éteintes par aucune prescription, le Roi s'est déterminé à les réclamer, & à faire valoir ses justes droits, de la manière qui est usitée parmi les Nations, & qui est autorisée par tant d'exemples. Comme on peut juger d'avance & avec certitude, par le caractère de la Nation Polonoise, par l'expérience des injustices qu'elle a faites à la Maison de Brandebourg dans les affaires d'Elbing & tant d'autres, & sur-tout par les dissensions internes qui partagent présentement toute la Nation, qu'on n'obtiendrait jamais aucune justice d'elle par les voies ordinaires de la négociation; Sa Majesté n'a pas pu s'empêcher de prendre le seul parti qui restoit de se faire justice elle-même, & de prendre possession de ce qui lui revient de droit, après s'être concertée avec d'autres Puissances voisines qui se trouvent dans le même cas. Pour cet effet, le Roi a fait prendre possession de la Pomérellie, en exceptant la ville de Dantzic, & de la partie de la Grande-Pologne située en-deçà de la Netze, comme des pays qui appartiennent à  
juste

juste titre, l'un au Duché de Poméranie & l'autre à la Nouvelle-Marche ; & comme Sa Majesté ne fait pas valoir ses prétentions sur les Districts considérables que les Polonois ont démembrés de la Silésie. Comme elle se désiste de ses droits sur la ville de Dantzic, qui appartient, d'ailleurs, incontestablement à la Pomérellie, & vaut, sans contredit, plus que tout le reste de cette province déserte ; comme elle pourroit prétendre la restitution de l'usufruit de ces territoires, dont sa Maison a été injustement privée depuis tant de siècles ; comme elle a enfin une prétention pécuniaire très-forte & liquide sur le territoire de la ville d'Elbing ; par toutes ces raisons, Sadite Majesté, pour se procurer un équivalent tant soit peu proportionné à des sacrifices si considérables, a fait occuper en même tems le reste de la Prusse Polonoise, nommément le Palatinat de Marienbourg avec la ville d'Elbing, & l'Evêché de Warmie, le pays de Michelau & le Palatinat de Culm avec l'Evêché de ce nom, à l'exception de la ville de Thorn & de son territoire.

On se flatte que quand le public impartial aura pesé sans prévention tout ce qu'on vient de détailler dans cet Exposé, il ne trouvera dans la démarche que Sa Majesté vient de

faire , rien qui ne soit conforme à la justice , au droit de Nature , à l'usage général des Nations , & enfin à l'exemple que les Polonois ont donné eux-mêmes en s'emparant de tous ces pays par de simples voies de fait. On espère aussi que la Nation Polonoise reviendra , à la fin , de ses préjugés ; qu'elle reconnoîtra les injustices énormes qu'elle a faites à la Maison de Brandebourg , & qu'elle se portera à les réparer par un arrangement juste & raisonnable , auquel Sa Majesté prêtera volontiers les mains , désirant sincèrement de cultiver l'amitié & le bon voisinage de cette illustre Nation , & de vivre avec la République en bonne union & harmonie.



---

 PIÈCES JUSTIFICATIVES.
N<sup>o</sup>. I.

*Diplome d'inféodation de la Marche de Brandebourg & du Duché de Poméranie , donné par l'Empereur Frédéric II à Jean & Otton , Marggraves de Brandebourg , l'an 1231 , avec la confirmation d'Adolphe , Roi des Romains , de l'an 1295 , d'après l'Original.*

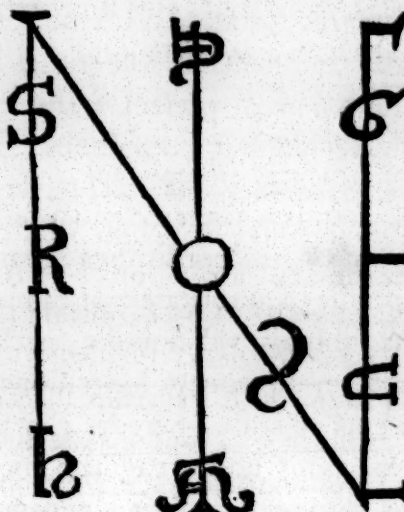
**A**DOLFUS , Dei gracia , Romanorum Rex semper Augustus. Universis Imperii Romani fidelibus in perpetuum. In Excellenti folio Majestatis , Regie ordinatione divina feliciter constituti , nostre considerationis oculos , longè lateque diffundimus , ad proficiendum , universis subjectis Imperii meliora , & ad occurrendum dispendiis eorundem. Verum precipua nos cura sollicitat , qualiter principum nostrorum , quibus tanquam immobilibus columpnis Imperii , totalis Regia machina sustentatur , firmum statum firmitus solidemus , & amplum honorem largius ampliemur. Noverit igitur presens etas & successura posteritas , quod privilegium quoddam dive recordacionis Domini Friderici , secundi Romanorum Imperatoris Jerusalem & Sycilie , Regis nostri antecessoris , cum Bulla aurea roboratum , vidimus & audivimus , in hec verba. In nomine sancte & in-

dividue Trinitatis. Fridericus secundus , divina favente clemencia Romanorum Imperator , semper Augustus , Jerusalem & Sycilie Rex. Requirit Imperii celsitudo & dignitas exigit principalis , ut favore Cesareo vota principum compleantur. Quorum merita transfundi debent liberaliter in heredes qui non minus paterne fidei quam virtutis creduntur effici successores , defectumque parentum circa Imperii decus effectu devocionis complere. Inde est igitur. Quod presentis scripti serie notum fieri volumus Imperii fidelibus , tam modernis , quam posteris universis , quod dilectus princeps noster Johannes Marchio de Brandenburg , nostro culmini supplicavit , quatinus Marchiam Brandenburgensem cum omni honore & pertinentiis suis , & alia feodaque quondam Albertus Marchio Brandenburgensis pater ejus de manu nostra & imperii possidebat quemadmodum eidem Alberto genitori suo & heredibus ejus privilegium liberalitatis nostre inde concessimus , una cum Ducatu Pomeranie , eidem Johanni & Ottoni fratri suo , si ipsum Johannem premori contigerit ac heredibus utriusque , concedere & confirmare de nostre celsitudinis gratia dignaremur. Nos autem attendentes devocionem & fidem dicti quondam Alberti Marchionis patris eorum quam ad nostram & imperii celsitudinem habuit & quam devote nobis & imperio servierit quoad vixit. Sperantes insuper ab eisdem Johanne & Ottrone fratribus , tanquam paterne successoribus fidei , servitia recipere gratiora , predictam Marchinam Brandenburgensem cum omni honore proventibus & juribus ad eam spectantibus , necnon & alia feoda , que no-

minatus Marchio pater eorum à nobis & imperio noscitur tenuisse. Sicut olim eo superstite sibi & heredibus suis concessimus, ita prenomatis Johanni Marchioni & Ottoni fratri ejus si premori contigerit eundem Johannem, ac heredibus eorum ex certa scientia, juxta consuetudinem imperii concedimus & perpetuo confirmamus: De superhabundanciori gratia nostra confirmantes eisdem Ducatum Pomeranie, prout dictus quondam pater & predecessores eorum noscuntur à nostris predecessoribus tenuisse. Presentis quoque privilegii autoritate mandamus, quatinus nulla persona sublimis vel humilis, ecclesiastica vel mundana, dictum Johannem Marchionem & Ottonem fratrem ejus ac eorum heredes contra concessionis & confirmationis nostre paginam molestare presumat. Quod qui presumpserit, penam quingentarum librarum auri se compositurum agnoscat, medietatem curie nostre & reliquam injuriam patienti. Ad hujus itaque concessionis & confirmationis nostre memoriam & robur perpetuo valiturum, presens privilegium fieri & bulla aurea, typario nostre Majestates impressa, jussimus communiri, hujus autem rei testis sunt. B. Patriarcha aquilegensis. Magdeburgensis. Ravennensis. Et B. Panormitanus. Archiepiscopi. C. Babembergensis. S. Ratisponensis. Imperialis aule Cancellarius. Wormaciensis. Osenburgensis. Regius ymolensis. Brixienensis. Episcopi. A. Dux Saxonie. O. Duc Meranie. B. Dux Karinthie. Lantgravius Thuringie. Comes de Waldeberg. L. Lantgravius de Luckenberg. A. Comes de Sweburg. H. Comes de Ortemburg. L. Comes de Hatremunt. M. Comes de Mulburg. G. de Arnstein sacri Imperii in-

Italia legatus. G. Dapifer. C. pincerna de Clingemburg. Th. Comes Afferrensis. M. Marchio Lanza. Comes de Loretho. Richardus Camerarius & alii quam plures.

Signum  
dericifecun  
cia inviētis  
norum Im-  
Semper Au  
falem & Si-  
Acta sunt  
dominicein-  
millesimo  
mo XXXI.  
cemb. quin-  
Imperante



Domini Fri-  
di. Dei gar-  
sini Roma-  
peratoris.  
gusti. Jeru-  
cilie Regis,  
hec anno  
carnationis  
ducentesi-  
mense De-  
te indiēt.

Domino  
nostro Friderico Dei gracia inviētissimo Romanorum  
imperatore. Semper Augusto Jerusalem & Sylicie Re-  
ge. Anno Imperii ejus duodecimo.

Regni Jerusalem septimo. Regni vero Sicilie XXX.  
IIII. feliciter amen. Ego Sifridus Ratisponensis epis-  
copus. Imperialis aule Cancellarius. Vice domini  
Colonienfis Archiepiscopi tocius Italie Archicancel-  
larii recognovi. Datum in civitate Ravenne anno.  
mense & indictione prescriptis.

Nos itaque Adolfus Romanorum Rex predictus,  
illustrum principum nostrorum Ottonis & Conradi  
fratrum Machionum Brandenburgensium, filiorum  
quondam. Johannis Marchionis Brandenburgensis,  
devotis precibus favorabiliter inclinati. Univerfa  
& singula, in supra scripto privilegio contenta pa-  
riter & conscripta, approbamus, ratificamus, in-

novamus , & presentis scripti patrocínio , confirmamus. Nulli ergo hominum , liceat hanc paginam nostre approbationis , ratificationis innovationis & confirmationis infringere , vel ei ausu temerario contraire. Sicut gravem nostre Majestatis indignationem & offensam voluerit evitare. In cuius rei testimonium , presens scriptum Majestatis nostre sigillo jussimus communiri. Testes hujus rei sunt Ar. Babembergensis , Heinr. Brixienfis , Heinr. Merseburgensis , Episcopi. Illustres Al. Lantgravius Thuringie & Otto , Comes de Anhalt , Principes. Spectabiles viri , Eberhardus de Catzenellenbogen. Gerhardus de Diecz. Henricus de Nassowe. Johannes de Seyne & Eberhardus de Spizzemberg , Comites. Nobiles viri. Gerlacus de Bruberg. Ulricus de Hanowe. Gotfridus de Merenburg. H. de Isenburg. Fidericus de Riegen , & alii quam plures. Datum in Mulhusen VI<sup>o</sup>. Idus Januarii , Indictione VIII , anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto. Regni vero nostri anno tertio.

---

N<sup>o</sup>. II.

*Chartre de Mestvin II , Duc de Poméranie , par laquelle il assure la succession de ses États à son cousin Barnim , Duc de Stettin , l'an 1264.*

MISTWINUS , Dei gracia , Dux Scwecensis. Universis presentem paginam inspecturis , salutem in om-

nium salvatore. Quoniam universi hominum actus una cum tempore in quo geruntur defluunt , transeunt in oblivionem. Necessarium arbitramur ut eaque robur firmitatis sortiri , debent scriptis authenticis muniantur adeo ut nullius occasione dubietatis vel calumpnie processu temporis infringi valeant vel mutari. Igitur notum esse volumus tam presentibus quam posteris quod nos de mera nostra liberalitate dilecto , *nostro consanguineo* Domino Barnim , illustri Slavorum Duci , ac suis heredibus contulimus & donavimus totam terram nostram Scwecensem , cum omnibus terminis juribus aliisque suis attinentiis possidendam in omnibus & per omnia eo jure , quo nos ipsam tenuimus ac possedimus ejusdem terre possessione nobis quam diu vixerimus tantummodo reservata. Conferimus etiam ei suisque heredibus & donamus terras castra civitates , villas & universa dominiaque ad nos devolui poterunt vel devolventur à patre nostro & à fratre cum omni jure post obitum nostrum libere possidenda. In cujus rei testimonium presentem paginam inde confectam eidem dedimus nostri sigilli munimine roboratam. Testes hujus nostre donationis & collationis sunt. Wiardus , Abbas Uznomensis. Otto de Scwec , Capellanus noster. Arnoldus , Rector , parvulorum in Stettin. Item , Johannes Kulo. Brezpravus. Gustizlaus , & alii , quam plures quorum hic nomina non sunt scripta. Actum Camin & datum ibidem , anno Domini M°. CC°. LXIII°. XII. Kalendas Octobris.



N<sup>o</sup>. III.

*Confirmation des possessions des Couvens d'Oliva  
& de Sarnovitz , en Pomérellie , par Bogis-  
las IV , Duc de Slavie , 1291.*

IN nomine Domini , amen. Nos Bogislaus , Dei gracia , Dux Slavorum & Cassubie. Universis Christi fidelibus presens scriptum audituris vel visuris in perpetuum. Ne eaque aguntur nostris temporibus cum lapsu temporis à memoria hominum defluant malignanciumque calumpnia in posterum depraventur. Utile & necessarium esse dignoscitur , ut fide dignorum hominum & scripture testimonium perennentur. Noverint igitur presentes & posteri universi. Quod nos de consilio dilectorum fratrum nostrorum *Barnym & Ottonis* , ad laudem & honorem omnipotentis Dei , & gloriose Matris ejus Marie Virginis augmentandum Monasterium quod Oliva dicitur Cisterciensis , ordinis situm in Pomerania cum fratribus inibi Deo famulantibus sub alas nostre protectionis suscipimus confirmando eis eorumque successoribus omnes hereditates villas , seu possessiones quas idem Monasterium ex donatione vel confirmatione Illustris Principis Domini *Mystwigii dilecti cognati nostri Ducis Pomeranie* , ac progenitorum suorum longo tempore justo titulo pacifice possederunt & possident in presenti. In quibus subscriptas hereditates propriis nominibus dignum duximus ex-

primendas. In primis ipsum claustrum Olivam cum grangia adjacente. Villas, Prsimore. Podole. Gransow. Sterchow. Cincimiz. Prusentino, & grangiam Bargnewitz. In super villas ipsis pro terra Gomeie in restaurum datas. Quarum nomina sunt hec. Bissekyr. Choyno & parvum Choyno. Slomno. Banino. Czegumo. Niwadove. Tuchumme, cum omni stagno adjacente parvo & magno quod Warzia dicitur, in omni littore excepta parte que spectat ad villam Domini Episcopi. Beragewicz. Smolino. Quassin. Wissolca. Brudvino. Soppot, dimidiam quoque partem terre Oxivie cum omnibus terminis & utilitatibus suis & libera piscatione in mari. Rumnam cujus termini protendatur versus Radam ad quercum circa viam publicam signatam, & sic descendunt ad locum ubi Rumna & Rada confluunt. Grangiam Starin cum villa ejusdem nominis & Messin. Grangiam etiam Radeftowe. Raikowe. Schowarnichowe. Hostriczam. Ravonore & molendino in Raduna. Nasino & Zirinuina, molendina quoque in Stricze constructa & in posterum construenda. Locum etiam molendini circa villam Briscze cum terminis suis, & prefatum fluvium Strycze cum utroque littore à lacu Colpin unde scaturit descendendo in Wislam, & ab illo loco per totam Wislam usque in mare liberam piscationem capiendi rumbos vel efoces vel cujuscunque generis pisces quibuscumque retibus vel instrumentis. A portu vero Wisle versus occidentem totum litus maris cum omni utilitate & libertate usque ad extremum, littus riuuli qui Swelina nuncupatur. Preterea unam navem liberam in falso & recenti mari ad capiendum allec rumbos vel alios quoscun-

que pisces. Insuper decimam noctem de clausura in Rada absque omni contradictione pisces libere perpetuo percipiendi prefatis fratribus de Oliva & eorum successoribus cum omnibus bonis supradictis libertate perpetua, confirmamus prout & donamus. Insuper donationem predilecti patris nostri Domini Barnym, quondam Ducis Slavorum & Cassubie, in annua pensione scilicet orto marcarum de moneta civitatis nostre Stetin, & uno Thugurio salis in Colberghe sepedicto Monasterio Olive fratrum approbamus & condonando jure perpetuo liberaliter confirmamus. Clausum etiam dominarum Cisterciensis ordinis nomine Sarnowicz quod pertinet in Olivam sub nostram protectionem suscipimus confirmantes illis possessiones & villas subscriptas. Wircusino. Cartusino. Liubeko. Velargow & Swetin, totum quoque stagnum quod Pesnicza nominatur & fluvium ejusdem nominis in utroque littore cum clausura piscium & pratis circum jacentibus usque in mare & liberam piscationem ibidem. Unam quoque navem liberam allec vel rumbos aut ceteros pisces libere capiendi. Universas itaque & singulas possessiones & villas prenominatas cum omnibus terminis & graniciis & libertatibus suis sicut in privilegiis prefatis Domini Mistwigii & aliorum progenitorum suorum expressius continentur, & cum omnibus utilitatibusque nunc in ipsis sunt vel quomodolibet haberi poterunt in futuro, in molendinis tabernis. pratis. piscationibus. aurifodinis. argentifodinis & salinis, vel cujusunque fuerit utilitatis cum omni iudicio majori & minori capitali videlicet & manuali sepedictis fratribus de Oliva, & eorum in evum suc-

cessoribus libertate perpetua confirmamus. In hujus igitur confirmationis perhennem memoriam presentem paginam sigillo nostro & sigillo Mestwigii, Ducis Pomeranieque huic ordinationi presentialiter interfuit, cum subscriptione testium fecimus roborari. Testes sunt Dominus Wichardus, Abbas de Buchovia. Dominus Nicolaus Draco, Marfcalcus. Reymberus de Wacholt. Johannes filius suus milites. Gobel de Stetin, miles. Adam de Wissekow, miles. Swenzo, Palatinus Danensis & Stolpensis. Mattheus, Subcamerarius in Slawen. Albertus, signifer de Danzic, & alii quam plurimi fide digni. Datum anno Domini M<sup>o</sup>. CC<sup>o</sup>. XCI<sup>o</sup>. Concurrente VII. Indictione quarta.

---

N<sup>o</sup>. IV.

*Convention de Waldemar & de Jean, Margraves de Brandebourg, avec André, Évêque de Posenie, sur les Dixmes du pays situé entre les rivières de la Netze, Drave & Kuddo, & appartenant auxdits Marggraves, l'an 1312.*

**N**OVERINT universi presentes litteras inspecturi, quod Nos Waldemar & Johannes, Dei gracia, de Brandenburg & Lufzacz Marchiones, accedente nostrorum Comitum & Baronum consilio & assensu cum venerabili in Christo patre Domino Andrea,

Dei gracia, Episcopo, & suo Capitulo Posnaniensi, super decimis circa novum *Kalisk*, *Temperborch*, *Arnskrone*, *Valckenborch*, *Filene*, & omnibus & singulis bonis inter *Noteszam* & *Dranam*, & *Noteszam* item & *Kuddam* fluvios situatis, jam locatis pariter & locandis, imo de omnibus aliis bonis nostri domini sub Posnaniensi Diocesi constitutis existentibusque bonis super quibus inter Posnaniensem & Caminensem Ecclesias ventilatur, & bonis aliis omnibus sub Dominio Marchionis Johannis specialiter constitutis, Domino Episcopo & suo Capitulo jure Diocesano debitis, emptionem fecimus & contractum. Videlicet ut Dominus Episcopus & suum Capitulum cum suis successoribus in *Arnswald* Caminensis Diocesis, de annua contributione perpetuatim quinquaginta *Marcas Brandenburgensis*, ponderis & monete in diebus beate *Walpurg*, viginti quinque, & beati *Martini* Episcopi, viginti quinque annis singulis in perpetuum percipiant inconcusse contradicendi occasione procul mota. Habebunt etiam dicti Episcopus & Capitulum, & eorum successores predictis decimis ducentos mansos *Teutonicos* nondum cultos, in dicto territorio inter dictos fluvios situato, cum decimis pleno jure nobis debito libere & pacifice jure proprietatis perpetuo possidendos, ita quod in bone predictis nullumque nobis jus & nostris successoribus genitus reservamus, nullo modo ullas exactiones tallias aut precarias aut aliquas angarias & perangarias in memoratis bonis ullo unquam tempore faciemus aut ab aliis fieri patiemur, sed bona ista tuebimur, contra quemlibet violentum. Ne autem super premissis contractu per nos rite facto cui-

quam hominum in posterum possit dubium suboriri, presentem paginam de super conscribi iussimus, & nostrorum sigillorum munimine communiri, presentibus nostris fidelibus, scilicet Domino Gunthero de Keverenberch, Comite. Nobili Conrado de Veden. Jereſlao de Grochen, militibus, Stockelmo nostre curie Prothonotario aliisque pluribus fide decoratis. Actum & datum in Buchszendorp, anno Domini M<sup>o</sup>. CCC<sup>o</sup>. XII<sup>o</sup>. in die beati Johannis, Apostoli & Evangeliste.

---

N<sup>o</sup>. V.

*Chartre d'Vladiflas, Roi de Pologne, par laquelle il promet à l'Ordre Teutonique d'observer les limites de la Nouvelle-Marche, telles que l'Ordre les avoit reçues en achetant ce pays l'an 1405.*

**W**LADISLAUS, Dei gracia, Rex Polonie, Litwanieque Princeps supremus & heres Russie. Significamus quibus expedit universis; quod anno preterito in conventionem in festo Penthecostes inter nos & consiliarios nostros ex una, & venerabilem ac magnificum Dominum Conradum de Jungingen, Magistrum Generalem Ordinis beate Marie de Domo Theutonica, consiliumque suum parte ex altera, solempniter celebrata, inter ceteros articulos & tractatus ibidem tunc habitos, conclusos & conscrip-

ros, hii duo articuli subsequentes & subscripti litteris inferi debuerunt & sigillorum munimine roborari, qui tamen ex negligentia obmissi sunt litteris eisdem inprimi & in numero ceterorum articulorum collocari. Ne igitur tam solempniter tractata & pactata in aliquo deficiant aut etiam minuantur, eosdem articulos presentibus decrevimus inferendos. Quorum primus est iste, de observacione Grenicierum, limitum & finium inter terras nostras Majoris Polonie & Novemarchie, quas Grenicies nos observare promittimus & spondemus & pro ratis habere, prout ipsas Dominus Magister & Ordo ipsius tempore receptionis ejusdem terre Novemarchie reperit, & sicut tempore tenebatur ab antiquo. Secundus articulus fuit iste. Quod si unquam contigerit propter limites & Grenicies terrarum quarumcunque regni Polonie & ordinis predicti aliquas difficultates suscitari, quod predictæ difficultates per amicales compositionem debent complanari & sopiri. Harum quibus sigillum nostrum appensum est testimonio litterarum. Datum in Thorun, feria quarta infra octavas Penthecostes. Anno Domini millesimo quadringentesimo quinto.



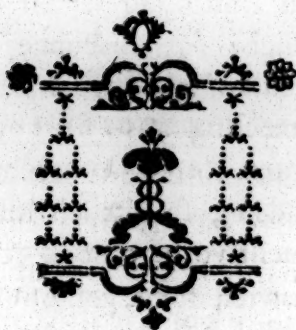
N<sup>o</sup>. VI.

*Acte d'Ulric d'Oest, Seigneur de Driesen, par lequel il déclare que son Château de Driesen appartenoit à la Nouvelle-Marche, & non à la Pologne, l'an 1408.*

**I**CH Ulrich von der Oest Here czu Drysden Ritter Thu kund unde offinbar unde bekenne dem Allerdurchluchten unde ouch dem Hochwirdigen Grosmechtigen meynen Allirgnedigesten Fursten unde Heren Romischen konighe, dee Korfursten sunderlichen allen auderen Fursten unde Heren geistlich unde wertlich, unde nemelich alle denyenen den dieser Brieff vorbracht wirt, welcherleye vezens adir wirdigleait sie sin. Das meyne Voreldern ir lehn des Hwfs Drysden von Aldersher ye empfangen haben von meynen Allirgnedigesten Here Marrgraffe czu Brandenburg unde dornach von keiferein keiferskindern rechten Heren der Marcke czu Brandenburg als das noch wol mit briffen ist czu beweisen. Unde Ich Ulrich vobernumpt der gleich Seibir das Lehn von meynen Allirgnedigesten Heren konighe czu Hungern der nach leibet unde lebet, ampfangen habe, der mich ouch hot lassen weissen mit andern synen getruwen der Nuwenmarck dorczu wir gewerlde gehort haben an den Erwirdigen Heren Homeister

meister dewsches Ordens unde an seynen Orden ,  
deme Ich ouch mit rechter Wissenschaft unde wol-  
bedachtem freyem willen geschworen unde gehol-  
det habe als ich von rechte schuldig unde pflichtig  
war , off die czeit do meyn vorbenumptir Here  
konig czu Hungern vorkaufft hatte dem vorgenan-  
tem meynem Heren Homeistere die selbige Nuwe-  
marche , und ab Ingerley bedassunge adir missehege-  
liche clage ymandes vorbracht wurde von deme He-  
ren konighe czu Polan adir seyner anewalden obir  
mich umb eczliche vorschribunge die ich gethan  
habe deme Heren konighe seyme Reiche czu Polan  
des ich dach unmechtig was , sient eyn dien stpflich-  
tiger seyner rechten Heren Lehnrecht nicht mechtig  
ist czu entpfremden , so bitt ich mit aller Demut ,  
das mir , das nicht vorhart noch czu Ungutten ge-  
want werde , vas ich doran gethon habe das ist gef-  
chen in meynen unwissenheidt. Wend ich der jore  
so jung was , das ich nicht wulste noch irkante wo-  
roff es gink , adir worczo es mochte komen onde  
wart auch also an mir gesucht , das alle ding gef-  
chogen ane wissen unde willen der meynen , unde  
das die Vorschreibunge in meynen unyrkentlichen  
iogund unde ane alle der meynen wissen unde Wil-  
len geschehen ist , unde ouch das das Lehn des  
Hwſes Dryfden von alders heer ye gehort habe unde  
noch gehore czu de me Heren der Nuwenmarcke  
unde nyemanders. Dorczu wil ich thun alles das  
mir dobey geboret czu thuen mit rechte. Des czu  
ewighem gedechtnisse unde ganczer Sicherheit, Hab  
ich Ulrich offtegenandt meyn Ingezegel mit Rechter

Wissenschaft an dessen briff lassen hengen der da  
 gegeben ist czu Soldin in der Nuwenmarck am  
 nechsten Sontage nach Purificationis Maris in deme  
 Virczenhunderften unde dornehest im achten jore.



---

# RÉFLEXIONS

## D'UN GENTILHOMME

### POLONOIS.

QUOIQUE convaincu par l'expérience que l'ancien droit de la Nature & des Gens a été transformé dans ces tems-ci en de nouveaux systèmes, & nommément en celui du plus fort, je ne trouve pas moins, cependant, que les deux raisons de guerre adoptées parmi les Nations, & que le bon Grotius m'a enseignées il y a cinquante ans, savoir les raisons déterminantes & les raisons justifiantes, ont encore lieu aujourd'hui. L'occupation de plusieurs Provinces considérables de notre Royaume, faite par des Puissances voisines, marque assez la différence de ces deux raisons. Il n'y a que l'occasion favorable, fournie par l'impuissance & la déso-lation de notre Royaume, qui ait pu déterminer ces Puissances à la prise de possession violente d'une partie considérable de la Pologne : prise de possession qui doit faire trembler tout le reste de l'Europe, & la préparer à tems aux fers qui lui sont forgés dans le Cabinet de Potsdam, &c.

dont on a déjà su enchaîner les Cours de Vienne & de Pétersbourg , sous l'appât trompeur & spécieux de l'aggrandissement de leurs Possessions. On franchit les barrières pour entrer dans une terre étrangère , uniquement parce qu'on trouve ces barrières basses & incapables de résister.

Pour justifier un procédé si inoui , on fait valoir sur nos provinces différentes prétentions; mais comme aux yeux du Public elles pourroient ne pas paroître suffisantes pour colorer les occupations étendues que l'on fait sur nous, on demande encore un équivalent des dommages & intérêts résultans de la non-jouissance.

La Cour de Berlin a beau couvrir ses prétentions du voile d'une antiquité reculée , & les aller chercher au treizième siècle , afin de leur donner un air plus respectable. D'ailleurs, elles ne sont pas, au fond, de si ancienne date: on fait positivement qu'elles n'existent que depuis peu d'années. Car il n'est que trop certain qu'on a entretenu par les ruses les plus fines, les troubles en Pologne , dans la vue de conduire notre Royaume au terme fatal où l'on pourroit lever le masque impunément. L'illustre Auteur des Mémoires de Brandebourg loue lui-même son père, Frédéric-Guillaume, d'heureuse mémoire , ( Supplément aux Mémoires

de Brandebourg , Edition de Berlin , 1751 ,  
*in-8°*. page 73. ) de ce que lorsqu'il fut animé  
par la France à prendre en séquestre la province  
de Prusse-Polonoise , pour soutenir , en 1734 ,  
l'élection de Stanislas , il ait refusé cette pro-  
position comme injuste. « Il croyoit ( ce sont  
» ses termes , ) l'entreprise sur la Prusse-Polo-  
» noise , injuste ». La prétention sur cette  
province n'a donc pas été tenue fondée en  
droit avant le règne du Roi de Prusse aujour-  
d'hui régnant. Mais depuis 1740 , les choses  
ont changé de face. « Quatre points princi-  
» paux , dit l'Auteur des *Matinées d'un Roi* ,  
» à la page 32 , s'offroient à mes yeux ; la Si-  
» lésie , la Prusse-Polonoise , la Gueldre-Hol-  
» landoise , & la Poméranie-Suédoise. Je me  
» fixai à la Silésie , — & je laisse au tems le  
» soin d'exécuter mes projets sur les autres  
» points ».

Dans les *Traités de paix de Bromberg & d'Oliva*, dont le dernier a été renversé de fond  
en comble par les occupations actuelles , &  
faites sans consulter les garants de ce même  
Traité , la propriété de la Prusse-Polonoise n'a  
pas été contestée au Royaume de Pologne ; &  
lorsqu'en 1764 la République accorda à Var-  
sovie , en pleine Diète , le titre de Roi à Sa  
Majesté le Roi de Prusse , aujourd'hui régnant ,

ce Prince garantit à la République toutes ses terres & possessions , & renonça à toute prétention quelconque sur ces mêmes possessions (1).

Lorsque le dessein d'occuper la Prusse-Polonoise éclata dans le public , les politiques s'imaginèrent qu'on en prendroit le prétexte du côté de la Prusse-Brandebourgeoise. On crut que le Roi de Prusse avoit dessein de réunir toute la Prusse , telle que les Chevaliers Teutoniques l'avoient possédée autrefois ; & qu'à titre de successeur de l'ancien Grand-Maître, il s'approprieroit la Prusse-Polonoise au mépris de la paix de Thorn de 1466 , en vertu de laquelle cette Prusse avoit été partagée entre la Pologne & l'Ordre. La médaille frappée à l'occasion de l'hommage prêté à Marienbourg, paroît même appuyer cette opinion. La devise, *Regno redintegrato* , parle incontestablement de la réintégration du Royaume , & fait visi-

---

(1) Voici les propres termes des Reversales remises en pleine Diète le 27 Mai 1764 , par les Ambassadeurs de Prusse , le Prince Carolath , & M. de Benoît : « Ne hoc recognitio nec juribus nec possessionibus Reipublicæ sit damno vel præjudicio---  
 » nec animum nec mentem esse , usu hujus Tituli  
 » Tractatibus & conventionibus quidquam præjudicii afferre ».

blement allusion à la réunion de notre province à la Prusse , qui reçoit par-là les mêmes limites qu'elle a eue anciennement sous les Grands-Maîtres de l'Ordre Teutonique. On n'en qualifie pas moins, dans les lettres-patentes publiées à l'égard de l'administration de la justice dans la province nouvellement acquise, en date du 28 Septembre, de partie réincorporée & réunie au Royaume de Prusse , la terre qu'on vient de nous enlever ; & on y dit , que les loix , la justice & la police y doivent être administrées sur le pied qu'elles le sont dans le Royaume de Prusse. Il est visible , outre cela , que par l'occupation de la Prusse-Polonoise , on a eu en vue de réintégrer le Royaume de Prusse , attendu qu'on n'a donné à la Diète de Ratisbonne aucune connoissance d'un aggrandissement aussi considérable en faveur de l'Empire , ce qui auroit été indispensablement nécessaire , si le Roi de Prusse eût voulu , en qualité de Prince de l'Empire , ajouter le pays pris sur nous à la Marche de Brandebourg ou à la Poméranie.

De tout ceci , il résulte un contraste singulier entre les lettres-patentes du 13 Septembre , dans lesquelles les prétentions sur nos provinces ne sont déduites , ni des terres de Prusse , ni des anciennes possessions des Grands-

Maîtres Teutoniques ; mais plutôt de la Poméranie & de la Nouvelle-Marche.

La Cour de Prusse n'a eu garde de déduire son droit prétendu sur la Prusse-Polonoise , de celui des Grands-Maîtres sur cette province , puisque dans ce cas elle auroit dû l'étendre encore sur la Courlande , la Sémigalle & l'Esthonie , comme partie intégrante de l'ancienne Grande-Maîtrise. Par-là on craindrait également d'ouvrir les yeux à une Cour voisine , avant qu'on soit en état de lui tenir tête , ou de lui faire naître des soupçons , qui ne sont que trop fondés , d'un aggrandissement sans bornes. C'est pour cette raison qu'on s'est restreint , dans ce moment-ci , à des prétentions que la triste situation de notre Royaume pouvoit favoriser , en renvoyant à des tems plus favorables l'exécution du plan formé à l'égard des autres parties de la Grande-Maîtrise Teutonique : plan dont le but est de réunir tout ce que l'Ordre a possédé le long de la Mer Baltique , depuis Stolpe jusqu'à Narwa , & de consumer , de cette manière , la formation du Royaume Baltique.

Et les prétentions supposées de la Prusse-Polonoise , en quoi consistent-elles donc proprement ? Au fond , elles ne peuvent regarder que la petite Poméranie , autrement dite la Pomé-

rellie. « Cette Pomérellie a été possédée jadis  
» par un certain Duc , Mestvin II , de la Mai-  
» son de Poméranie ; & lorsqu'il mourut à  
» Dantzig , sa résidence , la Pomérellie , auroit  
» dû tomber en partage à ses cousins les plus  
» proches ; favoir , les Ducs de Poméranie de  
» la branche de Stettin , en qualité de co-in-  
» féodés ; mais ce furent les Polonois qui s'en  
» s'en emparèrent , & c'est de ceux-ci que les  
» Chevaliers de l'Ordre Teutonique l'ont en-  
» suite reprise. Or , la Poméranie n'a jamais  
» renoncé à son droit , ni cédé par aucun Traité  
» de paix ladite Pomérellie (1). Et les Elec-  
» teurs de Brandebourg ayant hérité , après la  
» mort des Ducs de Poméranie , de toutes les  
» possessions de ceux-ci , & succédant par con-  
» séquent dans tous leurs droits , ils redeman-  
» dent leur héritage , & nommément la Pomé-  
» rellie ». Il faut avouer que ce raisonnement  
est puisé dans des tems si éloignés & si obscurs,

---

(1) Le Brandebourg n'a pu céder par aucun Traité de paix un Droit qu'il n'a jamais eu sur la Pomérellie. Celui même qu'il auroit pu avoir , il l'avoit perdu dès l'année 1311 , lorsque cette Province fut vendue aux Chevaliers Teutoniques pour la somme de dix mille marcs , par les Marggraves d'alors. Voy. Gasp. Schtiüz , & Garcæus , p. 103.

que les secours de l'histoire sont absolument insuffisans pour les appuyer , laquelle ne répand ni assez de jour sur la généalogie des différentes branches des Ducs de Poméranie d'alors , entre lesquels le pays étoit partagé , ni sur la portion de chacun de ces Ducs , ni sur leurs droits & alliances réciproques, ni sur les noms même de tant de petits Princes. Mais c'est précisément de ces tems obscurs que de pareilles prétentions peuvent être le mieux déduites , sur-tout lorsque la défectuosité des preuves peut être soutenue par des régimens & du canon. Mestvin II, ou Mostogin, ou Mescingus , ou bien Mestojus , ( car l'histoire lui attribue tous ces noms , ) possesseur de la Pomérellie , décéda sans héritier , & légua par son testament, sa petite portion de terre à Premislas , Duc de la Grande-Pologne & de Cracovie, depuis Roi. Il fit plus , il fit prêter hommage par ses sujets, dès son vivant , audit Roi, ainsi qu'il est dit par *Cromer de Rebus Polonia* , *Lib. X. pag. 176.* « Successorem sibi, de » signavit & mox Poméranos in verba ejus » adegit , & intra quartum annum mortuus , » vacuam ipsi Pomeraniæ possessionem reli- » quit ». Mais il s'agit de savoir si le Duc Mestvin, de la branche de Dantzic , étoit fondé en droit à laisser par testament ses possessions

au Roi de Pologne Prémislas , son neveu , fils de sa sœur. Elles devroient , au dire des lettres-patentes , retomber à ses co-inféodés (1). Mais ce qu'on avance à ce sujet est sans preuve. D'où fait-on qu'en ces tems le Droit féodal fût & dans la même forme , & de la même validité qu'il est aujourd'hui ? Il n'est nullement probable que le Droit féodal , qui , originellement est un droit des Germains , ait jamais été , ou ait pû être même en usage parmi des Nations d'origine Slave , tels qu'étoient les Vandales , les Cassubes , les Poméraniens & les Polonois. On peut prouver , au contraire , par les annales de ces tems , 1°. Que les Princes appanagés possédoient leur portion de terres en pleine propriété. 2°. Qu'ils n'étoient en aucune obligation réciproque & nécessaire vis-à-vis de leurs cousins. 3°. Qu'ils pouvoient disposer à leur gré de leurs possessions , & les

---

(1) Supposé qu'il y ait eu des co-inféodés , ( mais on ne l'accorde point ) on demande qui étoit le Seigneur Suzerain , dont ce fief relevoit ? Suivant le Droit féodal de ce tems , ce devoit être l'Empereur Romain. Et dès-lors , quelle est la conséquence que la Maison de Brandebourg en peut tirer en sa faveur , la Poméranie ayant dû en ce cas retomber à l'Empire après l'extinction de la ligne des Ducs de Poméranie ?

transporter , au moins par testament , à qui bon leur sembleroit : ce qui est prouvé par une infinité d'exemples. Par quel droit donc prétend-on mettre le bon Mestvin II en minorité, & invalider le testament qu'il a fait , vu , surtout , qu'il n'a point légué son pays à quelque étranger , mais à un parent beaucoup plus proche que ces cousins , de la branche de Wolgast & de Stettin ; proximité fondée , sinon sur le Droit féodal , dont l'observation parmi les peuples Slaves de ce tems ne sauroit être prouvée , du moins en vertu du Droit de la nature , en usage parmi ces peuples ? L'histoire ne nous dit pas non plus , ni que ses cousins & leurs successeurs aient jamais porté plainte contre l'aliénation de cette partie de leur héritage , ni que l'Empire d'Allemagne en ait porté à son tour sur le divertissement de ce fief. Il est aisé de prouver , d'ailleurs , qu'en Poméranie la succession au Gouvernement n'étoit pas restreinte à la succession de la ligne masculine , ( ce qui auroit dû être , si le Droit féodal eût été en vigueur. ) Cette vérité peut être soutenue par des argumens si invincibles , qu'il ne restera pas la moindre réplique à la Maison de Brandebourg. Il faut observer , au surplus , que ce fut au quinzième siècle , savoir en 1464 , que la seconde ligne de Stettin fut éteinte en la

personne du Duc Otton III, époque où le Droit d'Allemagne étoit déjà plus usité en Poméranie, qu'il ne l'avoit été au treizième siècle. Après sa mort, l'Electeur de Brandebourg, Frédéric II (1), tenta de s'approprier ces possessions, en vertu d'un ancien pacte de confraternité, quoique la branche des Ducs de Poméranie de Wolgast existât encore; mais les deux frères de cette branche, Eric II & Vratillas X, se maintinrent dans la possession des terres de Stettin, en repoussant, par l'assistance de l'Empereur Frédéric III, les Brandebourgeois, qui firent des invasions. Voyez l'Histoire Ecclés. de Poméranie, par Daniel Cramer, Liv. II, Chap. 44, pag. 112. Il faut donc, ou que l'Electeur Frédéric II ait commis une injustice impardonnable en voulant s'emparer, par la voie des armes, des terres de Stettin, quoiqu'il ne pût prétexter aucune parenté, & tandis que les plus proches cousins & co-inféodés subsistoient encore à Wolgast; ou l'on est obligé d'admettre que Prémislas de Pologne pouvoit succéder, par testament, dans les possessions de son oncle Mestvin II, frère de sa mère, au préjudice des Ducs de la Poméranie

---

(1) Voyez Zacch. Garcæus de Rebus gestis Marc. Brandeb. pag. 206.

citérieure. De tout ceci il résulte , par une conséquence juste & incontestable , que si la Pomérellie est parvenue d'une manière légale au Roi de Pologne Prémislas , elle a aussi été détachée légalement du Duché de Poméranie, s'il est vrai ( ce qui auroit dû être prouvé préalablement, ) qu'elle ait fait partie de ce même Duché , & qu'elle n'a pas formé un pays séparé, ainsi que le nom de Cassubie (1), qu'elle porte , semble même le dénoter ; & d'où il

---

(1) J'en cite pour garant Nicolas Leuthinger, Historien célèbre & sans reproche sur ce qui concerne les affaires de Brandebourg. « Cassubia , dit-il » à la page 40 de sa *Topographia* , prior Marchiz , » jurisdictionis fuit Polonorum. Ejus Princeps Janus filiam habebat formosam , quam Sventopus in matrimonium , ex Lesci Regis consilio ducebat , nec multo post Janus obit. Sventopus igitur Cassubiam occupat , contra assensum Regis , quo ingratissime in balneis obtruncato , ipsum cum Pomerania ( nimirum Pomerellia ) divellit à Polonia , cui hactenus mille auri Marcas pependerit ». Si ce n'est donc que par le Duc Sventopol , que la Cassubie a été incorporée aux États des Princes de la Poméranie ultérieure , il est très-décidé , qu'un de ses descendans , savoir Mestvin II , ou bien Mescingus , comme il est appelé par Garcæus , p. 206 , n'a point été dans l'obligation de léguer cette Poméranie à ses cousins de la ligne citérieure , préférablement à son neveu , fils de sa sœur.

s'ensuivroit que les Ducs postérieurs de la Poméranie n'étoient nullement fondés en droit de la réclamer.

Mais posé même ( ce que l'on est bien éloigné d'accorder , ) que la ligne éteinte des Ducs de Poméranie eût été lésée par le testament de Mestvin II , & qu'elle eût pu former de justes prétentions sur la Pomérellie , le même droit ne pourroit pas pour cela appartenir aux Electeurs de Brandebourg. Les Rois de France d'aujourd'hui sont-ils fondés à former des prétentions sur toute l'Allemagne , l'Italie & la Catalogne , par la raison qu'ils ont succédé à la Tige royale des Carolingiens ? Personne ne sauroit hériter que de ce qu'il trouve dans la succession lorsqu'elle est ouverte. Nul héritier n'est en droit de redemander ou ce qui a été perdu , ou ce dont il a été fait donation par le défunt dès son vivant. Les Electeurs de Brandebourg n'ont donc pu hériter du Duc Bogislas XIV de Poméranie , dernier mort , que ce que la Poméranie renfermoit alors dans ses limites. D'ailleurs , le droit des Electeurs de Brandebourg sur la Poméranie n'étoit plus fondé sur aucun droit de parenté ou de consanguinité , mais sur un pacte de confraternité que les Electeurs de la Maison de Bavière , de ce tems , avoient fait avec le Duc Barnim le

Grand, qui décéda en 1386. Ce pacte de confraternité étoit antérieur de beaucoup aux tems auxquels la Maison Royale de Hohenzollern, aujourd'hui régnante, parvint à la dignité Electorale, ce qui n'arriva qu'en 1417, & qu'elle ne put, par conséquent, prendre aucune part à ce pacte. Il faut ajouter à cela, que lors de l'établissement de ce pacte de confraternité entre Barnim le Grand & les anciens Electeurs de Brandebourg, la Cassubie, ou Pomérellie, étoit certainement déjà détachée de la Poméranie. Elle ne pouvoit donc, en aucune manière, former un objet de ce même pacte de confraternité, ni donner non plus aux Electeurs de Brandebourg un droit quelconque sur ladite Pomérellie.

On peut voir d'un seul coup-d'œil combien toutes ces prétentions sont recherchées de loin, & en suivant la chaîne des raisonnemens qui leur servent de base, combien elles sont foibles & peu fondées. D'abord la ligne des Ducs de la Poméranie citérieure auroit dû hériter de la ligne des Ducs de la Poméranie ultérieure, éteinte en la personne de Mestvin II de Dantzic. On accorde cet article, quoiqu'il soit encore très-sujet à caution. Ensuite, après l'extinction de la ligne des Ducs de la Poméranie citérieure, la Maison de Bavière, établie  
dans

dans le Brandebourg , devoit succéder , en vertu d'un ancien pacte de confraternité ; mais c'étoit dans un tems où la Pomérellie ne faisoit plus partie de la succession. La Maison Electorale de Brandebourg de la tige de Bavière étant venu à manquer , l'Electorat parvint , par achat , aux Princes de la Maison de Lutzelbourg , & de ceux-ci , en qualité de Fief de l'Empire , à la Maison Electorale de Hohenzollern. Avec quelle ombre de justice la Maison Electorale de Hohenzollern prétend-elle donc aujourd'hui former des prétentions sur la Pomérellie ?

Les raisons par lesquelles notre trop puissant voisin veut justifier la prise de possession d'une partie considérable de la Grande-Pologne en-deçà de la Notetz , sont pour le moins aussi chétives. Elle doit avoir appartenu jadis à la Nouvelle-Marche , dont elle a été arrachée injustement par nos pères , & appropriée à la Pologne , de qui le Roi de Prusse , en qualité d'Electeur de Brandebourg , est fondé en droit de la revendiquer & de la reprendre. Je fais , à la vérité , que la portion de terre située au-delà de la Notetz , a fait partie autrefois de la Poméranie ultérieure , ou plutôt de la Cassubie ; mais que cette même portion ait appartenu à la Nouvelle-Marche , & sur-tout dans le tems où

l'Electeur Sigismond de la Maison de Lurzelbourg engagea cette Marche aux Chevaliers Teutoniques, c'est ce qu'on ne sera jamais en état de prouver. Il est de fait que la Pologne, dans ces tems-là, a eu du côté de la Pomérelie les mêmes frontières qu'elle a aujourd'hui. Rien n'en a été démembré durant la guerre de notre Roi Jagellon entre les Chevaliers Teutoniques. Les possesseurs de la Prusse étoient donc en état de revendre, en 1455, à l'Electeur Frédéric II la Nouvelle-Marche avec les mêmes limites qu'elle avoit été achetée ci devant; & si quelque partie en eût été démembrée, l'Electeur Frédéric II n'auroit certainement pas manqué d'en demander restitution aux Polonois. Il en avoit l'occasion la plus favorable du monde. La Pologne, engagée alors dans une guerre de treize ans contre les Chevaliers Teutoniques, qui, pour soutenir cette guerre, avoient vendu la Nouvelle-Marche, n'auroit pas balancé à donner quelque chose à l'Electeur, s'il eût voulu faire cause commune avec elle contre ces mêmes Chevaliers. Mais ce qui paroîtra plus singulier, sans doute, c'est que tandis que la Cour de Berlin prétend pouvoir former des plaintes par rapport à la diminution d'une partie de la Nouvelle-Marche, nous soyons, au contraire, bien mieux

fondés à lui retorquer les mêmes plaintes. Toute la Nouvelle-Marche ne consiste qu'en pièces ou portions de terre arrachées à la Poméranie & à la Pologne. La dénomination même de Marche-Nouvelle ne dénote-t-elle pas déjà que c'est un pays ajouté à la Marche ? Les Marggraves , en qualité des Princes de l'Empire , avoient pour maxime de subjuguier tous les peuples Slaves quelconques, soit Vandales, soit Poméraniens, soit Polonois. Ils l'ont exécuté avec beaucoup de bonheur & de succès dans toutes les contrées situées entre l'Elbe & la Warre, & ils ont peuplé le pays de colonies attirées de l'Allemagne , & sur-tout des Pays-Bas. Albert Krantz , natif de Hambourg , dans son livre intitulé, *Vandalia* (1) ; & après lui, notre Martin Cromer, Liv. XI, p. 180 , disent expressément , qu'après l'assassinat de notre Roi Prémislas , plusieurs villes ont été arrachées à la Pologne , dont on a formé la Nouvelle-Marche. On fait encore par l'histoire , que les mêmes Marggraves ont ensuite

---

(1) Lib. VII, cap. 40, p. 169. La même chose est attestée par Zacch. Garcæus de Reb. gest. March. Brand. L. II, p. 99 & 123 , & plus bas , p. 203 , il dit positivement que la Nouvelle-Marche a fait partie de la Cassubie.

porté leurs vues jusques sur la Pomérellie & sur la ville de Dantzic. Nous pourrions donc, d'après ce qui vient d'être dit, former à notre tour les prétentions les plus justes & les mieux fondées sur la Nouvelle-Marche, comme nous ayant jadis appartenu en propre, si nous voulions fouiller les anciennes annales & déduire nos titres du treizième siècle, & sur-tout si nous étions en état de soutenir nos prétentions par des armées formidables (1). Mais adoptons, pour un moment, que la Pologne se soit emparée du District situé au-delà de la Notetz, & faisant ci-devant partie de la Marche Brandebourgeoise, ce ne seroit point sur le propriétaire, savoir l'Electeur de Brandebourg, qu'elle auroit conquis ce District, attendu qu'au quatorzième siècle elle n'a jamais été en guerre, ni avec les Electeurs de la Maison de Bavière, ni avec ceux de la Maison de Lutzelbourg; ce

---

(1) Le contrat passé entre le Roi Jagellon & l'Electeur Frédéric I, au moyen duquel Frédéric II, fils de Frédéric I, devoit, en épousant la Princesse Hedwige de Pologne, obtenir en dot ce Royaume, à condition cependant qu'il réuniroit audit Royaume la Marche, qui autrefois en avoit été démembrée, prouve incontestablement que la Nouvelle-Marche a appartenu jadis à la Pologne. Voy. Leuthinger in Topographia posteriore, p. 101.

feroit plutôt , & de l'aveu même des lettres-patentes de la Cour de Berlin à leur ennemis , aux Chevaliers Teutoniques , qu'elle l'auroit enlevé. Par conséquent la Pologne auroit possédé ce District par le droit de la guerre , *jure belli* ; & ce seroit donc , dans la rigueur , aux Chevaliers Teutoniques que la Maison de Brandebourg auroit à s'adresser pour la réparation des griefs & pertes dont elle se plaint , supposé que ces Chevaliers eussent possédé injustement le territoire en question , & non à la Pologne , qui , en tout ceci , est à l'abri de tout reproche (1).

Tout ce qu'on vient de dire est absolument conforme au droit des gens en usage parmi toutes les Nations depuis un tems immémor-

---

(1) La source des prétentions de la Cour de Berlin sur toutes les possessions des anciens Chevaliers Teutoniques , savoir , la Courlande , l'Esthonie , & la Semigalle , de même que sur tout ce qu'ils ont possédé en Allemagne , ne sauroit échapper à l'œil tant soit peu clairvoyant. Et bientôt , peut-être , les négociations finement conduites du Cabinet de Potsdam amèneront-elles le moment où l'on pourra faire valoir ces Prétentions. A en juger par ce qui s'est passé depuis 1740 , & nommément pendant la dernière guerre , l'avenir ne présente qu'une perspective fort inquiétante.

rial. On en pourroit citer nombre d'exemples tirés des annales du monde ; on n'en n'alléguera qu'un seul , pris dans l'Histoire Sainte au ch. XI du Livre des Rois dans l'Histoire de Jephthé. Les Ammonites portent précisément les mêmes plaintes contre les Israélites que nous voyons porter aux Brandebourgeois contre nous ; savoir, que les Israélites auroient occupé , depuis l'Arnon jusqu'à Jacob , toutes les terres qui autrefois avoient appartenu aux Ammonites. A quoi les Israélites répondirent , que c'étoit aux Ammorhéens leurs ennemis , & non à eux , que ces terres avoient été prises , & possédées ensuite tranquillement l'espace de trois cents années , sans la moindre opposition de la part des Ammonites. « Que ne sauviez-vous votre » Pays dans ce tems-là ? » Et Jephthé conclut, que les Ammonites en agissoient mal vis-à-vis d'Israël , en lui déclarant au bout de trois cents ans la guerre au sujet d'un Pays qu'Israël avoit conquis dans le tems sur leurs ennemis. V. 27, & Dieu décida en faveur de la bonne cause d'Israël (1).

---

(1) L'Auteur auroit pu s'épargner de citer la Bible ; ce n'est sûrement point dans cette source que certains Princes puisent les règles de leur Politique ; & il faut avouer que celle du Peuple Juif n'est guère propre à servir de modèle.

Au reste ce n'est point encore là à quoi les prétentions de la Cour de Berlin se bornent ; cette Cour porte plus loin ses vues. Comme la Maison Royale & Electorale a été privée pendant 450 ans de la jouissance de belles possessions situées entre la Vistule, la Mer Baltique, & la Noterz, elle demande à titre de dommages & intérêts toute la Prusse-Polonoise le long de la rive droite de la Vistule ; c'est-à-dire, les Palatinats de Marienbourg & de Culm, ainsi que l'Evêché de Warmie. Mais supposé encore que les prétentions de la Cour de Berlin fussent fondées, ( ce qu'on nie absolument ) l'amélioration très-considérable du Pays pourroit bien être mise en ligne de compte en déduction de la non-jouissance. Quelle différence entre la Cassubie du tems de Mestvin II. où, hormis Dantzig, il n'y avoit point de Villes, & le Palatinat de Pomérellie d'aujourd'hui, renfermant une vingtaine de Villes bâties par les Chevaliers Teutoniques ! Une autre indemnification de la non-jouissance, sont les sommes immenses qu'on a sçu tirer depuis trois années, sous le spécieux prétexte de Cordon pour la peste, de la Prusse-Polonoise & de la Grande-Pologne, qui sont huit fois plus étendues que la Cassubie ; sommes qu'on a extorquées, soit par des livraisons exorbitantes de grains &

de fourages , soit par une Douane établie à Marienwerder , soit par l'introduction de mauvaises especes , soit enfin par des contributions d'argent , sans parler des enrôlemens forcés , de l'enlèvement de plusieurs milliers de familles destinées à former des colonies , & de nombre d'autres moyens , par lesquels on a scu épuiser les habitans de ces malheureuses Provinces , au point qu'il ne leur reste aujourd'hui que le désespoir & la plus affreuse misere. Il est hors de doute , que les sommes immenses extorquées de cette manière , excèdent de beaucoup le revenu que le Duc Mestvin II , ainsi que ses successeurs auroient tiré de la Cassubie telle qu'elle étoit il y a 470 ans ; les Polonois n'ont donc que trop payé par-là la non-jouissance en question (1).

Si dans une affaire de la nature de celle-ci ; il n'étoit question que de raisons & d'argumens , s'il n'étoit nécessaire d'appuyer les uns & les autres par des preuves incontestables , il nous

---

( 1 ) Cette manière de raisonner ne nous semble pas concluante : si les droits du Roi étoient fondés , il ne paroît pas qu'on pût lui refuser un indemnisation pour la non-jouissance d'un pays qui lui appartien droit , & dont il auroit été dépouillé dans la personne de ses ancêtres.

seroit aisé de former à notre tour des Préten-  
tions semblables à celles de la Cour de Berlin,  
& d'en démontrer la justice de la même ma-  
nière. Tout le monde sçait qu'autrefois la Si-  
lésie a fait partie de la Pologne, & qu'elle a  
été gouvernée par des Princes de la Maison  
des Piaſtes. Ces Piaſtes ſe détachèrent de la  
Pologne par la fuite, & devinrent feudataires  
de la Bohême. Ils étoient auſſi peu autorisés à  
cette démarche, que l'étoit Meſtvin II. Duc de  
Caſſubie de léguer ſa petite poſſeſſion au Roi  
Prémislas de Pologne. Par la même raiſon que  
la Poſſeſſion de Meſtvin devoit après ſon décès  
retourner aux Ducs de la Poméranie citérieure,  
la Silésie, après l'extinction des Piaſtes, qui  
l'avoient poſſédée, devoit retomber en partage  
aux Piaſtes de la Pologne leurs plus proches  
couſins. La ligne des Piaſtes a été éteinte à la  
vérité dans les perſonnes du Roi Caſimir & de  
Januſ, Duc de Maſovie, ainſi que la ligne des  
Ducs de Poméranie, s'étoit éteinte en celle de  
de Bogiſlas XIV. Mais les Jagellons, & après  
eux les Rois électifs de Pologne en qualité de  
leurs ſucceſſeurs & héritiers légitimes, ont  
auſſi ſuccédé dans tous leurs droits, de la mê-  
me manière que les Electeurs de Brandebourg  
de la Maïſon de Hohenzollern ont ſuccédé  
aux droits des Ducs de la Poméranie. Cepen-

dant notre Silésie a été occupée par les Rois de Bohême en vertu & à titre de Droit de Vasselage , ainsi que la Cassubie a été possédée par les Chevaliers Teutoniques en vertu du droit de la guerre ; & c'est de la Couronne de Bohême que le Roi de Prusse a obtenu cette même Silésie par la Paix de Breslau en 1743 , ainsi que nous obtinmes des Chevaliers Teutoniques la Cassubie par la paix de Thorn en 1466. Or comme dans ce cas-ci la prescription ne peut avoir lieu , nous allons reprendre ce qui nous appartient , n'étant pas d'humeur de laisser plus long-tems en des mains étrangères notre Silésie , usurpée sur nous depuis tant de siècles ; & pour nous dédommager de la non-jouissance d'une Province si importante , nous allons nous emparer aussi de toute la Marche de Brandebourg . . . dès aussi-tôt que nous serons en état de le faire. Beau songe , dira quelqu'un peut-être ! Songe , si vous voulez ; mais feroit-il donc tout-à-fait impossible que ce Dieu qui a été de tout tems le soutien des opprimés , exécutât par nos bras un projet qui , à l'heure qu'il est , pourroit paroître presque insensé ? Cependant l'Histoire nous fournit plus d'un exemple de revers de fortune plus grands & plus inopinés encore. Et sans aller bien loin , n'avons-nous pas vu de nos jours des Héros qui

faisoient trembler l'Europe , réduits à deux doigts de leur perte? Quelquefois la mort d'une seule tête couronnée arrivée deux ou trois mois plutôt ou plus tard, n'auroit-elle pas pû opérer des changemens très-considérables dans les progrès des plus brillantes victoires?

J'ai dit que suivant les principes du droit de la nature la prescription ne peut avoir lieu dans le cas sus-mentionné. Je fonde mon opinion à cet égard sur ce que la question n'est pas encore décidée. Mais quoi qu'il en soit , ce qu'il y a de certain , c'est qu'il seroit d'une nécessité absolue , pour la sûreté & le repos des Nations , que cette prescription fût adoptée. Et Grotius a raison de dire au Lib. II , ch. 4 , §. 1 de son Droit de la Guerre & de la Paix (1) , que sans cela les différens touchant les États & leurs limites seroient sans fin , & les guerres entre les différens Peuples continuelles. Puiser la justice de ses prétentions dans des tems aussi reculés & aussi obscurs , où les possessions étoient si incertaines , où les Provinces passaient si souvent d'une domination à l'autre , c'est prouver

---

(1) Voyez le passage de Grotius au lieu cité , & dans la Note 12. sur les Observations , sur les Déclarations des trois Cours.

indubitablement qu'on n'a pas de bonne raison à alléguer , & montrer l'envie qu'on a de troubler le monde par des guerres injustes. Car le moyen de prouver que dans ces anciens tems , pour lesquels l'Histoire nous refuse son flambeau, les Nations n'ayent pas terminé leurs différens par des accommodemens ou par des Traités de Paix ? Le moyen de soutenir , par exemple , que dans le présent cas, les Ducs de la Poméranie citérieure ne se soient accommodés peut-être , ou avec les Polonois, ou avec l'Ordre, par rapport à la Cassubie , & que par là ils n'ayent ôté d'avance à leurs successeurs tout sujet de recherches ? Et quand cela ne seroit pas une chose , qui de tems immémorial n'a été ni redemandée ni répétée formellement , doit nécessairement être tenue pour délaissée & abandonnée. Mais il est de fait , que depuis 1454 , la Maison Electorale de Brandebourg n'a jamais formé la moindre prétention sur la Pomérellie & sur les terres en-delà de la Noterz en vertu du Pacte de confraternité des Ducs de Poméranie. Elle se seroit donc déistée volontairement de son droit sur ces deux Provinces , supposé qu'elle en eût un, & y auroit renoncé tacitement. Et en ce cas, d'où vient qu'elle prétend faire revivre aujourd'hui ce droit ? Mais supposons encore , pour

terminer toute discussion , que les prétentions de la Cour de Berlin soient fondées en droit , ne pourroit-on pas les faire valoir & les décider par la voie des négociations vis-à-vis d'un État aussi épuisé que la Pologne ? Pourquoi la Cour de Berlin excite-t-elle contre cet État deux autres Puissances respectables, qui depuis nombre d'années en ont agi généreusement envers ce malheureux Royaume , & dont l'une sur-tout , comme amie naturelle , venoit de conclure avec nous, en 1768, une alliance solennelle , par laquelle elle nous garantissoit , aux yeux de l'Europe entière , toutes nos possessions ? Alliance qui est devenue Loi fondamentale de la Pologne. Pourquoi porte-t-elle par différentes démarches ces Cours à participer à ces entreprises sur les possessions de la République ? Démarche dont elles ne tarderont pas de se repentir , lorsqu'elles s'apercevront que le but de la Cour de Berlin n'est rien moins , que de s'emparer de l'important commerce sur la Vistule , & de l'unique Port de la Pologne , & par-là de tout le commerce de la Baltique pour ainsi-dire. Aussi notre voisin , ou pour mieux dire notre Souverain actuel , maître de toutes les rivières de la Pologne , qui se jettent dans la Baltique , excepté la Dzwina , ne tardera-t-il pas à tirer de ses

nouvelles acquisitions le plus grand avantage possible. Non-seulement il s'empresse de s'y affermir, mais il prend encore au-delà de ce que les deux autres Puissances lui ont accordé. La Patente par laquelle Sa Majesté Prussienne publie ses prétentions est datée du 13 Septembre 1772. Le même jour on prend Elbing à main armée, on en chasse notre garnison, & l'on indique le 27 du même mois pour la prestation du serment de fidélité, sans que ni les Vassaux ni les Officiers & Employés aient pu être déliés par leur Roi-légitime du serment de fidélité, qu'ils lui ont prêté. Le 18 Septembre l'Envoyé de Prusse à Warsovie fait enfin quelques ouvertures vagues des desseins de son Maître; mais en même tems les nouvelles acquisitions sont inondées de troupes, & chargées d'impôts exorbitans; & les levées pour plusieurs nouveaux Régimens sont commencées & poussées avec rigueur. Jamais Nation libre & pacifique, laquelle, à son grand dommage, n'a que trop manifesté pendant la dernière guerre, (sçavoir depuis 1756, jusqu'en 1762) ses sentimens amiables envers son voisin, n'a été traitée avec aussi peu de ménagement, & pillée d'une manière si révoltante.

Dans une si triste situation il ne nous reste sans doute d'autre ressource que de remettre

notre bonne cause à l'Eternel. Qu'il prononce aujourd'hui entre nous & nos adversaires, & qu'il dissipe les Peuples aimants la guerre. D'ailleurs il nous reste un Roi digne de plus d'une Couronne, & sur qui le bras de l'Eternel a manifesté sa Puissance d'une manière visible dans cette nuit d'horreur du 3 Novembre 1771. C'est alors qu'il a fait voir à l'Univers, qu'il pouvoit & qu'il vouloit rendre heureuse unjour une Nation tombée dans l'abbatement, & pour ainsi-dire, anéantie. Montrons à l'Europe entière, de quoi cette même Nation, naturellement libre & courageuse, est capable sous les auspices d'un Prince sage & chéri, & quelle différence il y a entre l'ardeur de guerriers généreux, qui en se soumettant aux règles d'une bonne discipline, sacrifient leur vie & leurs biens en combattant pour la liberté de leur patrie indignement opprimée, & entre celle de bas & vils mercenaires.

*Fin du Tome Premiere.*



